

**MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS  
SECONDAIRE , SUPERIEUR ET DE  
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**BURKINA FASO**  
UNITE-PROGRES-JUSTICE

-----  
UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

-----  
UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHES  
UFR/SCIENCES SOCIALES

-----  
*DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE*

**MEMOIRE DE MAITRISE EN GEOGRAPHIE**  
*(OPTION URBAINE)*



**MIGRATION ET EMPLOI : LE CAS DU SECTEUR  
INFORMEL A BOBO – DIOULASSO  
(BURKINA FASO)**

Présenté et soutenu par  
OUEDRAOGO Moussa

**Année universitaire : 2000-2001**

**Directeur de Mémoire**  
D<sup>f</sup> Ardjouma OUATTARA

## REMERCIEMENTS

*Au terme de ce mémoire, mes remerciements vont de tout cœur à Monsieur Ouattara Ardjouma, mon Directeur de Mémoire. Grâce à son dévouement et ce, malgré ses nombreuses occupations et surtout grâce à l'encadrement de proximité dont il a fait preuve tout au long de cette œuvre. Sans son apport inestimable ce mémoire aurait difficilement vu le jour.*

*Mes remerciements s'adressent à toute ma famille pour les soutiens multiformes et particulièrement à mon père et à ma mère, pour les énormes sacrifices qu'ils ont consentis pour mon éducation. A mon frère aîné Amadou, pour ses différents soutiens et conseils et pour m'avoir appris qu' « on peut se battre dans la vie même avec les mains nues ». A lui je dois beaucoup.*

*J'associe à ces remerciements mes amis Dahourou, Dabire, Draboh et Guira pour les encouragements et les efforts fournis tout au long de ce travail.*

*Mes remerciements s'adressent également à tout le corps professoral du département de Géographie pour la qualité des connaissances qu'ils m'ont inculquées.*

*Mes remerciements vont enfin à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire dont les noms n'ont pu être cités. A eux je dis grandement merci.*

TABLE DES MATIERES	PAGES
REMERCIEMENTS-----	i
RESUME-----	vii
 INTRODUCTION GENERALE -----	 1
 <b>I - PRESENTATION DU THEME D'ETUDE -----</b>	 <b>2</b>
A - LA PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE -----	2
B - JUSTIFICATION DE L'ETUDE -----	4
C - JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA ZONE D'ETUDE -----	6
D - LES OBJECTIFS DE L'ETUDE -----	6
E - LES HYPOTHESES-----	7
F - LA METHODOLOGIE -----	7
<b>1 - La recherche bibliographique-----</b>	<b>7</b>
<b>2 - La phase de terrain-----</b>	<b>8</b>
a - L'élaboration du questionnaire-----	8
b - Le test du questionnaire-----	8
c - Les enquêtes-----	8
◆ Les conditions d'éligibilité -----	<b>8</b>
◆ Le déroulement des enquêtes -----	<b>9</b>
d - La taille de l'échantillon-----	9
e - Le traitement et l'analyse des données-----	9
II - DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS-----	11
III - LES DIFFICULTES ET LES LIMITES DE L'ETUDE -----	13
A - LES DIFFICULTES RENCONTREES -----	13
B - LES LIMITES DE L'ETUDE -----	14

## PREMIERE PARTIE: CADRE GEOGRAPHIQUE, HUMAIN ET ECONOMIQUE DE LA ZONE D'ETUDE

<b>CHAPITRE I : LE CONTEXTE NATUREL DE L'ETUDE -----</b>	<b>16</b>
I - UNE SITUATION GEOGRAPHIQUE DE CARREFOUR EN DECLIN-----	16
II - UN MILIEU NATUREL FAVORABLE-----	20
A - LE CLIMAT -----	20
B - LA VEGETATION-----	21
C - LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE-----	22

◆ Conclusion partielle	22
<b>CHAPITRE II: LE MILIEU HUMAIN ET ECONOMIQUE</b>	<b>23</b>
<b>DE BOBO-DIOULASSO</b>	<b>23</b>
II - LE MILIEU HUMAIN : UNE DEMOGRAPHIE EN PERTE DE VITESSE	23
A - CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION DE BOBO-DIOULASSO	23
B- EVOLUTION DE LA POPULATION DE BOBO-DIOULASSO DEPUIS 1945	24
C - LA POPULATION BOBOLAISE DANS LE CONTEXTE URBAIN BURKINABE	26
D - LES FACTEURS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DE BOBO- DIOULASSO	27
1 - <i>Le croit naturel</i>	27
2 - <i>L'exode rural</i>	28
a - L'ampleur	28
b - Les facteurs de l'exode rural	28
3 - <i>L'immigration urbaine vers Bobo-Dioulasso</i>	29
E - ORIGINE DES FLUX MIGRATOIRES A DESTINATION DE LA PROVINCE DU HOUET	30
F - CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES MIGRANTS	33
G - LE POIDS DEMOGRAPHIQUE DES MIGRANTS A BOBO-DIOULASSO	34
1 - <i>Mesure de l'immigration</i>	34
2 - <i>Rapport population native population non native</i>	35
H - LES CONSEQUENCES DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE A BOBO- DIOULASSO	36
1 - <i>Une forte extension spatiale</i>	36
2 - <i>Les problèmes socioéconomiques</i>	37
II - LE MILIEU ECONOMIQUE BOBOLAIS	39
A - UNE VILLE PIONNIERE DANS LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DU BURKINA FASO	39
B - UNE AGRICULTURE OMNIPRESENTE	43
◆ Conclusion partielle	43

## DEUXIEME PARTIE: LE MARCHÉ DE L'EMPLOI A BOBO-DIOULASSO

<b>CHAPITRE III: ANALYSE GLOBALE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI</b>	<b>45</b>
I - SITUATION GENERALE DE L'EMPLOI AU BURKINA FASO	45
A - LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE	45
B - LA POPULATION ACTIVE AU CHÔMAGE	46

1 - <i>Le problème de l'emploi en milieu rural</i> .....	46
2 - <i>Le problème de l'emploi en milieu urbain</i> .....	46
C - LES SECTEURS D'ACTIVITE POURVOYEURS D'EMPLOIS .....	47
D - LES PERSPECTIVES D'EMPLOIS AU BURKINA FASO .....	48
I - EVOLUTION DE L'EMPLOI A BOBO-DIOULASSO .....	48
A - SITUATION DU TRAVAIL DE 1990 A 1998 .....	49
1 - <i>La situation en 1991</i> .....	49
2 - <i>La demande et l'offre d'emploi de 1990- 1998</i> .....	49
3 - <i>L'offre d'emploi selon la branche d'activité</i> .....	52
4 - <i>La demande d'emploi selon le sexe</i> .....	53
5 - <i>L'offre d'emploi selon le niveau d'instruction</i> .....	55
B - MIGRATION ET EMPLOIS MODERNES .....	57
♦ <i>Conclusion partielle</i> .....	59
CHAPITRE IV : LES FACTEURS EXPLICATIFS DU PROBLEME .....	60
DE L'EMPLOI ET LEURS CONSEQUENCES .....	60
I - LES FACTEURS EXPLICATIFS .....	60
A - UNE MAIN D'ŒUVRE PLETHORIQUE SANS QUALIFICATION .....	60
B- LA RECESSION ECONOMIQUE .....	61
1 - <i>L'essoufflement du tissu industriel</i> .....	61
2 - <i>Une fonction publique pléthorique</i> .....	62
C - LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL .....	62
III - LES CONSEQUENCES DU CHOMAGE .....	63
A - SUR LE PLAN SOCIAL .....	63
B - AU PLAN ECONOMIQUE .....	65
1 - <i>La faiblesse de l'épargne</i> .....	65
2 - <i>Une paupérisation grandissante</i> .....	65
♦ <i>Conclusion partielle</i> .....	66

## TROISIEME PARTIE: MIGRANTS ET EMPLOIS INFORMELS A BOBO-DIOULASSO

<b>CHAPITRE V : LE SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO</b>	<b>67</b>
I - CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE DE LA NAISSANCE DU SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO	67
A - LES ORIGINES	67
B - LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	69
II - PLACE DU SECTEUR INFORMEL A BOBO DIOULASSO	69
III - LES CATEGORIES LES PLUS IMPORTANTES DU SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO	71
♦ Conclusion partielle	75
<b>CHAPITRE VI : L'ACCES DU MIGRANT A L'EMPLOI INFORMEL</b>	<b>76</b>
I - PRESENTATION DE L'ECHANTILLON	76
II - CARACTERISTIQUES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES MIGRANTS	77
A - LA STRUCTURE PAR AGE ET PAR SEXE DES MIGRANTS	77
B - NIVEAU D'INSTRUCTION DES MIGRANTS ENQUETES	78
C - LE NIVEAU DE FORMATION DES ENQUETES	80
D - ACTIVITES EXERCEES DANS LE MILIEU D'ORIGINE DES MIGRANTS	80
III - LES FILIERES D'ACCES DES MIGRANTS A L'EMPLOI INFORMEL	81
A - LA FILIERE PARENTALE ET AMICALE	81
B - LES AUTRES FILIERES	82
1 - <i>Les ressources conventionnelles</i>	82
2 - <i>Les ressources non conventionnelles</i>	83
IV - LES MIGRANTS DANS L'EXERCICE DE LEUR EMPLOI	84
A - LES ACTIVITES EXERCEES PAR LES MIGRANTS A BOBO-DIOULASSO	84
1 - <i>Le commerce : activité de prédilection des femmes migrantes</i>	84
2 - <i>Caractéristiques des activités commerciales des hommes et celles des femmes migrantes</i>	85
3 - <i>Les autres activités informelles des migrants et migrantes</i>	87
B - STATUT DES MIGRANTS DANS L'ACTIVITE EXERCEE	87
C - LA MOBILITE PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS	89
♦ Conclusion partielle	90

<b>CHAPITRE VII : IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ACTIVITE</b>	<b>91</b>
<b>INFORMELLE : LES PROBLEMES ET LES SOLUTIONS</b>	<b>91</b>
I - LES ATOUTS DU SECTEUR INFORMEL	91
A - RÔLE DE CREATION D'EMPLOI	91
B - ROLE DE DISTRIBUTION DE REVENUS	93
C - CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL AU TRESOR PUBLIC	95
D - ROLES DE REGULATION SOCIALE, DE SATISFACTION DE DIVERS BESOINS ET DE FORMATION	96
II - LES PRINCIPAUX PROBLEMES LIES A L'ACTIVITE	97
A - UN BESOIN DE FINANCEMENT	97
B - LA FORMATION	98
C - LES TRACASSERIES FISCALES	99
III - PROPOSITION DE QUELQUES SOLUTIONS	100
A - NECESSITE D'UNE ASSISTANCE FINANCIERE	100
B - UN BESOIN INCONTESTABLE DE FORMATION	102
C - CREATION DE GROUPEMENTS ET D'ASSOCIATIONS	102
◆ Conclusion partielle	<b>104</b>
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS	105
BIBLIOGRAPHIE	108
LISTE DES ABREVIATIONS	
LISTE DES TABLEAUX	
LISTE DES FIGURES	
LISTE DES CARTES	
ANNEXES	

## **RESUME**

Le déplacement des populations des zones rurales vers la ville de Bobo-Dioulasso de par son ampleur a de tout temps engendré des problèmes socioéconomiques aussi bien dans les zones de départ que d'accueil.

A Bobo-Dioulasso où il n'existe aucune structure d'accueil des nouveaux migrants ceux-ci se trouvent confrontés à plusieurs difficultés notamment celui de l'emploi. Or l'emploi est primordial dans la décision de migrer car, si le migrant vient en ville, l'objectif recherché est dans la plupart des cas l'amélioration de ses conditions de vie grâce aux revenus élevés procurés par le travail urbain. Mais la croissance relativement rapide de la population de Bobo-Dioulasso conjuguée à une récession économique sans précédent que traverse le Burkina Faso ont eu pour effets de réduire considérablement l'offre d'emploi. En palliatif à cette faible extension des activités du secteur moderne de nombreuses activités qualifiées d'informelles ont été créées à ras du sol pour occuper particulièrement les migrants.

La présente étude qui s'est déroulée à Bobo-Dioulasso aborde la migration dans la zone d'accueil en terme d'emplois. Elle met en exergue le rôle que joue le secteur informel dans l'absorption de la main d'œuvre migrante

A travers les résultats d'enquêtes menées auprès des acteurs de l'informel, il ressort que le secteur informel est majoritairement occupé par les migrants. C'est d'ailleurs leur principale voie d'accès à l'emploi urbain par le biais des réseaux familiaux et amicaux. En outre le commerce demeure l'activité de prédilection des migrantes et migrants à cause de l'accessibilité facile. Enfin le secteur informel, de par son importance socio économique indéniable, joue un rôle clé dans la vie économique de la ville de Bobo-Dioulasso même s'il reste confronté à plusieurs problèmes d'ordre organisationnel et de financement.

**Mots clés** : Migration – emploi – secteur informel – urbanisation – Bobo-Dioulasso  
Burkina Faso

## INTRODUCTION GENERALE

Les études menées sur les migrations ont montré que le Burkina Faso est un pays de tradition migratoire. Les flux migratoires sont aussi bien internes qu'externes. Les mouvements internes, notamment ceux des zones rurales vers les zones urbaines prennent de plus en plus d'ampleur. Les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso constituent les principaux pôles d'attraction des migrants à destination des zones urbaines. Ces deux villes accueillent en effet les 2/3 de ces migrants dont 15,4% pour Bobo-Dioulasso et 52% pour la ville de Ouagadougou (INSD, 1991).

Ces mouvements migratoires motivés par plusieurs facteurs dont la recherche de l'emploi, engendrent des problèmes socioéconomiques particulièrement celui de l'emploi dans les zones d'accueil. Confrontées à d'énormes difficultés, nos villes ont du mal à satisfaire tous les citoyens depuis que les différentes politiques d'austérité (PAS, privatisation) ont eu pour conséquences d'amenuiser les possibilités d'offre d'emploi. Face à cette situation de crise de l'emploi, les opportunités qui s'offrent aux migrants venus à Bobo-Dioulasso dans l'espoir de se trouver un travail rémunéré semblent très restreintes. Dans sa quête du bien être, loin de se décourager les migrants vont développer des stratégies pour s'occuper. Le secteur moderne leur étant le plus souvent inaccessible à cause de leur origine socio professionnelle et leur niveau d'instruction, l'auto emploi va constituer un mode d'accès à l'emploi.

La profusion des métiers de tout genre dans la ville de Bobo-Dioulasso constitue la réaction ingénieuse et spontanée des citoyens et particulièrement des migrants à la crise de l'emploi dans la ville. Ces métiers qualifiés tantôt de secteur informel ou de secteur non structuré urbain, tantôt de secteur traditionnel urbain semblent cependant jouer un rôle clé dans l'absorption de la main d'œuvre migrante.

C'est pour contribuer modestement à la connaissance de ce phénomène qui gagne en ampleur que nous nous sommes engagé dans l'étude du thème : **Migration et emploi : le cas du secteur informel à Bobo-Dioulasso**. Comme toute recherche en sciences sociales, nous visons à faire un diagnostic du problème et des propositions pour aider à la prise de décision en vue d'une gestion saine de nos villes.

# I - PRESENTATION DU THEME D'ETUDE

## A - LA PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

Cette fin du 20<sup>ème</sup> siècle est marquée par la croissance spectaculaire des villes du tiers monde. En plus du croît naturel, la permanence des forts courants migratoires des zones rurales vers les zones urbaines constitue l'un des facteurs de cette croissance des villes.

Au Burkina Faso, l'urbanisation a subi ces dernières années une croissance relativement rapide. De 1975 à 1985, le taux d'urbanisation est passé du simple au double soit de 6,4% à 12,7%. En 1993 ce taux atteindra 17,2%. Entre 1985 et 1991 la croissance urbaine a été également importante, atteignant 4% l'an. Cette forte croissance, plus que le fait de la croissance naturelle est surtout le résultat de l'exode rural (REMUAO ; 1997).

A Bobo-Dioulasso, la part du gain migratoire dans la croissance urbaine est de 34% en 1991 (INSD, 1991). Un tel afflux de ruraux pose des problèmes à la ville comme le traduisent Bella et al (in courrier n°179 de décembre-janvier 2000 p 58): « *l'exode rural a été bien trop brutal pour que les métropoles ouest-africaines puissent absorber sans difficultés les nouveaux habitants* ». Les difficultés ne manquent pas et elles se situent au niveau du transport, du logement et surtout de l'emploi.

Le sous emploi à Bobo-Dioulasso est massif et le secteur moderne de l'économie ne représente qu'une faible partie de l'activité, seulement 4200 emplois en 1997 (ECOLOC<sup>1</sup>-Bobo-Dioulasso, 2000). Face à un tel contexte de pénurie d'emplois conjuguée à la récession économique que connaît le pays, la ville peut-elle parvenir à satisfaire tous ces migrants qui y affluent ? Quel est le devenir du migrant arrivé à Bobo-Dioulasso dans l'espoir de se trouver un travail rémunéré?

---

<sup>1</sup> Economie locale

Les études menées sur les migrations au Burkina Faso montrent que la recherche de l'emploi rémunéré constitue le principal motif de la décision de migrer. Se trouver un emploi devient ainsi la préoccupation première du migrant.

Mais dans un contexte de marasme économique qui a donc pour conséquence de réduire les capacités d'offre d'emploi des pouvoirs publics, le secteur moderne de l'économie essoufflé, s'est avéré jusque-là incapable de fournir du travail à tous les demandeurs d'emploi, les migrants en particulier. La fonction publique burkinabe ne fournissant que 13% d'emplois aux migrants qui arrivent en ville (SOME et GBANGOU, 1990, p 59). C'est face à cet impératif de vie et de survie que les migrants font preuve d'un remarquable dynamisme pour parer au plus pressé en s'investissant dans les petits métiers en marge de toute législation que d'aucuns appellent secteur informel<sup>2</sup>. C'est ainsi que progressivement le secteur va s'installer solidement dans la vie économique bobolaise pour supplier aux insuffisances du secteur moderne. L'observateur qui parcourt les rues de Bobo-Dioulasso peut se rendre compte de l'importance du secteur.

Malgré son importance, le secteur informel a longtemps fait l'objet d'acribes critiques de la part des autorités. Outre le fait qu'il occupe anarchiquement les abords des rues et n'est pas pris en compte dans la comptabilité nationale, le secteur informel est considéré par les autorités comme le lieu de prédilection des trafics de tout genre se développant en marge de la légalité et entraînant une évasion fiscale préjudiciable à l'équilibre budgétaire de l'Etat. Mais au regard du dynamisme sans cesse croissant du secteur informel, il mérite qu'on s'y intéresse. Conscients du potentiel dont il recèle, les pouvoirs publics ont changé d'attitude vis-à-vis de ce secteur. La création au sein du ministère de l'emploi d'une direction chargée du secteur informel, la prise en compte du secteur informel dans la comptabilité nationale, la création de différentes structures telles que le Fonds d'appui au secteur informel (FASI) et le Fond d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF) dénotent de l'intérêt que portent désormais les pouvoirs publics à ce secteur.

---

<sup>2</sup> Les différentes terminologies utilisées pour qualifier le secteur informel : (Economie) –non officielle-non déclarée-parallèle-rampante-clandestine-dissimulée-alternative-marginale-invisible-frauduleuse-cachée-sous marine- souterraine-duale-occulte-noire-voilée-périphérique-contre économie-système « D » (courrier n°179 de janv-dec 2000 p 54

## B - JUSTIFICATION DE L'ETUDE

De nombreuses études se sont déjà penchées sur le secteur informel. Parmi celles-ci on peut citer celles de Van DIJK.(1977), ONPE (1987 ; 1992), BOSCH, (1987 ), ZERBO, (1993), GUIRA (1992), TRAORE et al, (1994), KONE et al; (1994)

L' étude pionnière en la matière au Burkina Faso a été effectuée avec la collaboration de l'ONPE en 1977 par Van sous l'égide du Bureau international du travail (BIT). Elle s'est intéressée seulement à la ville de Ouagadougou. Il fallait attendre 10 ans plus tard pour que se réalise la seconde étude et cette fois-ci sur l'ensemble du territoire. Cette étude a permis de caractériser les agents du secteur et de saisir son importance en terme de création d'emploi. L'étude de 1992 fera ressortir le caractère socioéconomique de l'activité et son importance sans cesse croissante pour les populations urbaines.

Les autres auteurs que sont BOSCH, GUIRA, ZERBO, se sont penchés sur le secteur en s'intéressant à des métiers bien déterminés du secteur : les commerçantes du marché de Bobo-Dioulasso pour le premier, les réparateurs d'engin à deux roues de Ouagadougou pour le second, et les femmes commerçantes « grossistes » de Flex faso pour le dernier. GUIRA dans son étude fait ressortir le rôle socioéconomique que jouent ces activités en terme de création d'emplois, de cadre de formation, de lieu de distribution de revenus et de satisfaction de divers besoins. Il diagnostique les différents problèmes des acteurs et fait l'esquisse de quelques solutions. Il note en passant que l'activité est dominée par les migrants puisqu'ils représentent 68% de l'effectif total des réparateurs d'engins à deux roues de Ouagadougou.

D'autres auteurs se sont intéressés spécifiquement aux migrants mais pas spécialement au problème d'emploi. Il s'agit de TRAORE et al (1994) et de KONE et al (1994), qui se sont penchés plutôt sur l'insertion socioéconomique des migrants. Il ressort de ces études que le secteur informel demeure la porte d'entrée privilégiée des migrants sur le marché de l'emploi. L'aspect social de l'insertion fait ressortir le

rôle primordial joué par la parenté et l'amitié dans l'insertion. Ce travail bien que n'ayant pas mis l'aspect spécifiquement sur l'emploi informel et certains aspects socio économiques de l'activité informelle, a été d'un apport inestimable dans la réalisation de ce travail.

La plupart des études suscitées s'intéressent à un corps bien déterminé du secteur alors que notre étude s'intéresse à l'ensemble des activités informelles. En outre ces études ne s'intéressent pas spécifiquement aux migrants, et même si tel est le cas ce n'est pas en terme d'emploi.

L'étude de N'GAMBA (1985) traitant du problème de l'emploi à Kinshasa s'intéresse au cas spécifique des migrants. Elle montre que face à la faillite du secteur moderne, le secteur informel est entrain de jouer un rôle d'éponge de main d'œuvre issue majoritairement de la migration. Cette étude bien que s'étant déroulée au Zaïre nous a été très utile.

On retient donc que toutes ces études se sont très peu penchées sur le cas spécifique des migrants. Or l'importance numérique des migrants dans le secteur informel à Bobo-Dioulasso mérite qu'on s'y intéresse spécifiquement. En 1997 les migrants représentaient 63 % de l'effectif total des travailleurs du secteur informel à Bobo-Dioulasso (ECOLOC op cit). En outre nous sommes dans un contexte d'exacerbation de la crise économique avec le désengagement de l'Etat dans le cadre du PAS et dans un contexte de mondialisation qui ont pour effets de déprimer davantage le marché de l'emploi urbain. Dans ce cas, de nouvelles études méritent d'être menées pour apporter notre contribution à une meilleure connaissance d'un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur. La connaissance des différents processus s'avère nécessaire puisque au plan macroéconomique cela peut fournir des données et des instruments pouvant contribuer à une meilleure orientation des politiques de développement socioéconomiques.

## C - JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA ZONE D'ETUDE

Le choix de la ville de Bobo-Dioulasso comme terrain d'étude se justifie par sa spécificité : « Capitale économique » du pays, elle fournit de ce fait une bonne partie des avantages socio-économiques. En outre, la ville constitue un cas intéressant de par certaines caractéristiques démographiques ; elle constitue un des lieux de forte migration au Burkina Faso, sa démographie est particulière, son urbanisation est accélérée, le chômage gagne du terrain et l'activité informelle est en plein essor. Aussi, son choix comme espace d'étude nous paraît-il d'un grand intérêt.

## D - LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

Pour mieux appréhender l'importance du secteur informel dans l'absorption de la main d'œuvre migrante sur le marché de l'emploi urbain nous nous sommes assignés un certain nombre d'objectifs.

L'objectif général de l'étude est de démontrer le rôle du secteur informel dans l'absorption des migrants sur le marché de l'emploi.

De cet objectif général nous avons dégagé les objectifs spécifiques suivants :

- Saisir la situation de l'emploi à Bobo-Dioulasso ;
- Montrer que la main d'œuvre excédentaire trouve son origine dans le déséquilibre entre l'offre de travail et la demande, résultant d'une part de l'incapacité des structures économiques à générer des emplois suffisants et d'autre part de la forte croissance démographique que connaît la ville ;
- Montrer que le secteur informel en tant que secteur économique dynamique, joue un rôle d'éponge qui absorbe le surplus de main d'œuvre issue de la migration. Il s'agira aussi de déterminer les modalités et les stratégies d'accès des migrants et migrantes à l'emploi informel.

## E - LES HYPOTHESES

Pour atteindre les objectifs de notre étude nous nous attèlerons à vérifier les hypothèses suivantes:

- le problème de l'emploi se pose avec acuité à Bobo-Dioulasso aussi bien aux migrants qu'aux non migrants. Mais la situation des migrants semble beaucoup plus préoccupante;
- L'importance du recours aux réseaux familiaux et amicaux pour l'accès à l'emploi informel;
- le secteur informel est la porte d'entrée privilégiée d'accès à l'emploi urbain pour les migrants et migrantes;
- l'activité informelle prépondérante aussi bien chez les femmes migrantes que les hommes demeure le commerce;
- Le rôle socioéconomique indéniable que joue le secteur informel dans l'économie de la ville de Bobo-Dioulasso.

## F - LA METHODOLOGIE

L'approche de ce thème consiste à faire des enquêtes auprès d'un échantillon de la population cible pour atteindre les objectifs de l'étude. Cette phase sera précédée des recherches documentaires

### **1 - La recherche bibliographique**

Préalable à toute activité de recherche, la recherche bibliographique nous a permis de circonscrire d'abord le thème d'étude, d'en avoir une meilleure compréhension, d'en saisir par la suite la pertinence et de dégager une problématique. La recherche bibliographique nous a conduit dans les principaux centres de documentation de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et à réaliser une série d'entretiens avec les responsables de l'ONPE et de la Chambre de Commerce. Ont été sollicités, les services de documentation de l'Unité d'enseignement et de recherche en démographie (UERD), de l'Institut national de la statistique et de la démographie

(INSD), de l'Office national de la promotion de l'emploi (ONPE), de l'Institut de recherche et de développement (IRD) (ex OROSTOM), du Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'ouest (CESAO), de la Chambre de commerce et de la Mairie centrale de Bobo-Dioulasso.

L'intérêt de ces recherches a porté sur l'urbanisation, le phénomène migratoire, le secteur informel et l'emploi.

La recherche documentaire nous a enfin permis de mieux préparer la phase terrain.

## **2 - La phase de terrain**

Elle a débuté après l'élaboration et le test du questionnaire

### a - L'élaboration du questionnaire

Pour l'élaboration du questionnaire nous sommes partis d'un certain nombre d'acquis au niveau de la recherche : Guira (1991), ONPE (1987), les enquêtes migration et urbanisation de 1993 réalisée par le REMUAO (Burkina Faso). Les questionnaires de ces différents travaux ont été examinés et nous ont inspirés. Ils ont par la suite été adaptés et enrichis pour les besoins de notre étude.

### b - Le test du questionnaire

Cette étape nous a permis de tester notre questionnaire sur un échantillon de dix (10) personnes éligibles choisies au hasard tout en prenant soin de ne pas interroger des acteurs ayant la même occupation. Elle nous a permis de corriger le questionnaire, de mieux agencer les questions et de l'adapter aux réalités du terrain.

### c - Les enquêtes

#### ◆ *Les conditions d'éligibilité*

Les individus pour être éligibles devraient remplir un certain nombre de conditions :

- Etre de nationalité Burkinabe ;
- Etre né au Burkina Faso et hors de la ville de Bobo-Dioulasso ;
- Exercer une activité dans le secteur informel ;
- Etre résidant à Bobo-Dioulasso.

A défaut d'une base de sondage bien définie, nous avons admis comme principe de base le tirage des individus à chaque pas de dix. Autrement dit chaque dixième individu identifié sur le terrain et remplissant les conditions d'éligibilité était soumis aux questionnaires. (annexe 1). Cela dans le but de diversifier au maximum les activités informelles enquêtées.

Nous avons choisi délibérément des femmes migrantes et des hommes pour tenir compte de l'aspect genre. En raison du type de tirage, les activités rencontrées sont très diversifiées mais le commerce demeure l'activité principale (annexe 2)

#### ◆ *Le déroulement des enquêtes*

Nos enquêtes se sont déroulées du 20 juin au 20 Août 2000 dans la villes de Bobo-Dioulasso. Les enquêtés(es) ont été interviewés (es) sur le lieu d'exercice de leur activité. Les différents lieux suivants ont été visités : les abords du marché central en construction, « le nouveau » marché de Lafiabougou, les abords du boulevard de la révolution et de la rue Vicens, le marché de fruit à Colsama, le « marché » de ferrailleur jouxtant le mur de l'aéroport et certains ateliers et commerce dans les quartiers périphériques (carte 1 ). Ces lieux ont été choisis à cause de leur position géographique où foisonnent différents types d'activités informelles et également dans un souci de diversifier les activités.

#### d - La taille de l'échantillon

Initialement nous avons prévu interroger 200 personnes mais seulement 163 ont pu l'être. Au delà de 150 enquêtés , toutes les réponses se rejoignaient.

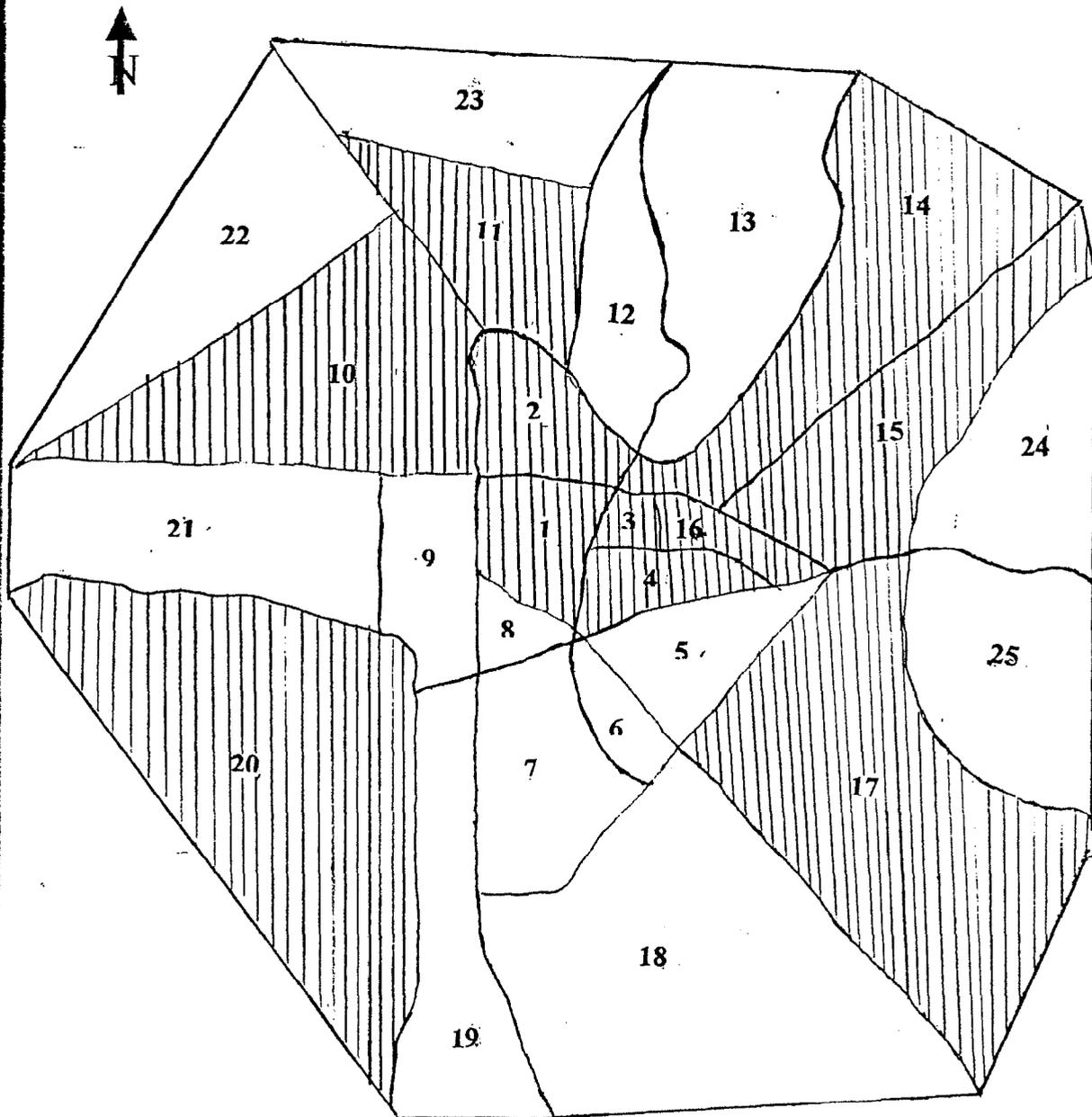
Nous avons pu enquêter 119 migrants et 44 migrantes.

#### e - Le traitement et l'analyse des données

Les données ont été dépouillées et analysées manuellement. Initialement prévues pour être traitées et analysées à l'ordinateur (avec le logiciel EPI INFO) elles n'ont pu l'être à cause d'une panne. Ce qui a eu pour conséquence de retarder nos travaux. Le tableur EXCEL a néanmoins servi à l'élaboration des graphiques.

Pour une meilleure compréhension de la présente étude, il convient de définir certains concepts.

**CARTE 1 : LOCALISATION DES DIFFERENTS SITES D'ENQUETE  
DANS LA VILLE DE BOBO-DIOULASSO**



**LEGENDE**



SITES D'ENQUETE



LIMITE DE SECTEUR

10.

NUMERO DE SECTEUR

## II - DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS

**Migrant** : est considéré comme migrant tout individu résidant né hors de la ville de Bobo-Dioulasso et y résidant depuis plus de six (6) mois. La date de référence considérée dans ce cas est la période de nos enquêtes.

**Population active** : Elle est constituée par l'ensemble de la population âgée de 10 ans et plus disponible pour le travail. Elle comprend ceux qui exercent effectivement un emploi quelconque (population active occupée) et ceux qui sont sans travail et qui en recherchent durant la période de référence (période de l'enquête) (population active au chômage). Par rapport aux normes internationales qui fixent en général la limite inférieure à la population en âge de travailler à 15 ans, il ya un souci d'adaptation au contexte national caractérisé par une entrée précoce de la population dans la vie active (INSD, ED ; 1991)

**Secteur informel** : Le vocable « secteur informel » est assez récent. Il a fait son apparition dans un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le Kenya au début des années 70 pour distinguer ce secteur du secteur moderne. C'est un secteur difficile à définir de par son hétérogénéité et la diversité des activités qui le constitue. « *Le secteur informel est comme une girafe, difficile à décrire mais facile à reconnaître* » (Hans Singer, cité par (Cacciamamli M.C., 1983 p37) in courrier n°151 de juin 95 P 71.

Néanmoins plusieurs auteurs ont tenté de définir le secteur informel.

PHILIPPE H. (1981) définit le secteur informel selon des critères statistiques. Un secteur non enregistré ou « out law » c'est-à-dire un secteur qui échappe à la statistique (étymologiquement), la statistique renvoie à l'Etat et qui est non enregistré soit parce que ces activités n'ont pas de comptabilité soit parce qu'elles ne respectent pas la codification et la réglementation.

JACQUES C. (1989) met l'accent sur la petite taille des activités, la faiblesse de l'organisation et de la technologie utilisée. Il insiste sur le caractère illégal de ces activités : *«... ces activités sont menées sans approbation officielle des autorités et échappent aux mécanismes administratifs chargés de faire respecter la législation sur les impôts et le salaire minimum »*.

Quant à VAN DIJK<sup>3</sup> (1990) qui a déjà mené plusieurs études sur le secteur informel au Burkina Faso, il retient trois critères pour définir le secteur informel:

- l'absence de statut juridique ;
- le non-paiement de salaire minimum légal ;
- et le non-enregistrement du personnel à la sécurité sociale.

L'auteur considère que le statut juridique est le plus important de sa définition, les deux autres étant fortement dépendant de l'absence ou non de l'existence d'un statut légal.

Ces différentes définitions se rejoignent car tablent toutes sur le caractère juridique du secteur. Les deux dernières définitions, en plus de ce caractère juridique, touchent du doigt le problème du salaire minimum.

En vue d'harmoniser les différentes définitions, une définition internationale au secteur informel fut adoptée par la résolution du 28 janvier 1993 de la 15<sup>ème</sup> conférence internationale des statisticiens du travail (CIST)<sup>4</sup>. La résolution rappelle que *« le secteur informel peut être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens et services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petites échelles et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteur de production. Les relations d'emploi, lorsqu'elles existent sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel,*

---

<sup>3</sup> Professeur à la Faculté d'Economie de l'Université d'Erasmus de Rotterdam (Pays-bas). Consultant au BIT. Précurseur des études sur le secteur informel au Burkina Faso

<sup>4</sup> Une première tentative de définition du secteur informel eut lieu en 1987. C'est finalement en 1993 que la 15<sup>ème</sup> conférence internationale des statisticiens du travail adopta une définition opérationnelle qui devait donner un grand élan à la collecte et aux estimations de la part de ce secteur dans la population active et de sa contribution au PIB (courier n°176 op cit p 62)

*les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme.*

Cette définition doit être adaptée au contexte de chaque pays. Pour une adaptation au contexte du Burkina Faso la définition suivante a été retenue pour l'artisan. « *La personne professionnellement qualifiée qui exerce à titre individuel en son nom et pour son propre compte une activité artisanale. Elle peut se faire aider par des apprentis ou par des ouvriers* ».

### **III - LES DIFFICULTES ET LES LIMITES DE L'ETUDE**

#### **A - LES DIFFICULTES RENCONTREES**

Les difficultés se situent au niveau des recherches bibliographiques et des enquêtes. Au niveau des recherches bibliographiques, les données sur l'emploi sont quasiment inexistantes. Celles fournies par l'ONPE ne nous ont pas permis de cerner le problème de l'emploi de manière exhaustive, certaines séries étant incomplètes. En outre, il n'est pas fait cas spécifiquement de la situation des migrants.

Pendant le déroulement de l'enquête, certains enquêtés ont refusé de répondre aux questions et quand ils acceptaient de le faire, certaines questions comme celles sur les revenus, la situation de l'entreprise vis à vis des impôts et la caisse nationale de sécurité sociale restaient sans réponse. Les craintes d'une imposition ont sans doute dissuadé bon nombre d'enquêtés.

Néanmoins, nous avons pu recueillir une somme importante d'informations qui nous a permis de mener l'étude à son terme.

La période de l'enquête à savoir la saison pluvieuse a par moment perturbé nos sorties, en plus, la panne de l'ordinateur a contribué à ralentir l'avancée de nos travaux.

## B - LES LIMITES DE L'ETUDE

Etant donné les objectifs spécifiques des présentes enquêtes, qui ne portent pas sur l'emploi ni sur la migration, les résultats ont une portée indicative. La connaissance du niveau d'emploi et du chômage, ainsi que celle sur l'importance du secteur informel dans la ville de Bobo-Dioulasso nécessite une enquête spécifique à cette fin. En outre les moyens dont nous disposons ne nous permettent pas d'approfondir certains aspects de la question de l'emploi.

Mais bien qu'indicatif, les résultats de ce travail permettent néanmoins de se faire une certaine idée dans le cadre de la sensibilisation des autorités responsables sur la question.

La non publication des données du RGPH 96 nous a conduit à utiliser des données moins récentes. La disponibilité très prochaine de ces résultats nous permettra de mieux coller à la réalité.

Ainsi, le présent mémoire s'articule en trois parties :

La première partie présente la zone d'étude sur le plan naturel, économique et humain. Elle fait ressortir les énormes potentialités naturelles et économiques dont recèle la zone et qui concourent à la rendre attrayante pour les migrants venus d'horizon divers. Il s'agira aussi de montrer l'importance des migrations dans le processus d'urbanisation de la ville mais aussi les difficultés qu'engendrent cette croissance urbaine : le problème de l'emploi en particulier.

La seconde partie traite du problème du chômage à Bobo-Dioulasso. Nous caractériserons le marché de l'emploi urbain, ce qui permettra de saisir les capacités d'accueil de la ville en terme d'emploi pour les migrants notamment. Nous montrerons en outre le déséquilibre qui existe entre l'offre de travail et la demande résultant d'une part de la croissance démographique que connaît la ville mais d'autres part de l'insuffisance des emplois. On se penchera aussi sur les inégalités de chance devant l'emploi entre un homme et une femme, un illettré et un diplômé et entre un natif de la ville et un migrant.

Enfin nous tenterons d'expliquer le problème du chômage et les conséquences socio-économiques qui en découlent.

Dans la troisième partie nous essayerons de montrer le rôle que joue le secteur informel dans la résorption du chômage des migrants. Devant l'incapacité du secteur moderne à fournir du travail en nombre suffisant, quelle rôle joue le secteur informel dans le marché de l'emploi à Bobo-Dioulasso?.

A l'aide des résultats de nos enquêtes nous verrons les modalités d'accès des migrants et migrantes à l'emploi informel. Nous démontrerons enfin à travers son importance socio économique, que le secteur informel, loin d'être un secteur refuge est un mode de vie qui peut constituer un relais pour le secteur moderne essoufflé.

**PREMIERE PARTIE :**  
**CADRE GEOGRAPHIQUE, HUMAIN ET**  
**ECONOMIQUE DE LA ZONE DETUDE**

## **CHAPITRE I : LE CONTEXTE NATUREL DE L'ETUDE**

La ville de Bobo-Dioulasso présente des atouts non négligeables pour son développement à savoir sa position de carrefour quoiqu'en déclin et son milieu naturel extrêmement favorable.

### **I - UNE SITUATION GEOGRAPHIQUE DE CARREFOUR EN DECLIN**

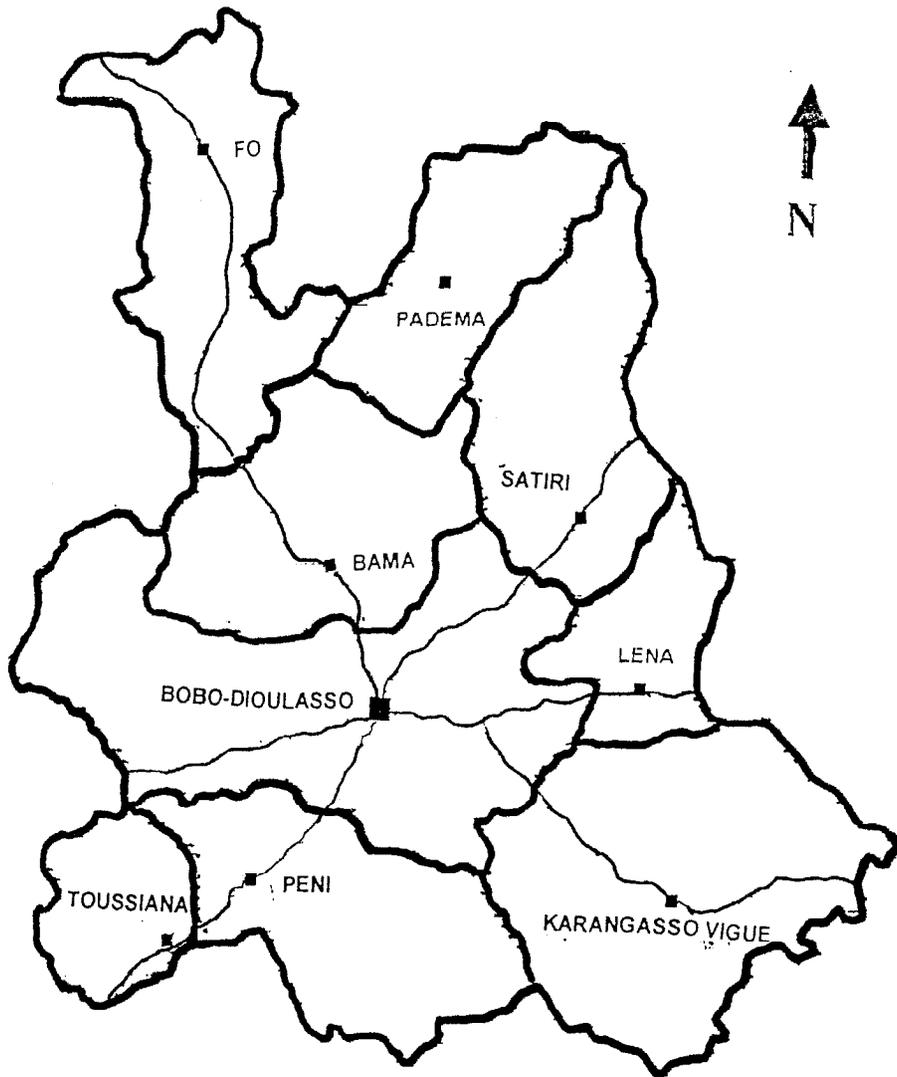
La ville de Bobo-Dioulasso, chef lieu de la province du Houet et deuxième ville du Burkina Faso est située à 363 Km à l'ouest de Ouagadougou la capitale, (carte 2 et carte 3) entre 4°18' de longitude Ouest et 11° de latitude Nord.

La situation géographique de la ville lui a longtemps conféré une position de carrefour dans la sous région. « La ville de Bobo-Dioulasso s'est développée dans une position géographique extrêmement favorable, au carrefour de plusieurs axes de commerce internationaux. L'économie coloniale a fortement structuré ces axes en faisant de Bobo-Dioulasso la plaque tournante des échanges économiques de cette partie de l'Afrique de l'ouest, au carrefour des routes vers Abidjan, Ouagadougou et Niamey, Sikasso et Bamako, San, Mopti et le Delta intérieur du Niger au Mali. Une liaison, moins fortement marquée que les précédentes est également possible vers Diébougou et le Ghana.

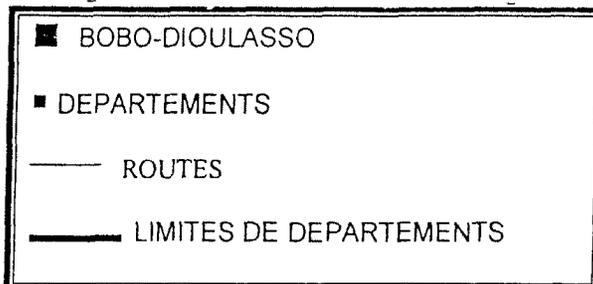
Cependant, les contacts entre populations du Nord et du Sud existaient dès avant la conquête coloniale, comme en témoignent encore les flux migratoires internes et externes. Point de contact entre éleveurs, agriculteurs de savane, habitants des zones forestières du Sud ; aux confins des grands empires Mossi, Bambara, Peulh ; sur les routes traditionnelles du commerce des bœufs, du poisson, de la kola, des



**CARTE 3: SITUATION GEOGRAPHIQUE DE BOBO-DIOULASSO  
DANS LA PROVINCE DU HOUET**



**LEGENDE**



ECHÉLLE : 1/1 049 300 000

céréales; Bobo-Dioulasso ville des Bobo-Dioulasso et des Dioula tire son nom même de ces échanges <sup>5</sup> ».

L'arrivée du chemin de fer en 1943 fit de la ville un centre de transit et de triage, contribuant ainsi à renforcer sa position de carrefour dans la région Ouest africaine.

Mais depuis l'indépendance du Burkina Faso en 1960, la restructuration économique a affaibli cette position de carrefour au profit de Ouagadougou, capitale du pays depuis 1947. Le transfert de toutes les sphères de décision à Ouagadougou qui concentrait dès lors toutes les opportunités de développement ont eu pour conséquences de diminuer le flux d'échanges traditionnels et partant le relâchement des liens avec les pays voisins. Les routes vers les pays voisins (Bénin, Ghana, Togo) ne passent plus par Bobo-Dioulasso mais par Ouagadougou. Aujourd'hui le commerce extérieur du Burkina Faso passe davantage par Lomé, Cotonou et bientôt par le Ghana que par Abidjan qui offre des conditions économiques moins favorables au transit.

Le déplacement du centre de gravité du pays de Bobo-Dioulasso vers Ouagadougou va entraîner son déclin, perdant ainsi son rôle de carrefour.

Aussi, en dehors des axes routiers Bobo-Dioulasso-Ouagadougou-Abidjan et Bobo-Dioulasso -frontière du Mali, les autres axes sont difficilement praticables Bobo-Dioulasso Dedougou-Ouahigouya-Mopti ; Bobo-Dioulasso- Diebougou-Ghana. En outre, l'aéroport de Bobo-Dioulasso- qui était jadis une ouverture pour la ville sur l'extérieur a vu son trafic chuté considérablement. L'aéroport ne développe qu'un trafic régional entre Ouagadougou et Abidjan dans une moindre mesure avec Bamako, Lomé et Cotonou. Le fret de l'aéroport est insignifiant comme l'indique le tableau I, l'essentiel étant servi par l'aéroport de Ouagadougou.

---

<sup>5</sup> SDAUB (Schéma de développement et d'aménagement urbain de Bobo-Dioulasso. Rapport de présentation. PP 27-28

**Tableau I:** Trafic commercial de l'aéroport de Bobo-Dioulasso en tonne de fret

années	1992	1993	1994	1995	1996	1997
fret	201	151	373	226	52	85

Source : Ecoloc-Bobo-Dioulasso- janvier 2000

Le tableau ci-dessus fait ressortir une baisse du fret de l'aéroport de Bobo-Dioulasso au fil des années. La baisse est encore plus accentuée en 1996 et 1997 avec seulement 52t et 85t de fret. Bien que l'aéroport ait été mis aux normes gros porteurs depuis 1985, l'activité demeure marginale comparativement à l'aéroport de Ouagadougou.

Le trafic ferroviaire jadis la vocation primordiale de la gare connaît également une perte de vitalité depuis la privatisation de l'ex RAN.

Le rôle de plaque tournante joué par la ville dans le cadre des échanges commerciaux entre pays côtiers et pays de la savane a constitué un atout majeur pour le développement de la ville. Bien que la ville ait perdu de son dynamisme sur le plan international et régional, elle demeure encore un pôle de développement important pour le pays en raison des nombreuses potentialités naturelles dont dispose la région. Son avantage majeur aujourd'hui c'est d'être au cœur d'une des régions agricoles les plus fertiles du pays.

## **I I- UN MILIEU NATUREL FAVORABLE**

Le milieu naturel de Bobo-Dioulasso est caractérisé par un climat, un couvert végétal et un réseau hydrographique favorable au développement.

### **A - LE CLIMAT**

Le climat de la région de Bobo-Dioulasso est de type sud soudanien. Il se caractérise par deux saisons bien distinctes:

- une saison sèche qui va d'octobre à mai ;

- une saison pluvieuse ou hivernage qui dure de mai à septembre

La durée de la saison pluvieuse (5 à 6 mois) et l'importance des précipitations (1000 à 1200 mm par an) conjuguées à de bonnes conditions édaphiques font de la région de Bobo-Dioulasso le grenier du Burkina Faso par excellence. Les conditions climatiques favorables constituent ainsi un facteur important des migrations vers la région de Bobo-Dioulasso.

Ce contexte climatique favorable, induit également d'importantes ressources en eaux souterraines qui offrent ainsi des situations premières propices au développement de l'industrie et de l'artisanat.

## B - LA VEGETATION

La végétation de la région de Bobo-Dioulasso fait partie du domaine phytogéographique soudanien. La savane est la végétation caractéristique de cette zone. Elle se compose de savane boisée, de savane arborée et de savane arbustive. On y rencontre les espèces telles que *Burkina Fasokea africana*, *Isobertinia doka* ainsi que des espèces plus récentes : *Uapaca togoensis*, *Parinari*, *Polyandra*. Cette végétation est plus dense que celles des autres régions du pays, particulièrement le long des cours d'eaux où se localisent d'importantes forêts ripicoles. Sous l'effet de la pression démographique, toutes ces formations végétales subissent une action anthropique très poussée.

On rencontre également par endroit des plantations d'agrumes (anarcadiers, manguiers, orangers).

Quant à la ville de Bobo-Dioulasso, elle présente une végétation abondante. Les larges avenues sont bordées d'arbres donnant à la ville un aspect très ombragé. Les principales essences sont : le caïlcédraf (*khaya senegalensis*), le Kapokier (*bombax costatum*), le flamboyant, le manguiers, et diverses plantes ornementales.

Aux limites actuelles de la ville existent de grands espaces verts. On distingue des forêts ripicoles, des vergers (coté nord vers Sakaby) et des zones de maraîchage

tout au long du marigot Houet. Les principales forêts galeries sont celles de Dindersso (côté ouest) et de Kounima, côté sud ouest. Cette dernière est hélas en grande partie dégradée par l'action anthropique.

Ce capital végétal joue ainsi un rôle très important dans le maintien d'un micro climat qui améliore la qualité de la vie à Bobo-Dioulasso. Mais sous l'effet de l'urbanisation que connaît la ville liée, au phénomène migratoire, la végétation est malheureusement sujette à une dégradation accélérée au fil des années.

## C - LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La ville de Bobo-Dioulasso est installée en grande partie sur le bassin versant du Houet. Elle déborde quelque peu au Sud ouest sur celui du Kou et à l'est sur celui du Niane.

Quatre cours d'eaux aux régimes intermittents caractérisent le réseau hydrographique. Il s'agit du Houet, de la Comoé, du Kou et du Niane. La présence de ces cours d'eaux offre aux populations des zones d'activité maraîchères notamment le long du marigot Houet.

### ◆ *Conclusion partielle*

Le rôle de plaque tournante joué jadis par la ville dans les échanges entre pays côtiers et sahéliens est en perte de vitesse au profit de Ouagadougou. Malgré ce relatif déclin, la ville regorge d'atouts naturels favorables. En plus du fait qu'ils attirent des migrants de tous les horizons à la recherche de terres plus fertiles (région de Bobo-Dioulasso) et d'emplois dans la ville, ces facteurs naturels constituent des éléments importants pour le développement économique de la région et partant de la ville.

## **CHAPITRE II: LE MILIEU HUMAIN ET ECONOMIQUE DE BOBO-DIOULASSO**

### **II - LE MILIEU HUMAIN : UNE DEMOGRAPHIE EN PERTE DE VITESSE**

Comme toute population, celle de la ville de Bobo-Dioulasso a ses caractéristiques propres. Bien qu'en perte de vitesse, le dynamisme de cette population est marquée par le phénomène migratoire dont le rôle dans le processus d'urbanisation est notable au regard des conséquences socioéconomiques qu'il engendre.

#### **A - CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION DE BOBO-DIOULASSO**

Au dernier recensement de 1996 la population Bobolaise comptait 309 771 habitants. Elle se compose de 157 021 hommes (50.7%) pour 152 750 femmes (49.3%) soit un taux de masculinité de 102 hommes pour 100 femmes. La répartition par arrondissement<sup>6</sup> donne les chiffres suivants :

- Dafra, 120 495 habitants
- Do, 114 275 habitants
- Konsa, 75 001habitants

Le taux de croissance de la ville est de 2.8 % l'an.

La population se caractérise par son extrême jeunesse. C'est ainsi que plus de 48% de la population ont un âge compris entre 10 et 34 ans (INSD ;1991).

Cette extrême jeunesse représente un défi économique et social pour les autorités en terme d'infrastructures sanitaires, éducatives et d'emplois. Des domaines qui nécessitent des actions publiques pour assurer plus tard des conditions de vie décentes aux jeunes. Nous tenterons dès lors de saisir la dynamique de cette population.

---

<sup>6</sup> la ville de Bobo-Dioulasso est une commune de plein exercice divisée en trois arrondissements que sont : Dafra, Konsa et Do.

## B- EVOLUTION DE LA POPULATION DE BOBO-DIOULASSO DEPUIS 1945

Une analyse du tableau II laisse apparaître une évolution assez rapide de la population bobolaise depuis l'indépendance du pays jusqu'en 1985. A partir de cette année jusqu'en 1996 nous assistons à une croissance ralentie de la population. Situation à mettre en rapport avec la perte d'influence de la ville au profit de Ouagadougou tant sur le plan socio- économique que politique.

**Tableau II:** Evolution de la population de Bobo-Dioulasso de 1945 à 1996

Années	Population	Population urbaine totale du Burkina Faso	% de la population de Bobo-Dioulasso sur la population urbaine du Burkina Faso
1945	22 000		
1955	44 000		
1960	53 000		
1965	65 000		
1967	72 000		
1975	115 063	362 610	31,7%
1976	123 000		
1980	163 000		
1982	176 000		
1983	183 000		
1985	228 668	1 011 074	22,6
1986	249 000		
1987	-		
1991	268 926*	1 287 285	20,9
1996	309 771**	1 601 168	19.3

Source : SDAUB 1987 ; (INSD ; 1991\* ; 1996\*\* )

En effet de la période coloniale à l'indépendance du pays en 1960, la croissance de la ville de Bobo-Dioulasso a été très lente. La ville passait ainsi de 22 000 habitants en 1945 à 53 000 habitants en 1960.

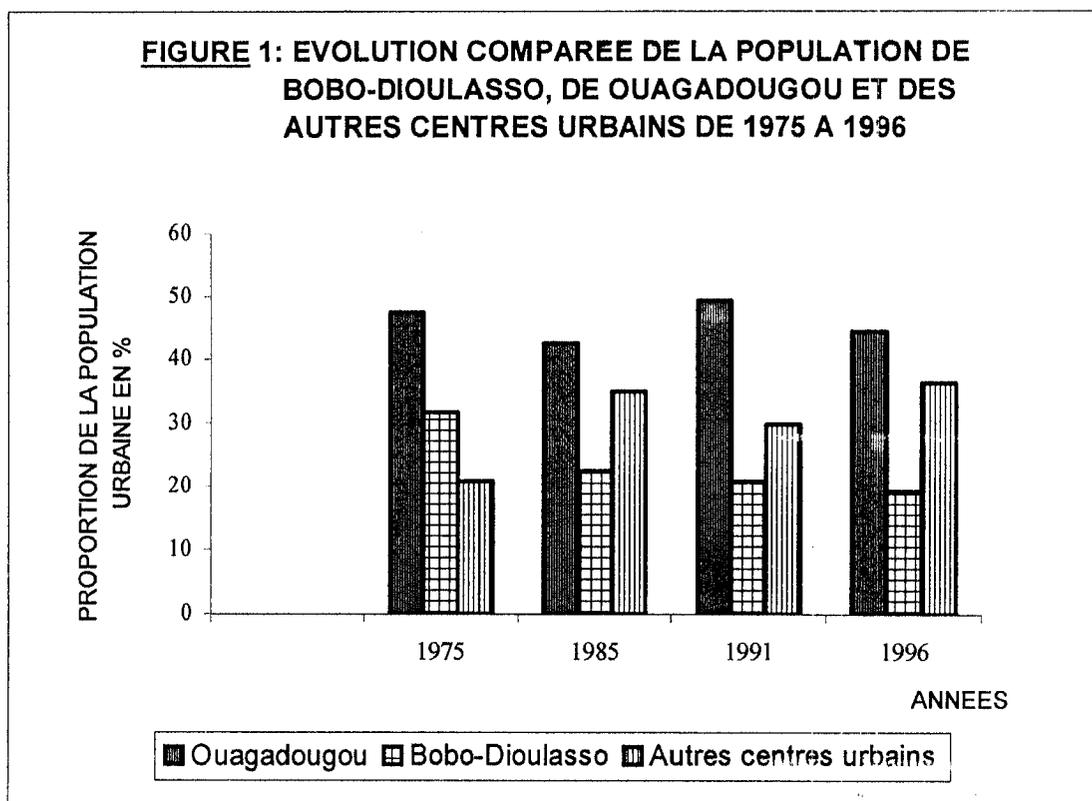
A partir de 1960, la croissance démographique s'est accélérée en passant de 53 000 habitants à 115 000 habitants en 1975 (plus que le double) pour encore doubler en 10 ans en atteignant 228 668 habitants en 1985. Mais à partir de la décennie 1985 –1996 on assiste à une baisse du rythme de croissance. Le taux de croissance annuel de 1985 à 1996 n'est que de 2,8% alors qu'il était respectivement de 5,2% et 7,1% entre 1960-1975 et 1975-1985. C'est d'ailleurs les projections faites à partir de ces dernières tendances qui ont donné à penser que la ville de Bobo-Dioulasso aurait 500 000 habitants à la fin du siècle. On note plutôt un tassement relatif de la population. Au regard de l'évolution démographique de la ville, on constate que :

En 15 ans, (1945 à 1960), la population n'a augmenté que de 31 000 habitants. De 1960 à 1975 la population enregistre un gain de 62 000 âmes soit le double de la période précédente. De 1975 à 1985, soit en 10 ans, l'effectif de la population a encore doublé passant ainsi de 115 063 habitants à 228 668 habitants soit un gain de 116 000 âmes. De 1985 à 1996 la ville enregistre seulement un gain de population de 81 103 habitants.

De l'évolution de la population Bobolaise, on peut retenir deux principales remarques : le maintien certes d'un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale (2,4% contre 2,8% à la ville de Bobo-Dioulasso) mais surtout, un net ralentissement de la croissance de la population de 1985 à 1996 entraînant des écarts importants de croissance démographique entre cette ville et Ouagadougou et une diminution de son poids démographique dans la hiérarchie urbaine du Burkina Faso.

### C- LA POPULATION BOBOLAISE DANS LE CONTEXTE URBAIN BURKINABE

La ville de Ouagadougou compte 7 09 736 habitants contre 309 771 à la ville de Bobo-Dioulasso (INSD-RGPH ; 96), soit un coefficient multiplicateur de 2,29 fois. En 1975 Ouagadougou avec 172 661 habitants comptait 1,5 fois plus d'habitants que Bobo-Dioulasso qui en avait 115 063. Au regard de cette évolution, la ville de Ouagadougou connaît un accroissement beaucoup plus rapide que celle de Bobo-Dioulasso et cette tendance se renforce avec un écart de plus en plus grandissant au fil des années comme l'atteste la figure ci-dessous .



Source : INSD-1975 ; 1985 ; 1991 ; 1996

Bobo-Dioulasso représente en 1996 seulement 19,3% de la population urbaine du Burkina Faso contre 44,3% à la ville de Ouagadougou. Alors que cette proportion était

de 31,7 % pour Bobo-dioulasso et 47,5% pour Ouagadougou en 1975, et respectivement de 22,7 et 42,5% en 1985 et de 20,9% et 49,28% pour les deux villes en 1991.

Au regard de ces données, on constate que la croissance urbaine de Ouagadougou est plus rapide que celle de Bobo-Dioulasso. Cette évolution est préoccupante dans la mesure où elle entretient un différentiel de taux de croissance entre les deux villes qui ne peut que s'accroître tendanciellement. On assiste à une urbanisation macrocéphalique aux tendances très marquées (près d'un habitant sur deux vit à Ouagadougou).

Malgré le relatif déclin démographique de la ville, elle connaît une croissance annuelle (2,8% l'an) somme toute importante dont nous essayerons d'en saisir les facteurs.

## D - LES FACTEURS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DE BOBO- DIOULASSO

Plusieurs facteurs expliquent la croissance relativement rapide de la ville de Bobo-Dioulasso. Ce sont la dynamique interne de la ville et les mouvements migratoires.

### **1 - Le croit naturel**

La croissance relativement rapide de la population de Bobo-Dioulasso résulte de l'accroissement naturel de la population citadine, conséquence de deux phénomènes conjugués. D'une part une augmentation de la natalité et d'autre part d'une baisse sensible de la mortalité. En 1991 le taux brut de mortalité en milieu urbain était de 11 pour 1000 tandis que le taux de natalité était de 49.6 pour 1000.

Les conditions de vie meilleure qu'offre la ville, les campagnes massives de vaccination à l'échelle nationale, une mentalité plus réceptive à la prophylaxie concourent à faire chuter le taux de mortalité même s'il demeure toujours élevé. En outre Bobo-Dioulasso abrite des infrastructures socio-sanitaires comme le centre

hospitalier national (Centre Hospitalier Souro Sanou), le second du pays qui contribue à l'amélioration des conditions sanitaires, particulièrement dans le domaine de la santé maternelle et infantile. En 1991 les seules villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso concentraient presque la moitié des médecins (48,8%) du Burkina Faso. Ces deux villes et les autres centres urbains ne regroupaient que 14% de la population burkinabe, ne laissant aux zones rurales où vivent 80% de la population que 51% de l'effectif des médecins (SOME, 1995 cité par REMUAO ; 1997).

En plus du croît naturel, l'exode rural contribue également à la la croissance démographique de la ville.

## **2 - L'exode rural**

### **a - L'ampleur**

Le transfert de la population rurale par l'exode vers la ville a été amorcé depuis sa création. Ce mouvement a pris de l'ampleur après l'indépendances pour s'accroître davantage au cours des années 70 suite à la grande sécheresse qu'a connu le pays. Elle a contraint une grande partie de la population rurale à migrer vers les pays voisins mais surtout en direction des grands centres urbains de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Entre 1985 et 1991 sur un total de 38 588 migrants (INSD ;1991) à destination du Houet , la ville de Bobo-Dioulasso a accueilli 14 548 (38%) migrants. La fin de la sécheresse n'a pas pour autant freiné le phénomène même si les motivations ne sont plus les mêmes.

### **b - Les facteurs de l'exode rural**

Plusieurs facteurs expliquent le déplacement des populations des zones rurales vers la ville. Ces mouvements résultent à la fois d'une répulsion de la campagne et d'une attraction de la ville.

#### **◆ Dans les zones de départ**

Les études sur les migrations au Burkina Faso s'accordent sur les facteurs économiques comme motif premier de la migration. Cette réponse d'un paysan illustre bien la situation. « *Vous voulez savoir pourquoi les gens migrent ? Eh bien !*

*Faites pleuvoir de l'argent et faites que l'on ait de la pluie en abondance vous saurez alors pourquoi les gens s'en vont* ». Aux motifs économiques mentionnés par le paysan, il ajoute les contraintes du milieu naturel notamment les aléas climatiques rendant l'activité agricole très précaire. Ce contexte de rareté des ressources monétaires et de précarité des conditions naturelles pousse les ruraux à partir vers les villes en quête des ressources monétaires par le biais du travail rémunéré.

◆ Dans les zones d'arrivée

La ville a toujours exercé un attrait sur les populations rurales « le miroir aux alouettes ». Les opportunités qu'offre la ville en terme d'emploi, les infrastructures socio-sanitaires et éducatives, les lieux de loisir sont autant d'éléments qui rendent la ville attrayante. *« Pourtant on me parlait de Ouagadougou et j'avais hâte de voir cette ville paradisiaque. Mais c'est un enfer qui consume toute l'économie du pays. Le mil pour la ville, les impôts pour la ville, les usines pour la ville, le cinéma pour la ville ; Tout pour la ville, comme si nous de la campagne qui payions les impôts n'avions pas besoin de manger, de travailler de nous distraire et de nous soigner »* disait un migrant. (SOME et al ; 1991).

Cette situation s'adapte, dans une moindre mesure, à la ville de Bobo-Dioulasso.

Les disparités de développement entre les deux grandes villes et les autres régions du pays constituent un élément majeur de l'afflux des ruraux vers ces villes où le niveau de vie est plus élevé créant une sorte de « bicephalisme » urbain. La croissance des revenus moyens par tête est plus importante et plus rapide en ville qu'à la campagne. 139 à 274 dollars us contre 27 à 28 dollars us en 1981 (René DUMONT et al, 1981).

### **3 - L'immigration urbaine vers Bobo-Dioulasso**

L'immigration urbaine vers la ville de Bobo-Dioulasso est de moindre importance par rapport à la dynamique interne de la ville et à l'exode rural. Ce type de migration est sans doute la conséquence de la politique de décentralisation et de déconcentration des services mis en œuvre depuis 1984 par l'Etat Burkina Faso. Ces migrations concernent surtout les mouvements de mutation des agents de la fonction publique

et les migrations de type scolaire. La ville de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou concentrant le plus grand nombre d'infrastructures scolaires et universitaires et de centres de formation du pays.

#### E - ORIGINE DES FLUX MIGRATOIRES A DESTINATION DE LA PROVINCE DU HOUET

La province du Houet accueille des migrants en provenance de toutes les provinces du Burkina Faso (tableau III). Les provinces septentrionales et celles du centre sont fortement représentées dans les flux migratoires (carte 4).

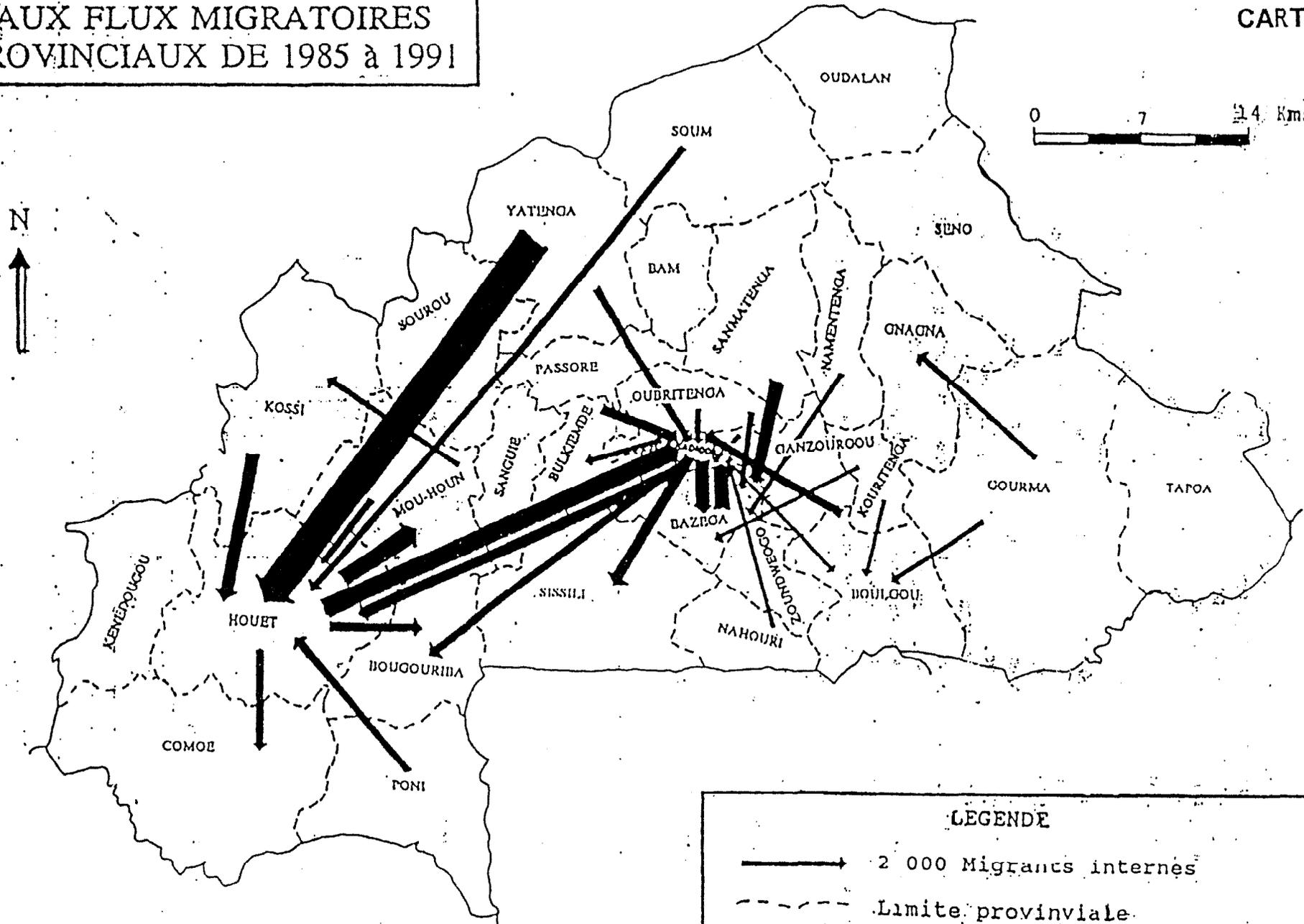
**Tableau III** : Origine des migrants à destination de la province du Houet

PROVINCES D'ORIGINE	DESTINATION	
	PROVINCE DU HOUET	BOBO-DIOULASSO
Bam	2257	
Bazega	392	
Bougouriba	3584	
Boulgou	2749	
Boulkiemdé	<u>6872</u>	
Comoé	4371	
Ganzourgou	420	
Gnagna	289	
Gourma	399	
Houet	—	
Kadiogo	<u>9800</u>	
Kenedougou	6072	
Kossi	<u>8072</u>	
Kouritenga	970	
Mouhoun	<u>7349</u>	
Nahouri	787	
Namentenga	152	
Oubritenga	1600	
Oudalan	40	
Passoré	4566	
Poni	2707	
Sanguié	709	
Sanmatenga	<u>12191</u>	
Seno	847	
Sissili	1257	
Soum	4505	
Sourou	<u>10061</u>	
Tapoa	37	
Yatenga	<u>40229</u>	
Zoundwéogo	82	
<b>TOTAL</b>	<b>133 366</b>	<b>44 944</b>

Source : INSD , Enquête démographique 1991

# PRINCIPAUX FLUX MIGRATOIRES INTERPROVINCIAUX DE 1985 à 1991

CARTE 4



## LEGENDE

- 2 000 Migrants internes
- - - Limite provinciale
- Echelle : 1/3 000 000

Les provinces les plus pourvoyeuses de migrants à la province du Houet sont surtout celles du Plateau central et les provinces du Nord ouest. On note par ordre d'importance le Yatenga (40229), le Sanmatenga (12 191), le Sourou (10 061), le Kadiogo (9 800), la Kossi (8072), le Mouhoun (7349) et le Boulkiemde (6872). Ces sept provinces représentent 85 702 migrants soit 65,78 % de l'immigration vers le Houet. La province du Yatenga qui constitue un véritable réservoir de migrant potentiel représente à elle seule 30,16 % des migrations internes à destination du Houet. Une bonne partie des migrants se dirige vers la ville de Bobo-Dioulasso qui en accueille 37.7% (INSD ; 1991).

On note une prédominance de l'ethnie Moose qui a une forte propension à migrer. Cela est dû à la conjonction de plusieurs facteurs dans le milieu d'origine telles que : la forte densité de peuplement par rapport aux terres arables, la dégradation de l'environnement, la recherche de terres fertiles dans les zones à pluviométrie plus abondantes.

Les autres provinces du pays ont des flux de moindre importance en direction du Houet. Les provinces les moins représentées sont celles de l'est et du Sahel : Tapoa (37), Oudalan (40), Zounwéogo (82) Gnagna (289) .

## F - CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES MIGRANTS

Le migrant présente un certain nombre de caractéristiques socio démographique qui le distingue du non migrant. Les différentes enquêtes réalisées par l'INSD donnent le profil type suivant du migrant interne en 1985 :

Il est généralement jeune, moins de 25 ans, célibataire, avec un niveau d'instruction supérieur à celui du non migrant, originaire dans la majorité des cas du plateau central. Selon l'enquête nationale sur la migration de 74-75 l'ensemble de la zone Moose urbaine et rurale contribuait pour 59,3% aux migrations internes.

On remarque une prédominance des migrants de sexe masculin ; 65,6% contre 31,6% pour les femmes (INSD ;1991). Les migrations individuelles dominent vers les

viles tandis que les migrations de type familial sont les plus importantes à destination du milieu rural.

## G - LE POIDS DEMOGRAPHIQUE DES MIGRANTS A BOBO-DIOULASSO

La quantification des gains migratoires à destination de la ville et la part de la population non native servira à saisir le poids démographique des migrants a Bobo-Dioulasso.

### 1 - Mesure de l'immigration

Les migrations vers les centres urbains se font principalement vers Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le tableau ci-dessous nous donne un aperçu de l'immigration vers ces deux principales ville de 1975 à 1991.

**Tableau IV** : Evolution comparée des gains migratoires par rapport au croît naturel à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso de 1975 à 1991 en %.

Années	1975	1985	1991
Bobo-Dioulasso Population	100	100	100
Accroissement naturel	63.5	67	66
Gain migratoire	36.5	33	34
Ouagadougou Population	100	100	100
Accroissement naturel	46	52	59
Gain migratoire	54	48	41

Source : INSD, 1975 ; 1985 ; 1991

Nous constatons à la lecture du tableau ci-dessus que le rythme des migrations vers Bobo-Dioulasso est en baisse. De 36,5% en 1975 le gain migratoire est passé à 33% en 1985 pour remonter à 34% en 1991. Cette évolution est liée sans doute à la perte d'influence de Bobo-Dioulasso conséquence de l'affaiblissement de sa dynamique urbaine. Par contre, la dynamique démographique de Ouagadougou est due en partie au phénomène migratoire bien que légèrement en baisse.

Malgré la baisse du rythme des migrations vers Bobo-Dioulasso, il demeure tout de même important et constitue l'un des facteurs principaux de la croissance démographique de la ville.

## ***2 - Rapport population native population non native***

L'enquête de GWK effectuée à l'occasion des études d'approvisionnement en eau et assainissement précise le lieu de naissance des chefs de ménages (tableau V).

**Tableau V** : Répartition des chefs de ménages de Bobo-Dioulasso selon le lieu de naissance en %

Lieu de naissance	Proportion en %
Bobo-Dioulasso	21,7%
Houet	8,5
Sud ouest	17,2
Nord	18,3
Ouagadougou	6,3
Sud	10,00
Est	3,00
Etrangers	11.3
nd	3.7

Source : Enquête GWK in SDAUB 1987

La population Bobolaise est composée en majorité de migrants puisque seulement 22% des chefs de ménages sont nés dans la ville. On remarque une prédominance des natifs de la région du Nord (18,3%).. Toujours d'après la même source, l'analyse par ethnie fait ressortir que 1/3 des chefs de ménage se déclarent Mossi (33%). Les Bobo et les Dioula qui sont autochtones ne comptent que respectivement pour 15% et 2,5%. Quant aux chef de ménages nés à l'étranger ils sont représentés par une fraction assez importante des chefs de ménage 11,3%. Situation due sans doute à

l'arrivée des Burkina Faso nés à l'étranger et qui prend de plus en plus d'ampleur ces dernières années, du fait des problèmes socio-politico économiques que vit la Côte d'Ivoire notamment.

L'importance de la population non native dans la composition démographique de Bobo-Dioulasso dénote de l'importance du phénomène migratoire dans le processus d'urbanisation de la ville.

Un tel afflux des ruraux vers les centres urbains n'est pas sans poser des problèmes aux pouvoirs publics.

## H - LES CONSEQUENCES DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE A BOBO-DIOULASSO

L'arrivée des migrants engendre des difficultés à la ville notamment la gestion de l'espace urbain qui s'accroît de manière démesurée et des problèmes socio économiques.

### **1 - Une forte extension spatiale**

Parallèlement à l'évolution démographique que connaît la ville l'espace habité s'accroît de manière démesurée (tableau VI). La croissance de la population demande de plus en plus d'espace. Une analyse des densités de population laisse ressortir un rythme de croissance plus rapide de la population par rapport à l'espace habité, d'où des densités de plus en plus fortes. Les densités qui étaient seulement de 27,5 hab/ha en 1945 atteindront 52.5 hab/ha en 1985. On estime aujourd'hui la densité de la ville à 67 hab/ha.

**Tableau VI:** Accroissement de l'espace urbain de Bobo-Dioulasso de 1945 a 1985

Années	Superficie en ha	Nombre d'habitants	Densités (hab/ha)
1945	800	22 000	27.5
1955	1170	44 000	37.60
1960	--	53 000	--
1965	1750	65 000	37.14
1967	1890	72 500	38.35
1975	2700	115 063	42.59
1976	2800	123 000	43.92
1980	3460	163 000	47.10
1982	--	176 000	--
1983	4000	183 000	45.75
1985	4400	228 668	52
1986	4600		--

Source: SDAUB 1987

## **2 - Les problèmes socioéconomiques**

L'arrivée massive des migrants a Bobo-Dioulasso pose de nombreux problèmes socio-économiques aux pouvoirs publics. Elle entraîne une demande en logements que ne peut satisfaire les filières officielles. La crise économique que traverse le pays a engendré l'effondrement des systèmes de production planifiée de logements. Aujourd'hui la production de logement reste très en de ça des besoins réels. Cet écart qui va croissant est pallié par l'apparition de l'habitat spontané qui représente 15% du paysage urbain bâti (INSD ; RGPH, 1996). Les quartiers spontanés de Sarfalao (secteur 17) et de Colsama (secteur 21) en sont les parfaites illustrations. Ce habitat qui résulte de la réaction des populations à faible revenus face à la crise du logement s'est développée au hasard, à la limite officielle de la ville sans aucune intervention étatique ou municipale et sans aucune infrastructure socio-sanitaire (école, dispensaire), d'eau, d'électricité et d'évacuation des eaux usées.

Ces quartiers très insalubres posent des problèmes d'assainissement et de santé publique aux pouvoirs publics.

C'est pour parer à ces difficultés, que les pouvoirs publics ont entrepris de faire de nombreux lotissements depuis 1984 notamment et d'améliorer les infrastructures urbaines. Des schémas d'aménagements des banlieues de Bobo-Dioulasso ont été produits depuis 1980. Malgré les différents lotissements initiés par les pouvoirs publics et qui ont permis de dégager 17 305 parcelles entre 1985 et 1989 (REMUAO op cit)), les quartiers périphériques n'ont cessé de proliférer.

La croissance démographique de la ville exerce également des pressions sur le système éducatif, sanitaire et sur les transports comme l'indique le tableau ci-dessous dans le domaine de l'éducation.

**Tableau VII** : Répartition des classes, du nombre d'élèves et d'instituteurs selon le statut de l'école à Bobo-Dioulasso

Statut de l'école primaire	Nombre de classes	Nombre d'élèves	Nombre d'élèves par classe	Nombre de maîtres	Nombre d'élèves par maîtres
Public	763	61 168	80	739	83
Privé	277	12242	44	211	58
Total	1040	73410	71	950	77

Source : Annuaire statistique 1998-1999 DEP-MEBA

Le tableau ci-dessus montre que le nombre d'élève par classe est en moyenne de 71. Cette moyenne cache d'énormes disparités entre le privé et le public. Pendant qu'on a une moyenne de 44 élèves par classe au privé la moyenne est de 80 au public. On observe les même tendances en ce qui concerne le nombre d'élèves par maître qui est de 83 au public et de 58 au privé. Malgré le rôle important que joue l'enseignement privé dans l'absorption des effectifs des élèves, ils demeurent pléthoriques. Une telle pléthore d'effectif dans les salles de classes et la charge de

travail que cela représente pour les enseignants n'est pas sans incidence sur la qualité de l'enseignement.

Sur le plan économique, la pression qu'exercent les migrants sur les activités inquiète. L'excédent de main d'œuvre urbaine entraîne un déséquilibre entre l'offre et la demande de travail. La croissance urbaine s'accompagne d'une augmentation de la force de travail notamment par l'apport des flux migratoires qui drainent vers la ville d'importants effectifs de jeunes. Le problème de l'emploi devient difficile à résoudre car la demande excède largement l'offre (cf deuxième partie). En outre, la plu part des migrants n'ont ni formation ni expérience nécessaire pour leur participation au fonctionnement des secteurs productifs de l'activité urbaine : il en résulte une surabondance de main-d'œuvre non qualifiée, de personnes sous employés et de chômeurs. *« Ils surchargent l'Economie urbaine avec des taux élevés de sous emplois et de chômage, de bas niveau de productivité et une demande accrue pour les services publics : santé transport, éducation et autres. »*(OBERAI ;1989). A titre d'exemple le nombre de médecin par habitant est de 282 930 pour les districts sanitaires de Bobo-Dioulasso<sup>7</sup> alors que les normes fixées par l'OMS sont d'un médecin pour 10 000 habitants.

## **II - LE MILIEU ECONOMIQUE BOBOLAIS**

L'Economie de Bobo-Dioulasso repose essentiellement sur trois secteurs d'activité à savoir l'industrie et le commerce et L'agriculture.

### **A - UNE VILLE PIONNIERE DANS LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DU BURKINA FASO**

Les facteurs géographiques propices dont dispose la ville de Bobo-Dioulasso vont favoriser l'installation des centres de commerce faisant ainsi de la ville un pôle majeur de développement de la Haute Volta. L'explorateur Binger de passage dans la ville en 1882 disait : *« Sa position géographique avait fait d'elle un centre de*

---

<sup>7</sup> Selon le découpage du Ministère de la santé, Bobo- Dioulasso est subdivisé en trois districts sanitaires qui regroupent en plus de la ville certains villages environnants.

*collecte, d'approvisionnement et de distribution des produits commerciaux. Le marché de Bobo-Dioulasso rayonne sur toute l'Afrique de l'Ouest. »(SDAUB ; 1987)*

Dès l'occupation du territoire, l'administration coloniale a installé des magasins, des entreprises commerciales et industrielles: Compagnie française d'Afrique de l'ouest (CFAO), Compagnie française du commerce et de l'industrie (CFCI), Société commerciale ouest africaine (SCOA), CICA CITEC, IOA, SCIERIE JACOB, CITROEN, AUBARET, BERLIET, Compagnie française pour le développement du textile.(CFDT).

Après l'indépendance, les premières vagues de création d'industries ont eu lieu au cours des années 60-67. Ce sont également les plus importantes : la Brasserie voltaïque (BRAVOLTA), l'Industries voltaïque de cycles et cyclomoteurs (IVOLCYC), la Manufacture voltaïque de cigarettes (MAVOCIG). Les années 70- 80 ont vu la création de la plus part des industries métallurgiques (SOGEFIA, SOVICA, la Compagnie voltaïque de transformation des métaux (CVTM) , PROFIMETAUX), agro-industrielles SAVANA, Société des fibres textiles du Burkina (SOFITEX) et chimiques (SOFAPIL, SAP SACOF).

Depuis 1980 les créations sont de plus en plus rares et parfois difficilement viables, cela est dû sans doute à la récession économique que traverse le pays.

Cette dynamique industrielle et commerciale de la ville a attiré des commerçants venus d'horizon divers : des Syro-libanais, des Maliens et Sénégalais et Nigériens qui eux s'occupent de commerce plus traditionnel. A ces migrants venus de l'étranger s'ajoutent les migrations internes. L'industrialisation naissante a pu créer des emplois et absorber cette main d'œuvre migrante.

Les fonctions industrielles et commerciales ont été à la base du développement économique de la ville ; cela lui vaut ainsi d'être la « capitale économique ». Mais cette vitalité va s'émousser avec l'érection de Ouagadougou comme capitale administrative et politique du Burkina Faso. La ville de Bobo-Dioulasso jadis prospère connaît un déclin tant politique, administratif qu'économique. Au transfert

des pouvoirs décisionnels à Ouagadougou dans un premier temps, a succédé celui du tissu industriel faisant ainsi de la capitale la première ville industrielle du pays. Sur un total de 67 industries recensées par le Ministère du Plan au Burkina Faso dans les années 80 la seule ville de Ouagadougou en concentrait 40 soit 60% de l'effectif total contre 19 à la ville de Bobo-Dioulasso soit 28%. Les autres villes du pays que sont Banfora et Koudougou représentent 12% de l'effectif avec 8 unités industrielles.<sup>8</sup> L'écart se creuse au fil des années puisqu'en 1993 Ouagadougou comptait 1098 (63%) entreprises contre 329 (19%) à la ville de Bobo-Dioulasso sur un total de 1735 entreprises que comptait le pays (INSD ; RIC<sup>9</sup> , 1994).

Les données statistiques sur l'économie nationale confirment également le déclin de la ville de Bobo-Dioulasso (tableau VIII ).

**Tableau VIII** : Evolution comparée du PIB de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso de 1960 à 1995 en %

Années	1960	1975	1985	1995
	Structure du PIB			
<b>Burkina Faso</b>				
Rural	83	73	59	52
Urbain	17	27	41	48
<b>PIB de Ouagadougou</b>				
Sur PIB Burkina Faso	6,2	11	19,8	27,3
Sur PIB urbain	36,7	41,6	48,2	56,6
<b>PIB de Bobo-Dioulasso-</b>				
Sur PIB Burkina Faso	4,5	5,8	7,8	7,2
Sur PIB urbain	26,6	21,9	19,1	14,9

Source : d'après la maquette provisoire Ecoloc Burkina Faso .

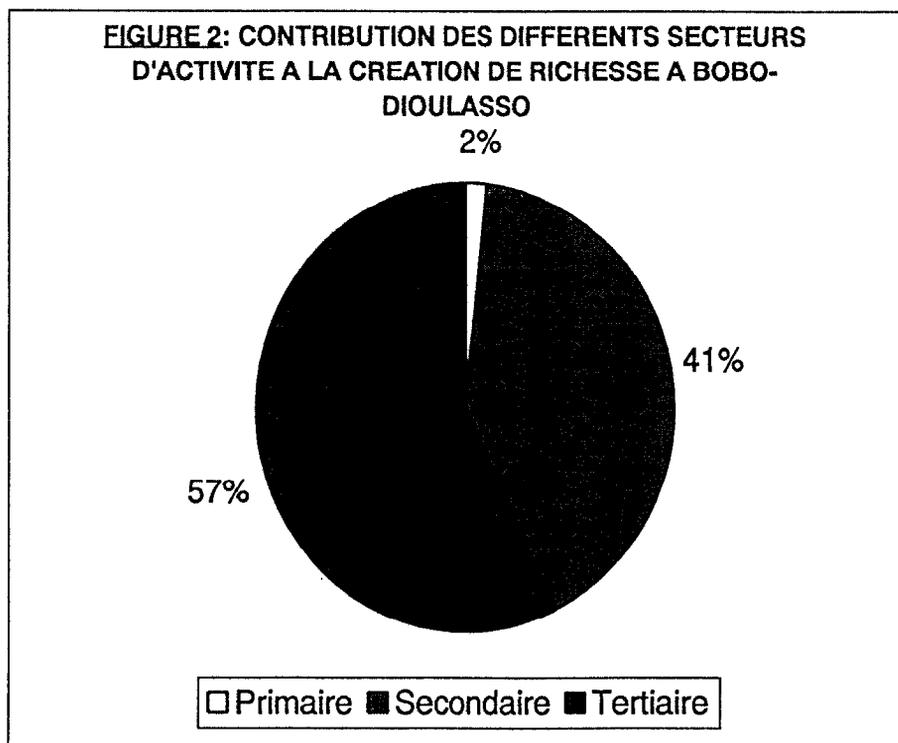
OCDE- club du sahel . Juin 1999

<sup>8</sup> opcit (1) p 33

<sup>9</sup> 4<sup>ème</sup> Recensement Industrielle et Commercial -répertoire des fichiers d'entreprises

Une lecture de l'évolution du PIB de 1960 à 1995 montre que Bobo-Dioulasso est en perte de vitesse par rapport à Ouagadougou. La part de Bobo-Dioulasso qui représentait 4,5% du PIB national en 1960, est passée seulement à 7,2% en 1995. Pendant la même période, le PIB de Ouagadougou est passé de 6,2% à 27,3%. Le rapport qui était de 1,37 entre les deux villes en 1960 atteindra 3.7 en 1995.

Bien qu'en perte de vitesse, la ville de Bobo-Dioulasso demeure tout de même la deuxième ville industrielle du pays et un pôle régional de développement. Le secteur tertiaire demeure aujourd'hui la fonction première de la ville puisqu'il contribue pour 57% à la création de richesse de Bobo-Dioulasso. Le commerce à lui seul participe pour 30% à cette richesse. Quant au secteur industriel, il fournit 41 % des richesses de la ville selon l'étude sur l'économie locale de Bobo-Dioulasso (figure 2).



Source : Ecoloc –2000, Bobo-Dioulasso

Le secteur primaire, représenté essentiellement par l'agriculture semble jouer un rôle marginal.

## B - UNE AGRICULTURE OMNIPRESENTE

Les conditions naturelles favorables de la zone font d'elle le grenier du Burkina Faso. Les principales spéculations pratiquées sont les céréales, le coton et l'arboriculture. A cela s'ajoute le maraîchage qui occupe une bonne partie des citadins.

La province du Houet est la plus grande province productrice de céréales avec 12% de la production nationale en 1997 (ECOLOC, op cit). La ville joue un rôle de stockage des céréales du Burkina Faso. Elle est notamment le principal centre de collecte des produits vivriers et contribue grandement à l'approvisionnement de Ouagadougou.

Quant à la culture du coton, la région de Bobo-Dioulasso fait partie des zones les plus productrices « l'aire cotonnier ». La province a contribué à hauteur de 26% à la production nationale en 1997. A Bobo-Dioulasso même, le coton contribue pour 7% à la valeur ajoutée agricole.

A ces cultures ajoutons le maraîchage qui avec 15% de la production du pays en 1997 occupe la première place parmi les grandes zones productrices. On estime à 3000 le nombre de personnes qui exploitent les périmètres maraîchers de la ville de Bobo-Dioulasso (Kuinima, Bolkomaté, Dogona, sakabi) et qui font vivre de nombreux intervenants que sont les transporteurs modernes, les charretiers, les commerçants et artisans etc..

Malgré le dynamisme de l'activité agricole elle ne contribue seulement que pour 2% à la création de richesse à Bobo-Dioulasso soit 1,9 milliards du PLB<sup>10</sup> (Ecoloc op cit). Ce qui est somme toute normale quand on sait qu'en milieu urbain le secteur primaire occupe généralement une faible place.

### ◆ *Conclusion partielle*

Il ressort de cette présentation que la ville de Bobo-Dioulasso qui a connue un passé florissant, traverse aujourd'hui une certaine léthargie comme l'ont montré les

---

<sup>10</sup> Le Produit Local Brut répond à la même définition que le PIB mais ne s'applique qu'à une zone bien déterminée. Dans la présente étude le PLB est celui de la ville de Bobo-Dioulasso.

différents indicateurs économiques et même géographiques et démographiques. Malgré tout, la ville regorge d'atouts naturels et économiques qui exploités à bon escient sont des facteurs favorables à un développement économique et humain. Les facteurs naturels propices dont dispose la région contribue à attirer des migrants venus d'horizon divers. Bien que le rythme des migrations soit en baisse, il engendre une urbanisation assez rapide avec son cortège de maux notamment celui de l'emploi.

**DEUXIEME PARTIE : LE MARCHE DE L'EMPLOI  
A BOBO-DIOULASSO**

## CHAPITRE III: ANALYSE GLOBALE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'analyse du marché de l'emploi à Bobo-Dioulasso permet de saisir les possibilités d'offre d'emploi pour la population active et particulièrement celle des migrants. Cette analyse est aussi valable pour l'ensemble du Burkina Faso que pour la ville de Bobo-Dioulasso.

### I - SITUATION GENERALE DE L'EMPLOI AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso, à l'instar des pays du tiers-monde est confronté au problème de l'emploi qui se pose avec plus d'acuité en milieu urbain qu'en milieu rural en raison de la forte dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur primaire.

#### A - LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE

Au Burkina Faso la majorité de la population active est occupée. Sur un total de 4 600 633 actifs, le taux d'occupation est de 98,6% (tableau IX).

**Tableau IX:** Taux d'occupation par sexe et par milieu de résidence (en %)

Sexes	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Burkina Faso
SM	88,6	99,7	98,4
SF	95	99,9	99,5
Total	91,1	99,8	98,6

Source: INSD- Enquête démographique -1991

Par rapport au milieu de résidence et au sexe nous observons une légère différence. En milieu rural, le niveau d'occupation avoisine les 100%. Le taux d'occupation en milieu urbain est de 91,1% et de 99.8% en milieu rural avec des taux légèrement plus élevés pour les femmes que les hommes.

## B - LA POPULATION ACTIVE AU CHÔMAGE

Bien que le chômage n'ait pas encore atteint un seuil critique au Burkina Faso, il constitue une préoccupation pour les politiques d'où l'importance accordée à la promotion de l'emploi qui représente un défi majeur pour les politiques à venir.

En 1985 le taux de chômage qui était de 0,85% (INSD, 1985) atteindra 1,1% de la population active en 1991.

Ces taux très faibles cachent d'énormes inégalités entre d'une part le milieu rural et d'autre part le milieu urbain.

### ***1 - Le problème de l'emploi en milieu rural***

En milieu rural c'est surtout le sous emploi qui affecte plus de 40% de la population active ; le chômage est quasiment inexistant : 0,9% de la population active en 1985. A l'enquête démographique de 1991, ce taux était de 0.2% (tableau X).

**Tableau X** Taux de chômage par niveau de résidence

Milieu de résidence	Population active au chômage	Taux de chômage en %
Urbain	40 021	8,9
Rural	9798	0,2
Burkina Faso	49 819	1,1
Ouagadougou	28 752	12,8
Bobo-Dioulasso-	7375	9,8

Source : INSD -Enquête démographique -1991

Cet faible taux de chômage s'explique par le fait que l'économie Burkinabé dépend en grande partie de l'agriculture qui constitue la première source d'emploi. Elle absorbe à elle seule 86,6% de la population active en 1998. A cela s'ajoute la forte participation des femmes au marché du travail agricole.

### ***2 - Le problème de l'emploi en milieu urbain***

En milieu urbain par contre le phénomène du chômage est assez inquiétant. Le taux de chômage était de 5,5% en 1985 (INSD, 1985). Près de 6 actifs sur 100 étaient au chômage. En 1991 il passait à 8,9%, soit un accroissement annuel moyen de 12%

sur la même période. En 1998 le taux de chômage était respectivement de 18,2% et de 18% pour Ouagadougou et Bobo- Dioulasso<sup>11</sup>.

La structure du chômage selon le sexe montre que le chômage touche beaucoup plus les hommes que les femmes aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural (avec des écarts moins marqués en milieu rural). Le taux de chômage des femmes en milieu urbain est de 5% contre 11,4% pour les hommes. On observe les mêmes tendances en milieu rural avec respectivement 0.1% et 0.3% (tableau XI)

**Tableau XI :** Taux de chômage par niveau de résidence et par sexe (%)

sexe Milieu de résidence	SM	SF	Total
Urbain	11,3	4,9	8,9
rural	0,3	0,1	0,2
Burkina Faso	1,6	0,5	1,1

Source: INSD-Enquête démographique-1991

### C - LES SECTEURS D'ACTIVITE POURVOYEURS D'EMPLOIS

Dans l'ensemble du pays le plus grand secteur pourvoyeur d'emploi demeure le secteur primaire avec 93, 16% des emplois (INSD,1991).

Le secteur secondaire et tertiaire représentent respectivement 1,44% et 5,40%. Cette repartirions varie selon le milieu de résidence. En milieu rural le secteur primaire occupe la majorité de la population active 97,8% INSD (1991) confirmant ainsi le caractère essentiellement agricole de l'Economie. Par contre en milieu urbain le primaire et le tertiaire se taillent la part du lion avec respectivement 44,9 et 45,1%. L'importance proportion du tertiaire s'explique par le rôle primordial qu'occupe le secteur informel dans les centres urbains. Le secteur secondaire quant à lui est très embryonnaire.

<sup>11</sup> Rapport sur le développement humain durable- Burkina Fasokina Faso (RDHD) ; 1998 P-85

## D - LES PERSPECTIVES D'EMPLOIS AU BURKINA FASO

Le phénomène du chômage au Burkina Faso est essentiellement urbain. Il gagne de l'ampleur au fil des années. Bien que la croissance économique ait repris, 7,2% en 1998 (RDHD,1998), la création d'emploi engendrée par cette croissance reste insuffisante pour absorber toute la main d'œuvre qui se présente continuellement sur le marché du travail.

Le taux de croissance démographique élevé (2,7% en moyenne en 1996), ne permet pas de ralentir la croissance de la population active. Le taux d'accroissement moyen de la population active en ville était estimé à 5% alors que le taux d'accroissement annuel de l'emploi y était seulement de 3,6% entre 1988 et 1995 (RDHD op cit). Certains changements structurels tels que le désengagement de l'Etat des secteurs productifs, la réduction des dépenses publiques et des emplois de la fonction publique, le ralentissement de l'emploi dans le secteur moderne et la croissance accélérée de la population accentuent le déséquilibre sur le marché de l'emploi. De plus, l'intensification de l'exode rural aggrave davantage le problème du chômage en milieu urbain, dans la ville de Bobo-Dioulasso en particulier.

### I - EVOLUTION DE L'EMPLOI A BOBO-DIOULASSO

En absence d'étude véritable sur l'emploi, l'analyse sera axée sur les données de l'enquête démographique de 1991, les résultats de l'étude sur l'économie locale de Bobo-Dioulasso (ECOLOC) de 2000 et les statistiques de ONPE de 1990 à 1998.

En outre, nous nous pencherons spécifiquement sur la situation des migrants sur le marché d'emploi.

## A - SITUATION DU TRAVAIL DE 1990 A 1998

### 1 - La situation en 1991

En 1991 Bobo-Dioulasso comptait une population active de 75 704 personnes. Le taux d'activité<sup>12</sup> de la population était de l'ordre de 28,2%. Quant au taux de chômage il était de 9.8% (tableau XII). L'analyse par sexe fait ressortir que Le chômage touche presque deux fois plus les hommes que les femmes, 11,3 % pour 6,1% (INSD ; 1991).

**Tableau XII:** Population totale, population active, population active au chômage, taux de chômage à Bobo-Dioulasso

	Population totale	Population active	Taux d'activité en %	Population active au chômage	Taux de chômage en %
Bobo-					
Dioulasso-	268 926	75 704	28.2	7 424	9.8
SM	133 843	53 674	40.1	6 077	11.3
SF	135 083	22 030	16.3	1 347	6.1

Source : INSD-1991

### 2 - La demande et l'offre d'emploi de 1990- 1998

Les données ci dessous ont été recueillies à l'ONPE.

Une lecture du tableau XIII et de la figure 3 laisse apparaître un important déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi.

<sup>12</sup> taux d'activité = population active totale/population totale

**Tableau XIII:** Situation de l'emploi à Bobo-Dioulasso de 1990 à 1998

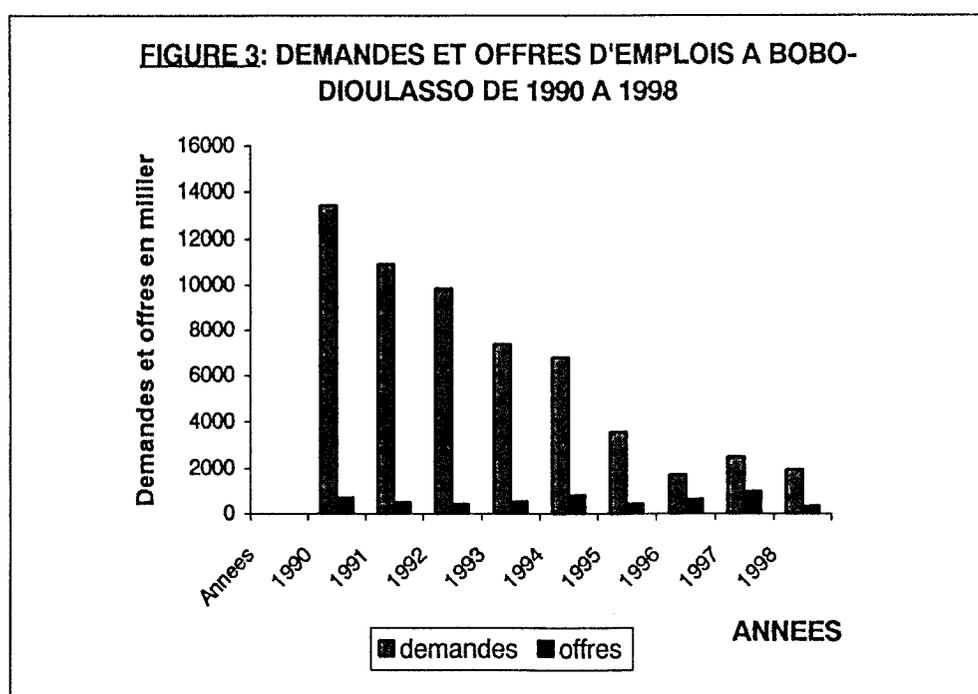
Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Total
Demandes	13 420	10918	9835	7374	6786	3572*	1714*	2510	1949	58989
Offres	712	527	441	561	834	473	643*	991	368	5550
Taux de placement (%)	5,31	4,82	4,48	7,61	12,29	13,24	37,51	39,48	13,00	9,41%

Source : ONPE-Bobo-Dioulasso

Remarque : 1995\* demande des 11 premiers mois de l'année

1996\* données des trois premiers trimestres de l'année

Taux de placement = (offre d'emploi / demande d'emploi) X 100



Source : ONPE-Bobo-Dioulasso

De 1990 à 1998 on dénombre 58 989 demandeurs d'emplois pour une offre de 5550 soit un taux de placement de 9,41%. Seulement 9 demandeurs d'emploi sur 100 sont satisfaits (Tableau XIII). Ces chiffres sont à prendre avec réserve. Non seulement il y

a des données manquantes mais en plus certains demandeurs, ignorant l'existence de l'ONPE ne s'adressent pas à elle. En outre depuis 1992 l'ONPE ne détient plus le monopole du placement, le secteur ayant été libéralisé. L'ONPE ne joue désormais qu'un rôle marginal dans la diffusion des informations relatives à l'emploi. Une bonne partie de cette information lui échappe.

Mais sur la base des données que nous avons pu obtenir on retient que la demande est nettement supérieure à l'offre. Le ratio offre/demande ( $5550/58989 = 0,094$ ) est très défavorable. Un tel déséquilibre pose avec acuité le problème de l'emploi dans la ville de Bobo-Dioulasso.

Une lecture du tableau ci-dessus fait ressortir que les demandes qui étaient au début des années 90 supérieures à 10 000 connaissent une baisse au fil des années. Cette baisse est la conséquence des causes que nous avons évoquées plus haut à savoir :

- L'ignorance de l'existence de la structure par les demandeurs d'emploi ;
- la perte du monopole du placement par l'ONPE depuis 1992.

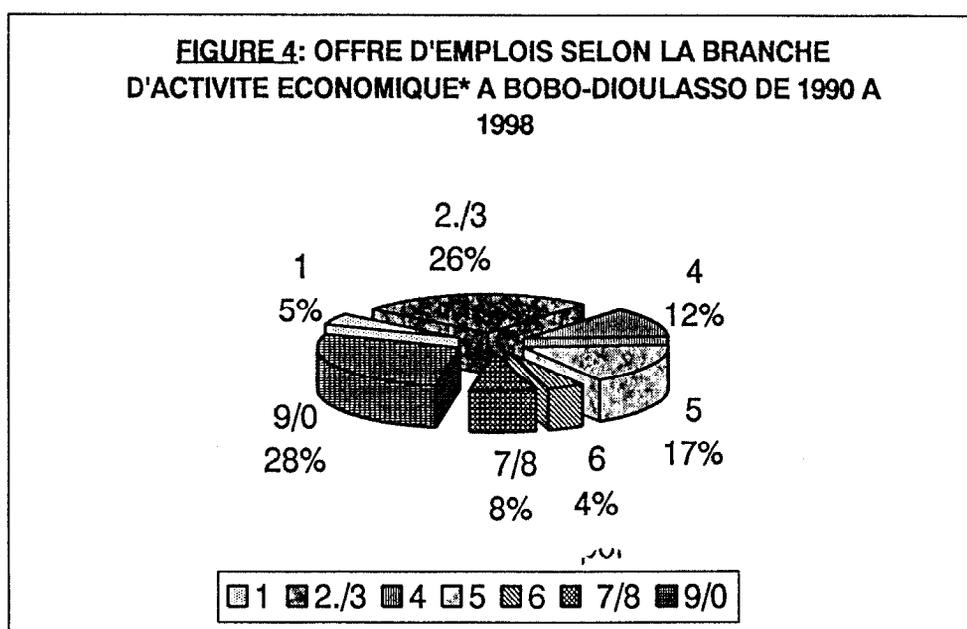
A cela il faut ajouter qu'après plusieurs années de désillusion, certains demandeurs d'emploi n'éprouvent plus le besoin de s'adresser à l'ONPE.

L'analyse du taux d'offre laisse apparaître une légère hausse de 90 à 98. Stagnant autour de 5% de 90 à 93, il va connaître une hausse à partir de 1994. De 12% en 1994 l'offre passe à 13,24% en 1995. Les années 96 et 97 connaissent les taux d'offre d'emploi les plus importants avec respectivement 37,51% et 39,48%. Cette augmentation de l'offre pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs :

- le bitumage de la route Bobo-Dioulasso- Orodara qui a nécessité un important recrutement de manœuvres ;
- les travaux de construction du stade omnisports, des cités de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et du bitumage des principales artères de la ville à l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations de Football (CAN 98) qu'ont abrité Bobo-Dioulasso et Ouagadougou.

### 3 - L'offre d'emploi selon la branche d'activité

La figure 4 et l'annexe 4 montrent que la branche d'activité 5 celle du bâtiment et des travaux publics occupe une place importante au niveau de l'offre avec 17% de l'offre totale. Les branches d'activités les plus pourvoyeuses d'emploi sont les branches d'activités services rendus à la collectivité et la branche industrie avec respectivement 28% et 26% des offres. L'importance de l'offre au niveau des industries s'explique aisément quand on sait que Bobo-Dioulasso abrite une part importante du tissu industriel du pays.



Source : ONPE –Bobo-Dioulasso

#### \*Les différentes branches d'activités économiques (BAE)

1 : agriculture, pêche, sylviculture, chasse

2/3 : industries de transformation (menuiserie, boulangeries, Sonabhy)

4 : électricité, gaz, eau ( SONABEL, ONEA,plomberie)

5 :bâtiments, travaux publics

6 : commerce général

7/8 : banque, assurance, transport, hygiène, services d'entretien, gardiennage

9/0 : établissements publics (services rendus à la collectivité)

#### ***4 –La demande d'emploi selon le sexe***

Au niveau des demandes d'emploi par sexe , on enregistre plus de demandeurs d'emploi du sexe masculin 90% que féminin 10% de 1990 à 1998.(tableau XIV). La majeure partie des demandeurs d'emploi du sexe féminin se retrouvant au niveau des illettrés. Au niveau des diplômés elles sont minoritaires. Cela s'explique par la faiblesse du taux de scolarisation des filles par rapport à celui des hommes liée aux pesanteurs socioculturelles qui confinent la jeune fille aux tâches ménagères et plus tard à une vie conjugale.

**Tableau XIV** : Demande d'emploi selon le sexe à Bobo-Dioulasso

Années	1990			1991			1992			1993			1996			1997			Total	
	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F
Effectif	12312	1108	13420	9919	999	10918	8987	848	9835	6525	849	7374	1445*	269*	1714	2002	508	2510	41091	4581
Fréquence en %	91,8	8,2	100	91	9	100	91,4	8,6	100	88,5	11,5	100	84	16	100	80	20	100	90	10

Source :ONPE-Bobo-Dioulasso

Remarque :

- 1996\* données des trois premiers trimestres de l'année
- les données de 1994, 1995 et 1998 manquent parce qu'étant incomplètes

## 5 –L'offre d'emploi selon le niveau d'instruction

Le tableau ci-dessous indique l'offre d'emploi selon le niveau d'instruction.

**Tableau XV** Offre d'emploi selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction Années	illettré	CEPE	BEPC /CAP	BAC BEP	BTS DUT	Licence et plus	Sans diplôme	ND*	Total
1991	358	42	58	26	11	32	0	0	527
1992	196	130	53	33	7	20	2	0	441
1993	165	51	233	12	48	11	41	0	561
1994	603	53	67	33	15	57	6	0	834
1995*	142	59	86	22	5	27	14	0	355
1997	545	36	242	55	38	45	16	14	991
Total	2009	371	739	181	124	192	79	14	3709

Source: ONPE Bobo- Dioulasso

Remarque: 1995\* manque quatrième trimestre

Manque les années 1996 et 1998

ND\*: Non déclaré

L'offre d'emploi la plus importante se retrouve au niveau des illettrés. Ils représentent 2009 offres soit plus de la moitié de l'offre totale (54%). Viennent ensuite les offres de niveaux BEPC/CAP et CEPE avec respectivement 20% et 10%. Le niveau d'étude supérieur ne représente que 8,5%. Les autres niveaux d'instruction représentent seulement que 2,5% des offres. La prédominance des illettrés au niveau de l'offre s'explique par le fait que le secteur privé et para public, les industries notamment emploient majoritairement cette catégorie de main d'œuvre appelée « main d'œuvre banale » et peu qualifiée. C'est d'ailleurs l'un des plus grands secteurs pourvoyeurs d'emplois (figure 4).

La faiblesse de l'offre au niveau supérieur tient du fait qu'en plus de l'ONPE, les diplômés ont accès à l'emploi par d'autres canaux tels que les tests et concours de la fonction publique. Ils n'éprouvent donc pas toujours le besoin de s'adresser à l'Office surtout qu'elle ne détient plus le monopole du placement depuis 1992. Selon un responsable de l'ONPE, pour un test du niveau maîtrise ou ingénieur, l'office n'enregistre parfois que deux demandes. Situation qu'il explique par le fait, que non seulement les demandeurs d'emploi de ce niveau sont minoritaires, mais encore les quelques rares demandeurs qu'il y a sont généralement concentrés à Ouagadougou où il y a plus d'opportunité d'emploi. Sur 100 chômeurs sans expériences, 74 résident à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso dont 60 à Ouagadougou (INSD ; 1991).

#### ***5- L' Offre d'emploi selon le secteur et le type de contrat***

La majorité des offres d'emploi, 74% entre 1991 et 1998 sont à durée déterminée. (Tableau XVI). Les emplois permanents ne représentent que 26% des offres. Cela veut dire que les demandeurs d'emploi notamment les groupes de profession manœuvres, ouvriers, gardiens, soudeurs (groupe de profession 7/8/9) qui ont le plus souvent des contrats à durée déterminée se retrouvent constamment sur le marché de l'emploi.

Le tableau XVII laisse apparaître que le secteur privé au même titre que le secteur para public contribue de manière sensible à la création d'emploi. 45% des emplois offerts contre 52% au para publics de 1991 à 1998. Le secteur autres qui regroupe les organismes internationaux et le secteur public sont sous estimés car tous les recrutements de la fonction publique ne passent pas par l'ONPE. Ils concourent seulement pour 3% à l'offre. La réalité doit être tout autre.

**Tableau XVI :** Offre d'emploi selon le type de contrat

Années Type de contrat	Années							
	1991	1992	1993	1994	1995	1997	1998	Total
Permanent	163	234	92	140	79	23	349	1080 (26%)
Temporaire	364	207	469	694	276	968	35	3013 (74%)
Total	527	441	561	834	355	991	384	4093

Source: ONPE - Bobo-Dioulasso

Remarque : manque l'année 1996

**Tableau XVII:** Offre d'emploi selon le secteur d'activité

Années Secteur d'activité	Années							
	1991	1992	1993	1994	1995	1997	1998	Total
Privé	121	258	487	311	227	248	190	1842 (45%)
Parapublic	378	183	74	519	87	692	177	2109 (52%)
Autres	28	0	0	4	41	51	17	141 (3%)
Total	527	441	561	834	355	991	384	4093 (100%)

Source: ONPE-Bobo-Dioulasso

Remarque : manque l'année 1996

## B - MIGRATION ET EMPLOIS MODERNES

Selon les résultats de l'enquête démographique de 1991 le taux d'occupation des migrants en milieu urbain est de 37,1%. Selon la même source 46,6% de la population active de Bobo-Dioulasso n'a aucun niveau d'instruction. En milieu rural cette proportion

est de 95,3%. Les migrants d'origine rurale ont généralement un bas niveau d'instruction. Au niveau de l'offre de l'emploi ils sont dans le groupe de profession des manœuvres et des ouvriers. Bien que l'offre soit plus élevée que pour les autres niveaux d'instruction (54, 2% de l'offre totale de 1990 à 1997), c'est la couche la plus vulnérable au problème de l'emploi. Les offres à ce niveau étant temporaires et de courte durée 70 à 80% des offres ayant une durée de moins de 6 mois (ONPE ; 1998). Cette catégorie de main d'œuvre se retrouve constamment sur le marché de l'emploi. De plus elle est d'office écartée des différents secteurs modernes de l'économie, de la fonction publique en particulier car n'ayant ni la compétence, ni le niveau d'instruction nécessaire pour accéder aux types d'emploi offerts par ces secteurs qui sont l'apanage des jeunes diplômés. Ce sont les entreprises et les particuliers qui sont les plus grands employeurs des migrants qui arrivent en ville. Ils fournissent des emplois à 40% d'entre eux (SOME et GBANGOU, 1990).

Néanmoins, certains migrants intègrent le secteur moderne grâce aux tests et recrutements de l'ONPE. Ils occupent des emplois de contractuels en qualité de manœuvres et d'ouvriers dans les secteurs de l'industrie. D'autres exercent des petits contrats à L'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) ou à FASO BAARA. Cette agence d'exécution des travaux dans le secteur du bâtiment et des travaux publics utilise des techniques à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Depuis sa création en 1991 pour atténuer les conséquences sociales du PAS, cette agence a permis la création de 35 923 emplois (RDHD ; op cit, p 99) temporaires pour l'ensemble du pays et distribué en deux ans 800 000 000 millions de francs CFA de salaires<sup>13</sup> C'est généralement dans ce genre de secteur structuré que les migrants trouveront des contrats.

Malgré ces efforts, les capacités d'emploi des citoyens et en particulier des migrants dans le secteur moderne restent très restreintes. Leurs caractéristiques professionnelles, l'ignorance des voies d'accès à l'emploi, la rareté même de l'emploi

---

<sup>13</sup> Faso BAARA : Assainir l'environnement socioéconomique : un besoin fondamental en infrastructure. IN L'OBSERVATEUR Paalga n°3684 du 14 juin 1994

sont autant de facteurs explicatifs de cette situation que nous essayerons d'analyser dans le chapitre suivant.

◆ *Conclusion partielle*

L'analyse du marché de l'emploi à Bobo-Dioulasso fait ressortir que le problème du chômage se pose avec acuité aux citadins particulièrement aux migrants. Le faible pouvoir d'absorption des activités urbaines conjuguée à une croissance relativement rapide de la population active crée un déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi.

En outre, la structure du chômage par sexe montre que les hommes sont beaucoup plus touchés par le phénomène que les femmes. Les illettrés parmi lesquels on rencontre un grand nombre de migrants sont également touchés par le phénomène et exclus pour la plupart d'entre eux des secteurs modernes de l'économies aux possibilités très restreintes.

## **CHAPITRE IV : LES FACTEURS EXPLICATIFS DU PROBLEME DE L'EMPLOI ET LEURS CONSEQUENCES**

Le problème de l'emploi se pose avec acuité aux bobolais notamment aux migrants. Certains facteurs expliquent cette situation qui engendre des conséquences tant sur le plan social qu'économique.

### **I - LES FACTEURS EXPLICATIFS**

Plusieurs facteurs expliquent le problème de l'emploi que connaît la ville de Bobo-Dioulasso. Nous retiendrons entre autres la pléthore de main d'œuvre issue majoritairement de l'exode rural et n'ayant aucune qualification, la récession économique et les Politiques d'ajustement structurel (PAS).

#### **A - UNE MAIN D'ŒUVRE PLETHORIQUE SANS QUALIFICATION**

Elle est le fait des jeunes illettrés désertant la campagne en quête d'emploi rémunéré et des jeunes de niveau moyens de scolarité. Le rythme accéléré de l'exode aggrave davantage le chômage (voir chapitre I). Les jeunes quittent les campagnes en masse, fuyant les dures conditions de vie du milieu rural pour des horizons meilleurs. Les pays voisins notamment la côte d'Ivoire qui abritent 2,230 millions de burkinabé<sup>14</sup> pour certains et les centres urbains Ouagadougou et Bobo-Dioulasso pour d'autres. La faible capacité d'absorption des activités urbaines (industries, fonction publique) limite les possibilités d'emploi du surplus de la population active rurale. Cette main-d'œuvre devenue alors urbaine va s'auto employer en dérivant dans le secteur tertiaire (services, activités marginales) ou resté en chômage.

C'est donc dans une situation de récession économique marquée par la lente progression des possibilités d'emploi de la ville conjuguée à un afflux de population

---

<sup>14</sup> Institut de statistiques nationales de côte d'Ivoire (ISN) ; 1998 IN Observateur « Paalga » n° 5447 du 23/7/01 P 4  
« Migration burkinabe : diversifier les pôles »

d'une ampleur disproportionnée que le problème du chômage et du sous emploi urbain chronique se pose à la ville de Bobo-Dioulasso.

## B- LA RECESSION ECONOMIQUE

Depuis le choc pétrolier de 1973, le Burkina Faso traverse une crise sans précédent à l'instar des pays en voie de développement. La dévaluation du franc CFA en 1994 a davantage exacerbé la situation si bien que tous les secteurs d'activité sont touchés par la crise. Ce qui se traduit par l'essoufflement du tissu industriel et une fonction publique pléthorique.

### ***1 - L'essoufflement du tissu industriel***

Le secteur industriel n'est pas épargné par la crise que traverse le pays. Jadis grande pourvoyeuse d'emplois, l'industrie bobolaise connaît un début d'essoufflement. La vague de privatisation imposée par le PAS au cours des années 90 a non seulement diminué voire supprimé certains emplois, mais a entraîné une baisse du rythme de création des industries. Selon le recensement industriel et commercial de l'INSD en 1993- 1994, le rythme moyen de création d'entreprises formelles entre 1988 et 1993 a été de 36 par an. Un nombre de création d'entreprises largement insuffisant pour absorber la main d'œuvre qui arrive chaque année sur le marché du travail urbain. L'accroissement de la population active en milieu urbain étant estimée à 5% l'an (RDHD ; op cit).

En outre, le fonctionnement des entreprises ne répond pas aux souhaits des populations, puisqu'elles ne peuvent pas générer d'autres emplois par agrandissement. La plupart des sociétés et industries installées à Bobo- Dioulasso sont des filiales des maisons mères basées dans les pays développés. De ce fait le rapatriement des bénéfices dans les pays d'origine ne permet pas de réinvestir sur place pour créer des emplois ou d'autres unités industrielles. C'est le cas par exemple de la Banque International pour l'Industrie, le Commerce et l'Artisanat du Burkina Faso (BICIAB) notre principale banque. Bien que le capital soit en majorité burkinabe (plus de 51%), l'orientation de la politique est décidée en réalité par la Banque Nationale de Paris

(BNP). Il en est de même pour la Société Industrielle du Faso (SIFA), filiale du groupe CFAO cycle Peugeot qui détient la majorité des actions (59% du capital) et les moyens techniques d'intervention. Ce qui permet toujours de décider et de tout contrôler.

La fonction publique n'échappe pas non plus à ce type de contrôle.

## ***2 - Une fonction publique pléthorique***

Le marasme économique que traverse le Burkina Faso a eu pour conséquences, dans le cadre de l'application du PAS, la réduction des recrutements à la fonction publique. Avec plus de 45 534 agents en 1996, la fonction publique burkinabé est jugée « pléthorique » si bien que depuis l'application du PAS les recrutements sont limités aux secteurs de la santé, de l'éducation et des régies financières. Ce qui a pour conséquences de réduire considérablement les offres d'emploi à ce niveau. Les effectifs de la fonction publique estimés à 24 437 personnes en fin 86 (INSD ; 1995) sont passés à 36 985 individus à la veille de l'ajustement structurelle (1991), soit une progression de 45%. En 1996, on comptait 45534 agents civils de l'Etat soit 23% d'augmentation depuis 1991. Il ressort de cette évolution que la croissance de l'emploi s'est considérablement ralentie. Tout laisse augurer que les programmes d'ajustement toujours en cours ne feront que maintenir cette tendance.

## **C - LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL**

Depuis le début des années 90 le Burkina Faso s'est engagé dans une politique d'ajustement structurelle (PAS) sous la conduite des institutions de Bretton Wood : La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI).

L'objectif majeur du PAS est la diminution importante des dépenses publiques en particulier les dépenses de personnel. Cette réorientation de la politique économique a eu des répercussions sensibles sur l'emploi. Elle implique des licenciements collectifs dans les entreprises para-publiques et une forte limitation des recrutements par la fonction publique habilitée à ne pourvoir qu'aux besoins en personnels des secteurs dits

prioritaires (éducation, santé et finances).

Une étude<sup>15</sup> menée par le Ministère de l'emploi, indique que le nombre de pertes d'emplois enregistré jusqu'en 1995 (licenciement, départs volontaires de fonctionnaires, compression de personnel à la suite de la privatisation) à la suite de l'application du PAS est de 5734 à Ouagadougou et Bobo- Dioulasso) et 6020 dans les autres centres urbains. D'autre part on assiste à l'émergence d'une nouvelle catégorie de chômeurs, les travailleurs déflatés, qui représentent 15% des chômeurs en milieu urbain.

Il est indéniable que l'application du PAS au Burkina Faso a entraîné des problèmes sociaux notamment celui du Chômage. Parlant des effets sociaux du PAS et citant A. DIALLO (Ajustement et croissance p96), MILLOGO (1989, p56) s'interroge. : « *Quand allons nous demander au fonds de reconsidérer la politique d'ajustement dans nos pays ? Une fois que le fonds entre en jeu, certaines idées de politique économiques nous sont imposées ; trois types de politique sont imposés par le fonds : le contrôle strict du déficit budgétaire, ensuite le contrôle de la masse monétaire et enfin la compression de la masse salariale. Les politiques soulèvent nombre de questions, notamment celle de savoir quel est l'effet social des politiques d'ajustement* »?

### III - LES CONSEQUENCES DU CHOMAGE

Le chômage engendre plusieurs conséquences aussi bien sociales qu'économiques.

#### A - SUR LE PLAN SOCIAL

L'emploi joue un rôle primordial dans la vie d'un individu et partant dans la lutte contre la pauvreté. « *...condition première et fondamentale de la vie humaine, le travail non seulement procure à l'homme des moyens d'existence, mais li crée l'homme lui-même. Grâce au travail, l'homme s'est détaché du règne animal. Un des traits essentiels qui*

---

<sup>15</sup> Ministère de l'emploi du travail et de la sécurité sociale : étude d'élaboration des axes directeurs de stratégie de relance de l'emploi au Burkina faso. Septembre 97

*distingue l'homme de l'animal, c'est que ce dernier se sert des produits naturels tout faits, lors que l'homme contraint la nature à servir les fins qu'il poursuit, la modifie, la soumet à ses besoins*<sup>16</sup>...». Le travail fournit également à l'individu un revenu qui lui permet d'accéder à tout une gamme de biens et services nécessaires à un niveau de vie convenable. Au Burkina Faso l'étude sur le profil de pauvreté réalisé par l'INSD en 1998 montre que le bien être du ménage est très sensible au statut d'emploi de son chef qui fournit plus de 80% du revenu total du ménage en question.

Outre le revenu qu'il lui fournit, l'emploi permet à l'individu qui l'exerce d'apporter à la société sa contribution positive, sa compétence et sa créativité au bien être collectif. C'est un moyen d'épanouissement de la personnalité. Il favorise également le respect de soi et la dignité. Face à tous ces avantages qu'il représente l'absence d'emploi signifie une non existence pour l'homme. « *C'est le travail qui fait l'homme* ». L'individu se trouve marginalisé par la société et livré à lui-même. Un pas vers la débauche est vite franchi.

Le développement de la délinquance et du banditisme que connaissent nos centres urbains sont des conséquences du chômage. Vivant dans l'oisiveté, les désœuvrés sans espoir de trouver un emploi se révoltent contre la société qu'elle juge responsable de leur situation par des actes de brigandage et de banditisme. La ville de Bobo-Dioulasso en est la parfaite illustration avec les attaques à main armées et le vol des engins à deux roues qui se multiplient de plus en plus.

En plus des conséquences sociales, le chômage entraîne également des conséquences économiques.

---

<sup>16</sup> M. ROSENTHAL : chômage et dépréciation du travail au Burkina Faso et en Afrique au sud du sahara de Boniface TIOTSOP IN MILLOGO , D. 1989 ; p 68

## B - AU PLAN ECONOMIQUE

Les conséquences économiques du chômage se manifestent principalement par la faiblesse de l'épargne et une paupérisation grandissante.

### **1 - La faiblesse de l'épargne**

La société africaine est reconnue pour sa grande solidarité si bien qu'un travailleur a à sa charge plusieurs personnes (famille élargie). Milton Santos dans « villes du tiers monde » parle de « parasitisme africain ». La dépendance théorique qui indique la charge pour la société en terme de besoins des consommateurs non producteurs est très élevé en milieu urbain burkinabe (101,3%)<sup>17</sup>. Le chômeur est généralement à la charge d'un membre de la famille en attendant de trouver un emploi. Il faut bien subvenir à ses besoins vitaux. Ainsi, les revenus déjà insuffisants de ceux qui travaillent sont auto-consommés ou presque. La capacité des ménages ainsi détruites ne permettent pas d'épargner et partant une accumulation importante de capitaux. L'épargne qui aurait pu servi au financement interne des activités économiques n'est plus accumulée puisque la formation du capital dépend du degré de mobilisation de l'épargne locale nécessaire au financement interne d 'activités économiques.

Il apparaît donc que le chômage aggrave le problème de financement interne du développement des pays sous développés déjà difficiles à résoudre et entrave le processus de développement de ces pays.

### **2 - Une paupérisation grandissante**

Selon (INSD ; 1998 op cit), le chômage affecte considérablement le statut social du ménage. L'incidence du chômage sur le bien être des ménages est très important à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou. Il participe pour 20,2% à la pauvreté pour ces deux villes ; le taux de chômage est respectivement de 32,9% et 27,1% pour les ménages pauvres et les ménages non pauvres. Ce qui signifierait que l'une des principales

---

<sup>17</sup> MEF/INSD/PDSA : Le profil de pauvreté au Burkina Faso .1<sup>ère</sup> édition 1996. P 55

causes de la pauvreté dans les zones urbaines est la non participation des actifs au marché du travail. Elle se traduit par un faible niveau d'éducation, une faible capacité à saisir les opportunités en matière d'emploi et un faible accès à l'information et à la technologie.

◆ *Conclusion partielle*

Le chômage que traverse la ville de Bobo-Dioulasso est due essentiellement à la dynamique de sa population active liée surtout à l'exode rural. La forte croissance de la population active ne s'accompagnant pas de création d'emplois en nombre suffisant engendrant un énorme déséquilibre sur le marché de l'emploi.

A cela il faut ajouter la récession économique que traverse le pays avec la mise en place des politiques d'austérité aux conséquences socioéconomiques dramatiques.

Les conséquences du chômage constituent un véritable obstacle au développement de nos pays et tout laisse présager que le phénomène se poursuivra. Avec la croissance démographique que connaît la ville de Bobo-Dioulasso, conjuguée à la récession économique et aux effets des PAS, l'offre d'emploi moderne se fait de plus en plus rare. La seule alternative qui reste aux citoyens c'est la débrouillardise. Le foisonnement des métiers de tout sorte en marge de toute législation que d'aucun appelle l'économie populaire constitue en quelque sorte la réaction des sans emploi à la crise de l'emploi que traverse la ville de Bobo-Dioulasso.

**TROISIEME PARTIE : MIGRANTS ET EMPLOIS INFORMELS  
A BOBO-DIOULASSO**

## **CHAPITRE V : LE SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO**

Face à la difficulté d'accès à l'emploi moderne, la population bobolaise va s'auto employer dans le secteur informel considéré comme le principal secteur pourvoyeur d'emploi aux citoyens mais dont les origines bien qu'urbaines restent cependant mal connues.

### **I - CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE DE LA NAISSANCE DU SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO**

Pour mieux cerner le secteur informel, il convient de savoir ses origines et ses caractéristiques.

#### **A - LES ORIGINES**

Au Burkina Faso, le mot secteur non structuré a été employé pour la première fois dans l'avant projet du III<sup>ème</sup> plan 1977-1981 mais aucune priorité n'a été accordée à ce secteur. L'accent ayant été mis sur le développement agricole et le secteur moderne.

Cependant malgré d'importants investissements dans le développement rural, l'agriculture est demeurée arriérée et soumise aux aléas climatiques et aux soubresauts du marché international. Cela a eu pour conséquences la baisse du pouvoir d'achat des populations rurales et leur afflux vers les centres urbains, en quête d'emplois rémunérés.

Aux lendemains de l'indépendance du pays en 1960, le secteur moderne naissant avait pu résorber une importante partie de la main d'œuvre migrante. Mais depuis le choc pétrolier des années 1970, la détérioration sans cesse des termes de l'échange et le poids de la dette, les possibilités d'offre d'emploi se sont amenuisées très tôt. A défaut de pouvoir se faire employer dans le secteur moderne, les populations urbaines, dans

leur lutte quotidienne pour leur survie, développent des initiatives dans l'auto emploi. Le foisonnement des métiers de tout genre est la réaction des populations urbaines à la crise du travail salarié. *« L'économie informelle est la réponse créative et spontanée de la population face à l'incapacité de l'Etat de satisfaire les besoins essentiels des masses appauvries »*<sup>18</sup>

Cependant, le secteur informel ne connaîtra une grande ampleur qu'avec l'afflux de nombreux migrants en ville après la grande sécheresse des années 1970 qu' a connu le Burkina Faso. Face au faible taux de création d'emploi des industries urbaines, les migrants n'ayant pas de qualification professionnelle pour accéder à la fonction publique, n'ont d'issue que le secteur informel. *« Le développement rapide de ce secteur serait non seulement une réponse au problème de l'emploi posé par la migration vers les villes, mais aussi une réponse au problème de l'emploi posé par l'arrivée massive à l'âge actif d'une génération plus nombreuse et de l'incapacité du secteur « moderne » à créer des emplois à tous »*.<sup>19</sup>

Depuis lors, le secteur informel connaît un développement vertigineux. Jadis considéré comme un secteur refuge en attendant de trouver un meilleur emploi, il est devenu au fil des années un véritable mode de vie. Ces dernières années, les récessions économiques combinées aux draconiens PAS ont vu basculer un nombre élevé de fonctionnaires « compressés » qui ont davantage consolidé ses bases. Mais le secteur informel reste dominé majoritairement par les migrants. *« Ce serait tout de même faire la politique de l'autruche que de prétendre que le secteur informel est constitué à part égale des migrants et de non migrants. En fait les migrants y sont davantage représentés. Toutefois, beaucoup de non migrants y pratiquent aussi une activité... »* (N'GAMBA op cit). A titre d'exemple plus de trois quart des chefs de ménages exerçant dans le secteur informel à Accra sont des migrants (courrier n°149, 1995), 68% des réparateurs d'engins à deux roues à Ouagadougou sont des migrants Guira (1992). A Bobo-Dioulasso même, seulement 37.7% des travailleurs du secteur informel sont

---

<sup>18</sup> ODOARDO C. « Une économie africaine de plus en plus informelle » IN le courrier n° 151 mai-juin 1995, P 75.

<sup>19</sup> N'gamba Enyuka : Quelques aspects du problème d'emploi à Kinshasa ; 1985 Mémoire de maîtrise Université de Montréal 142 p

nés dans la ville (ECOLOC op cit).

L'origine du secteur informel à Bobo Dioulasso, n'est pas bien connu, mais on peut retenir que l'activité informelle est un phénomène de modernité à laquelle les grandes villes africaines n'échappent pas. Elles constituent son pôle de développement par excellence et présente plusieurs caractéristiques.

## B -LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Plusieurs caractéristiques sont utilisées pour définir le secteur informel mais nous ne retiendrons que l'essentiel.

Le secteur informel se caractérise par des activités de petites tailles, à l'accessibilité facile, qui a recours aux ressources locales, ou le capital avancé est faible, utilisant une technique à haute intensité de main d'œuvre et produisant des biens et services de première nécessité.

Le Bureau international du travail (BIT) retient les caractéristiques suivantes :

- facilité d'accès ;
- recours aux ressources locales ;
- échelle restreinte des opérations ;
- technique à forte intensité de main d'œuvre ;
- qualification s'acquérant en dehors du système scolaire..

Voyons à présent quelle place occupe le secteur informel dans la ville de Bobo-Dioulasso?

## II - PLACE DU SECTEUR INFORMEL A BOBO DIOULASSO

*« Le secteur non structuré fournit au Burkina Faso près de 20% du PIB national et les moyens de subsistance à au moins 80 % de la population active urbaine »<sup>20</sup> Il se*

---

<sup>20</sup> ONPE : Enquête nationale sur le secteur informel p3 in Colloque sur l'acquisition des qualifications et l'emploi dans le secteur non structuré des zones urbaines d'Afrique francophones ; Ouagadougou.6 au 11 juillet 1980

présente comme une alternative au problème de l'emploi.

Comme le note N'GAMBA (1985) citant GRANOTIER, « *bien que les portes d'entrées à l'emploi semblent être fermées dans les pays du tiers monde, la situation reste tempérée par la vitalité et le dynamisme du secteur informel* ».

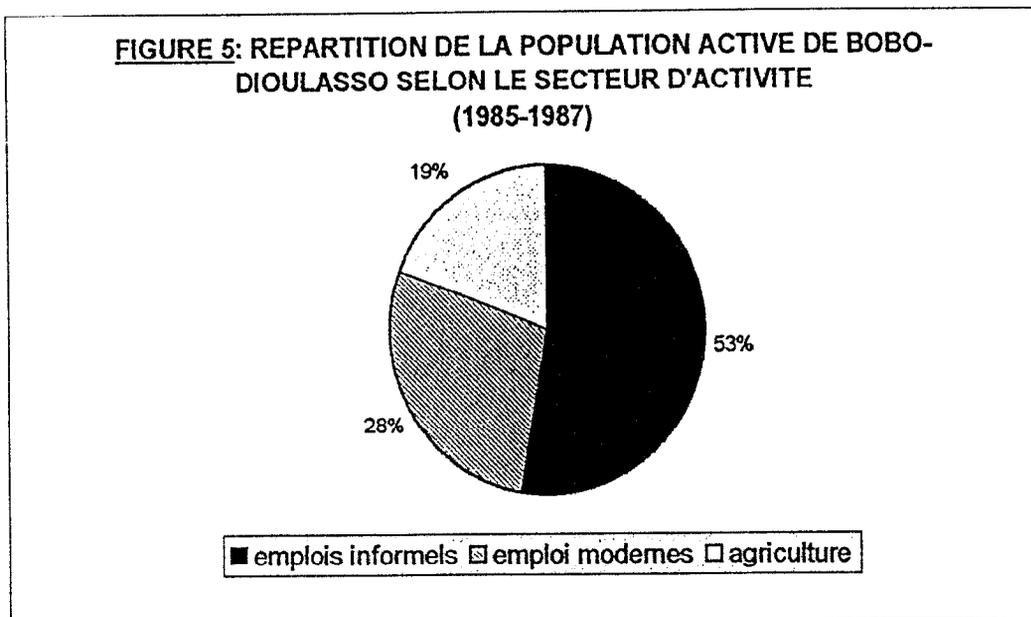
La ville de Bobo-Dioulasso, à l'instar des villes du tiers monde, connaît un secteur informel très dynamique. Les vendeurs ambulants qui vous harcèlent à tout bout de champs, la grande animation que connaît les différentes artères de la ville et les différents marchés en sont des parfaites illustrations. Le secteur informel est le premier pourvoyeur de ressource aux ménages puisqu'il procure 64% des revenus des ménages bobolais et contribue à hauteur de 50% à la formation de la richesse de la ville en 1997 (ECOLOC op cit).

Selon une étude effectuée dans le cadre du SDAUB s'appuyant sur les données du Recensement Général de la Population de 1985, la répartition des emplois par secteur entre 1985 et 1987 est :

- 17 033 emplois dans le secteur moderne ;
- 32 195 emplois dans le secteur informel ;
- et 11668 emplois dans l'agriculture.

L'emploi informel à lui seul représente 53% des emplois à Bobo-Dioulasso (figure 5 ). Une telle proportion indique l'importance de ce secteur dans la ville de Bobo Dioulasso. Le tissu économique bobolais a su créer plus de deux emplois informels par emploi moderne, permis de multiplier les emplois et pallier tant soit peu les insuffisances du secteur moderne.

Des sources plus récentes (ECOLOC-2000) font même état de plus de 70%, la proportion de la population bobolaise occupée par le secteur.



Source : SDAUB ; 1987

### III - LES CATEGORIES LES PLUS IMPORTANTES DU SECTEUR INFORMEL A BOBO-DIOULASSO

Le secteur informel à Bobo Dioulasso est très diversifié (annexe 4). Il présente un large éventail d'activités allant des petits métiers aux services de tout genre. Les principales branches concernent les besoins fondamentaux et vitaux : logement, transport, habillement, alimentation. Les activités sont soit d'origine traditionnelle (tissage, sculpture, forge) soit moderne (menuiserie, maçonnerie, horlogerie, réparation deux roues ou auto..). Ces dernières années ont vu l'apparition de nouveaux métiers qui n'existaient pas il y a dix ans de cela. Ce sont les services de photocopie, de télé centre ainsi que les services itinérants proposés par des réparateurs de seaux, des femmes offrant du yaourt de fabrication locale.

Les tableau XVIII et XIX nous donnent une idée de la répartition des agents du secteur non structuré selon la branche d'activité et le sexe.

**Tableau XVIII** : Répartition des agents du secteur non structure selon le groupe d'activité et le sexe

SEXE Groupe d'activité <sup>21</sup>	MASCULIN	FEMININ	TOTAL	
			VA	VR en %
Artisanat de production	2214	247	2461	11
Artisanat d'art	280	49	329	1,5
Artisanat de service	1635	168	1803	8
Construction	401	12	413	2
Commerce	<b>6340</b>	<b>10096</b>	<b>16436</b>	<b>72</b>
Transport	652	19	671	3
Autres activités	459	114	573	2,5
<b>Total</b>	<b>11981</b> <b>(53%)</b>	<b>10705</b> <b>(47%)</b>	<b>22680</b> <b>(100%)</b>	<b>100</b>

Source : Enquête directe auprès des agents du secteur non structuré urbain (SNSU.)

ONPE ; 1987

Remarques:

VA = valeur absolue

VR= valeur relative

<sup>21</sup> Voir en annexe 3 la composition des différents groupe d'activité

**Tableau XIX:** Répartition des agents féminins du secteur non structure de Bobo Dioulasso selon le groupe d'activité

Agents féminins du snsu* Groupe d'activité	Total	Fréquence en %
Artisanat de production	247	2,31
Artisanat d'art	49	0,004
Artisanat de service	168	1,570
Construction	12	0,001
Commerce	<b>10096</b>	<b>94,31</b>
Transport	19	0,0017
Autres activités	114	0,011
<b>Total</b>	<b>10705</b>	<b>100</b>

Source : Enquête directe auprès des agents du SNSU. ; ONPE ;1987.

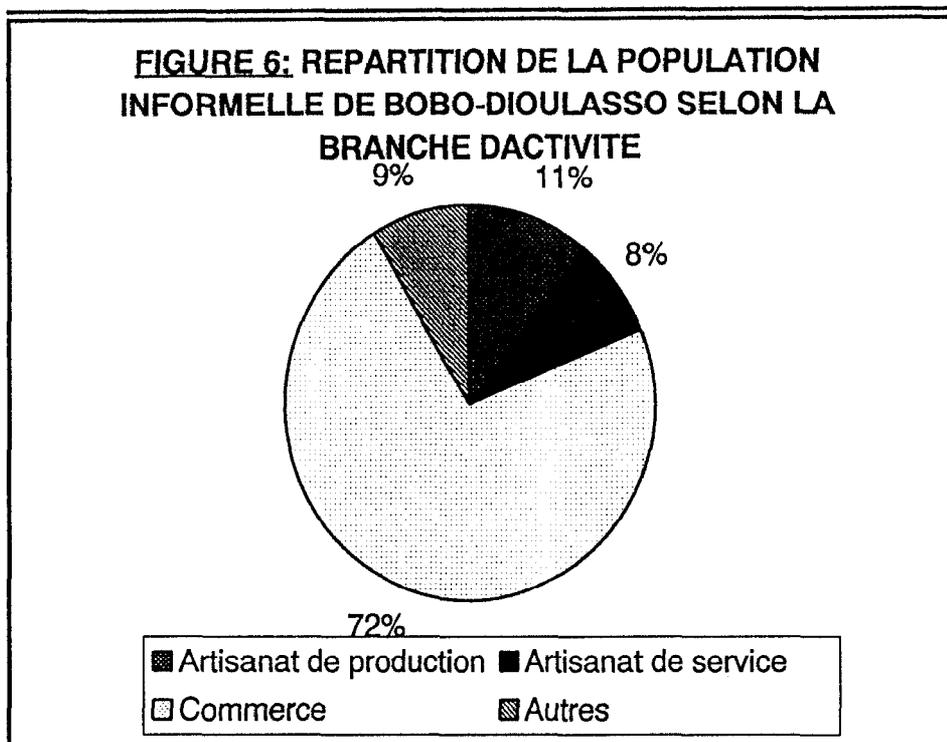
\*SNSU : Secteur non structuré urbain

La répartition par sexe des agents du secteur informel est de 11 981 hommes soit 53% pour 10 705 femmes soit 47.% de l'effectif total de la population du secteur informel (tableau XIX). Les femmes sont aussi très actives dans le secteur informel que les hommes.

Au regard des données des tableaux XVIII et XIX, l'activité commerciale reste l'activité dominante. Le commerce semble avoir la préférence de ceux qui se lancent dans les affaires à leur propre compte. Il apparaît comme un motif dominant des migrations. *On va en ville ou à l'étranger dans le but de devenir plus tard commerçant.* (J. I Boutillier et allié.1985) cité par OBERAI ;1989). 72.5% des agents du secteur non structuré tout sexe confondu pratiquent le commerce contre 94,31% de l'effectif féminin (tableau XIX).

On observe au niveau des hommes une prédominance de l'activité commerciale mais elle reste moins marquée que chez les femmes.

Après le commerce viennent par ordre d'importance les groupes d'activité artisanat de production et artisanat de service qui représentent respectivement 11% et 8% de la population informelle. Les autres groupes d'activités sont faiblement représentés (figure 6).



Source : ONPE;1987

Notons enfin que depuis une décennie le secteur du transport connaît une certaine vitalité. Des études ultérieures pourront effectivement mettre son importance grandissante en évidence.

◆ *Conclusion partielle*

Le secteur informel, de par ses nombreuses caractéristiques et l'éventail des activités de tout genre qui le compose reste difficile à définir. Il appartient à chaque pays de le définir en tenant compte de ses réalités. C'est le principal secteur d'accueil des migrants qui y sont davantage représentés et qui s'adonnent majoritairement à l'activité commerciale. Comment les migrants accèdent-ils à ce secteur? Quel sont les caractéristiques socioprofessionnelles des migrants qui y travaillent? quels sont les secteurs de l'informel qu'ils occupent prioritairement? Autant de questions qui trouveront leurs réponses dans le chapitre qui va suivre.

## **CHAPITRE VI : L'ACCES DU MIGRANT A L'EMPLOI INFORMEL**

Les migrants, candidats à l'emploi informel présentent des caractéristiques socioprofessionnelles très diversifiées. Pour accéder à l'emploi informel, ils développent de multiples stratégies ; les uns ayant recours aux relations parentales et amicales, les autres bénéficiant de leur profil professionnel.

### **I - PRESENTATION DE L'ECHANTILLON**

Nous avons enquêté 163 migrants dont 119 de sexe masculin et 44 de sexe féminin. Les origines des migrants sont très diverses (tableau XX). Sur les 163 migrants, 35 ont une expérience urbaine, 10 sont des migrants de retour qui, dans leur itinéraire migratoire ont déjà séjourné au Ghana et en Côte d'Ivoire notamment. Seulement 16 provinces<sup>22</sup> sont représentées dans l'étude. L'ethnie mossi, à elle seule occupe près de la moitié de l'échantillon quant à l'origine des enquêtés avec près de 50 % (81) de l'effectif total.

Cette répartition illustre une fois de plus l'importance des Moose dans la composition démographique de Bobo-Dioulasso. Voyons à présent quelles sont les caractéristiques socioprofessionnelles de ces migrants.

---

<sup>22</sup> Depuis le 2 avril 1996, le Burkina Faso a été découpé administrativement en 45 provinces. Mais pour notre étude nous avons gardé l'ancien découpage qui était de 30 provinces dans le souci de pouvoir bénéficier de données statistiques sur la migration et pour être en conformité avec notre première partie dans la quelle nous avons utilisé les données de 1985 et de 1991. Les données du dernier recensement de 1996 sur les migrations n'étant pas encore disponibles.

**Tableau XX:** Origine géographique des enquêtés

Effectif		
Provinces D'origine	Effectifs enquêtés	Effectif en %
Bouguiriba	8	5
Bulkiemdé	20	12,5
Comoé	6	4
Houet	10	6
Kadiogo	10	6
KénéDougou	7	4
Kossi	4	2
Mouhoun	8	5
Passoré	12	7
Poni	10	6
Sanmentenga	20	12,5
Sissili	5	3
Soum	3	2
Sourou	18	11
Tapoa	3	2
Yatenga	19	12
Effectif total	163	100

## II - CARACTERISTIQUES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES MIGRANTS

### A - LA STRUCTURE PAR AGE ET PAR SEXE DES MIGRANTS

L'âge des migrants de notre échantillon n'est fondamentalement pas différent de celui de la population informelle en général. La structure par âge fait ressortir que tous les

groupes d'âge de la population active âgée de moins de 15 ans et plus sont représentés dans le secteur informel. Toute fois nous observons que la tranche d'âge 20-34 ans est la plus représentée aussi bien chez le sexe féminin que masculin avec 66% de l'effectif total, suivie de la tranche d'âge 15-19 avec 13%. La tranche d'âge 35-50 est faiblement représentés. Comme l'indique le tableau ci-dessous, on peut affirmer que la population informelle est jeune.

**Tableau XXI** : Population informelle enquêtée selon la tranche d'âge et le sexe

Age \ Sexe	moins de 15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-45 ans	45 -49 ans	50 ans et +	Total
SM	17	21	28	24	14	12	1	2	119
SF	4	12	13	9	3	1	2	0	44
Total	21	33	41	33	17	13	3	2	163
	<b>13%</b>	<b>20,25%</b>	<b>25%</b>	<b>20,25%</b>	<b>10.5%</b>	<b>8%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>

## B - NIVEAU D'INSTRUCTION DES MIGRANTS ENQUETES

A l'instar du taux d'instruction de la population du pays, le niveau d'instruction de la population active est très faible, 46,62% des actifs de Bobo-Dioulasso n'ont aucun niveau d'instruction (INSD, 1991). Cette proportion est beaucoup plus importante en milieu rural burkinabé avec 95.3%. Les résultats de notre enquête font ressortir que 83% des enquêtés n'ont aucun niveau d'instruction. Selon l'ONPE (1987) 80% des travailleurs du secteur non structuré sont illettrés, 15 % ont terminé le primaire et seulement 3,7% le secondaire.

Un fait notable est qu'on retrouve de plus en plus de diplômés dans le secteur informel ( tableau XXII).

**Tableau XXI:** Répartition es migrants enquêtés selon le niveau d'instruction et le sexe

Niveau d'instruction Sexe	analphabète	primaire	secondaire	supérieur	Total
SM	98 (82%)	11 (9%)	86.(7%)	2 (2%)	119 (100%)
SF	38 (86%)	3 (7%)	3 (7%)	0 (0%)	44 (100%)
Total	136 (83%)	14(9%)	11(7%)	2(1%)	163 (100%)

7% des enquêtés déclarent avoir un niveau secondaire et 1% le niveau supérieur. Cette situation s'explique entre autre par le fait que le secteur moderne est de plus en plus incapable de fournir du travail à tous les citoyens. Certains sont des laissés pour compte du système éducatif, d'autres des victimes des compressions ( licenciés, déflatés) reconvertis dans le privé. « *L'économie informelle est devenue ces dernières années un secteur d'accueil pour un grand nombre de personnes qui ont perdu leur emploi par suite de mesure d'austérité et de programme d'ajustement structurel mis en œuvre* »<sup>23</sup>.

Le témoignage de cet enquêté à cet effet est assez édifiant : *Je suis arrivé à Bobo-Dioulasso en 1983, titulaire de mon CEPE en provenance du Mouhoun. Une fois à Bobo-Dioulasso, j'ai poursuivi les études et grâce à dieu j'ai obtenu le BEPC. Par l'entremise de mon oncle, j'ai obtenu un emploi en qualité de commis pointeur à la Société africaine de pneumatique (SAP). Mais depuis 1995, je suis au chômage par suite de compression parce que la santé économique de l'entreprise était mauvaise. Avec mes petites économies, j'ai ouvert une boutique de marchandises de biens de consommation divers dans laquelle je vends. Avouons que la reconversion n'est pas facile et surtout que ça ne marche pas trop ».*

La répartition par sexe laisse ressortir que le niveau d'instruction des femmes est légèrement plus bas comparativement à celui des hommes. 86% des femmes n'ont aucun niveau d'instruction contre 82 % d'hommes. Il semble en être de même du niveau de formation.

<sup>23</sup> .OYOWE A. « l'économie informelle » in le courrier n° 110-juillet-août 1988 p 67.

## C - LE NIVEAU DE FORMATION DES ENQUETES

Le niveau de formation de la population enquêtée est très bas comme le fait ressortir le tableau ci-dessous.

**Tableau XXIII:** Population enquêtée selon le niveau de formation et le sexe

Niveau de Formation \ Sexe	Tas.	technique	Sans formation	Total
SM	86 (72%)	5 (4%)	28 (24%)	119 (100%)
SF	28 (64%)	1(2%)	15 (34%)	44 (100%)
Ensemble	114 (70%)	6 (4%)	43 (26%)	163 (100%)

Seulement 4% ont eu une formation dans une structure formelle. 70% ayant été formés sur le tas et 26% n'ayant reçu aucune formation. La répartition par sexe montre que le niveau de formation des hommes est supérieur à celui des femmes. Cela s'explique par le fait que l'activité informelle des femmes est généralement le commerce qui ne nécessite aucune formation.

## D – ACTIVITES EXERCEES DANS LE MILIEU D'ORIGINE DES MIGRANTS

Les activités exercées diffèrent selon le milieu d'origine. La plus part des migrants venus du milieu rural déclarent avoir eu l'agriculture comme activité avant la migration. Cela ne surprend guère quand on sait qu'en 1991 le secteur primaire regroupait 97,8% des actifs du milieu rural (INSD ;1991). L'activité commerciale (17%) et l'artisanat (3%) occupent une faible proportion en milieu rural et constituent en fait une activité complémentaire (tableau XXIV). Quant aux femmes leurs activités diffèrent de celui des hommes. En sus des travaux ménagers c'est généralement l'agriculture, le petit commerce de beignets et de condiments les jours de marchés qui les occupent. La

vente de dolo (bière locale à base de mil) représente aussi une activité dominante au niveau des femmes. Quelques femmes s'adonnent à la restauration. Les femmes ayant une expérience urbaine sont présentes dans l'artisanat de production et de service (couture, coiffure etc.). Ayant déjà séjournées en ville elles ont pu apprendre ces types de métiers. Sous la rubrique autres, 5 enquêtés étaient élèves dans leur milieu d'origine. Après cette caractérisation socioprofessionnelle du migrant il serait intéressant de voir comment celui-ci accède à l'emploi informel.

**Tableau XXIV** : Répartition des migrants selon le sexe et l'activité d'origine

Activités Sexe	Agriculture /élevage	Industries /artisanat	commerce	Autres	Total
SM	101 (85%)	3 (3%)	10 (8%)	0 (0%)	119(100%)
SF	24 (54.5%)	2 (4.5%)	18 (41%)	5 (4%)	44 (100%)
Total	125 (77%)	5 (3%)	28 (7%)	5 (3%)	163 (100%)

### III - LES FILIERES D'ACCES DES MIGRANTS A L'EMPLOI INFORMEL

Pour accéder à l'emploi, les migrants ont recours à des stratégies. C'est dans le secteur informel qu'ils chercheront prioritairement un emploi du fait de leur origine rural pour la plus part et de leur niveau d'instruction. Ces stratégies d'accès à l'emploi restent liées aux relations familiales et parentales et aux ressources conventionnelles et non conventionnelles.

#### A – LA FILIERE PARENTALE ET AMICALE

Parlant du rôle de la parenté dans l'accès à l'emploi Leslie écrivait en 1963 : « *Pratiquement chaque africain qui décide de venir à Dar es salam arrive à une adresse connue, ou vit une relation connue. Cette relation va le recevoir, l'installer chez lui, le*

*nourrir, lui montrer comment se débrouiller, l'aider à trouver un travail, pendant des mois si nécessaire jusqu'à ce que le nouvel arrivant se lance seul et loue une habitation ».*

Il apparaît dès lors *que les institutions familiales constituent jusqu'à présent le principal canal d'accès à l'emploi pour les migrants et migrantes. Les structures modernes ne jouant qu'un rôle marginal dans le processus d'embauche et de recrutement pour les emplois salariés. 85% des migrants déclarent avoir obtenu leur premier emploi par le biais d'une tierce personne. Certains migrants quittent directement le village sur appel d'un parent pour venir travailler en ville. La plus part des apprentis et aides familiales enquêtés (88%) ont des affinités avec le patron : un frère, un neveu ou un cousin qui a été confié par un parent afin que celui ci apprenne un métier pour se débrouiller plus tard.*

L'amitié est également utilisée par les migrants pour avoir accès à l'emploi. Il est ressorti lors de nos entretiens que le rôle de l'amitié est surtout prépondérant dans le changement d'activité. Après plusieurs années passées dans une activité quelconque et après une certaine durée de séjour, le migrant a eu le temps de se constituer un réseau d'amitié qui va l'aider à se trouver un emploi plus rémunérateur ou plus stable. *«Plus le chef de ménage est ancien plus son cursus urbain est long et plus il a accumulé un savoir faire lui permettant (...) de mieux se débrouiller ».* Le rôle des relations parentales et amicales dans l'accès à l'emploi est sans conteste mais qu'en est-il des ressources conventionnelles et non conventionnelles ?

## B - LES AUTRES FILIERES

### **1 - Les ressources conventionnelles**

Nous entendons par ressources conventionnelles les diplômes, les formations, le capital financier etc... dont dispose le migrant à la recherche d'emploi. De par la faiblesse du niveau d'instruction des migrants, les diplômes interviennent peu dans le processus d'accès à l'emploi. Les migrants possédant des diplômes, généralement le CEPE ou le BEPC sont défavorisés dans la recherche de l'emploi car ignorant le marché de l'emploi et manquant d'expérience. Ceux ayant une formation professionnelle manquent souvent

de capital financier pour démarrer leur activité. Ils ont souvent recours à la famille. Il apparaît que les ressources conventionnelles interviennent peu dans l'accès à l'emploi du migrant mais qu'en est-il des ressources non conventionnelles ?

## **2 - Les ressources non conventionnelles**

*« L'appartenance à différentes sortes d'associations (d'originaires, religieuses, ethniques) à une promotion scolaire, à une promotion de circoncision, à des clubs, à un parti politique etc.. constituent les ressources non conventionnelles »(OUEDRAOGO, 1987).*

A Bobo-Dioulasso comme dans plusieurs villes burkinabé, il y a des associations d'originaires de village. Ce sont des associations d'entraide et d'assistance sociale lors des cérémonies (mariages baptême, décès etc.). Ces associations ont entre autres objectifs le développement de la région d'origine par la réalisation d'infrastructures socio-économiques dans le village d'origine grâce à la cotisation des différents membres. Le fait d'appartenir à ce genre d'association constitue un moyen pour le migrant de se tisser un réseau de « parenté » qui peut être déterminant dans l'accès à l'emploi à la faveur de l'intervention d'un membre de ladite association. En outre, à Bobo-Dioulasso les clubs de thé sont très nombreux. Ces clubs regroupent aussi bien des migrants que des non migrants. Boire du thé est une pratique quasi courante à Bobo-Dioulasso. Le thé est organisé en club communément appelé « grin » accueillant jusqu'à des hauts cadres de l'administration. Ce sont des lieux de rencontres qui permettent au migrant de se tisser des relations pouvant être déterminant dans l'accès à l'emploi. Un de nos enquêtés est originaire du Mouhoun. Il a 22 ans et est venu à Bobo-Dioulasso pour chercher du travail. A son arrivée en 1995 il travaillait avec son oncle comme apprenti maçon. L'activité ne prospérant pas, il quitta son oncle pour chercher du travail. C'est alors qu'il a commencé à fréquenter un « grin » dans le quartier Koko en compagnie d'un ami. Il s'est proposé un jour comme le fakir (celui qui est chargé de faire le thé) en remplacement du titulaire en voyage. Ces talents de fakir lui ont permis de se tisser une relation avec un haut cadre de l'administration originaire du même

village qui lui a trouvé du travail.». C'est un cas assez isolé qui montre que les filières d'accès à l'emploi sont diversifiées.

Il apparaît que les filières d'accès des migrants à l'emploi informel sont diversifiées mais les relations parentales et l'amitié restent les principaux canaux d'accès à l'emploi. Les ressources conventionnelles et non conventionnelles sont peu déterminantes. Mais quelles sont les activités auxquelles s'adonnent les migrants ?

#### **IV - LES MIGRANTS DANS L'EXERCICE DE LEUR EMPLOI**

Jadis considéré comme secteur refuge et secteur de tremplin vers le secteur moderne comme l'affirme TODARO (1969) cité par VAN DIJK : « *les migrants travaillent en ville dans le secteur informel ou le secteur traditionnel urbain avant qu'ils ne trouvent un emploi dans le secteur moderne.* » Mais, au fil des ans le secteur informel est devenu un maillon essentiel du tissu économique bobolais, un véritable mode de vie où le migrant s'est solidement installé. Nous essayerons dans ce volet de saisir le migrant dans son activité. Les différentes activités informelles que le migrant exerce, les statuts qu'il occupe dans l'activité et la mobilité professionnelle dont il fait preuve.

##### **A - LES ACTIVITES EXERCEES PAR LES MIGRANTS A BOBO-DIOULASSO**

A leur arrivée les migrants exercent prioritairement une activité dans le secteur informel principalement dans le commerce. « *C'est surtout dans le secteur informel que le migrant cherchera du travail, s'il n'est pas à même de trouver un emploi rémunérateur par la voie officielle*<sup>24</sup>»

##### **1 - Le commerce : activité de prédilection des femmes migrantes**

L'activité informelle dominante est le commerce. Il occupe les migrants à plus de 65% avec des proportions beaucoup plus élevées chez les femmes (tableau XXV). Le

---

<sup>24</sup> Projet d'appui au secteur non structuré de Ouagadougou. 1989

commerce n'est pas seulement l'apanage des femmes migrantes mais des femmes en général. Au même titre que les migrantes les hommes sont également présents dans cette activité comme le montre le tableau ci dessous.

**Tableau XXV:** Répartition des migrants selon la branche d'activité et le Sexe

Sexe Branche d'activité	SM	SF	Total
Commerce	76 (63.9%)	30 (68%)	106 65%
Artisanat de production	15 (12.6%)	4 (9%)	19 (12%)
Artisanat de service	21 (17,6%)	7 (16%)	28 (17%)
Autres	7 (5,9%)	3 (7%)	10 (6%)
Total	119	44	163

La prédominance des femmes au niveau de l'activité commerciale pourrait s'expliquer par son caractère souvent individuel et temporaire, par l'accès relativement facile et libre, nécessitant peu d'investissement et pratiquement pas de formation. 25% des femmes enquêtées déclarent avoir démarré cette activité avec moins 1000 FCFA et 60% l'ont fait avec moins de 10 000 FCFA. Sur les 44 femmes migrantes enquêtées, 68% exercent dans le commerce contre 64% pour les hommes.

L'activité commerciale reste également dominante chez les hommes mais elle reste moins marquée que chez les femmes, en outre les types de commerce sont différents de même que les investissements de départ sont beaucoup plus élevés chez les hommes : 30 000 FCFA en moyenne.

## **2 - Caractéristiques des activités commerciales des hommes et celles des femmes migrantes**

Les activités de commerce des femmes sont généralement de petites tailles : « le petit commerce », certaines sont sommaires, saisonnières et occasionnelles, les revenus générés étant parfois insignifiants. Ces activités commerciales sont

généralement de petites tailles et représentent plutôt des occasions pour s'occuper que la recherche de gains véritable. « *L'exercice de ces activités commerciales ne procure pas uniquement à ces actifs des moyens de subsistance mais surtout un motif d'occupation* » (SANOu, 1993). Les propos de cette migrante lors de nos enquêtes est assez illustrative de cette situation. « *Mieux vaut vendre au marché et avoir 25 FCFA que de rester à la maison et ne rien faire* ».

Les femmes s'adonnent surtout au commerce des produits alimentaires et spécialement dans le commerce de détail. Les hommes ont eux en main, la distribution des produits industrialisés ainsi que le commerce de gros de certaines cultures vivrières. Il existe néanmoins une minorité de femmes qui s'adonnent à la vente des produits manufacturés : les étoffes, les plats d'émail, les produits cosmétiques et les outils de ménages en plastiques. Le commerce de grande distance est surtout l'apanage des hommes. Les pesanteurs socio culturelles acceptent difficilement l'absence prolongée d'une femme du domicile conjugal. Néanmoins nous assistons ces dernières années à des commerce de longue distance impliquant des échanges avec l'étranger et des ventes hors du pays. C'est le cas de cette enquêtée. : « *je suis commerçante depuis que j'étais au village à Leguema. Je vendais des légumes et des beignets, une fois en ville j'ai continué à vendre les beignets au début ce n'était pas facile parce que ça ne marchait mais petit à petit je me suis fait connaître et ça allait. Je suis allée une fois au Mali pour rendre visite à une tante commerçante. C'est grâce à ses encouragements et à ses nombreux conseils que je me suis lancée dans le commerce de Basin avec l'aide financière de mon mari qui travaille dans une usine de la place. Avec le temps j'ai diversifié mes activités et maintenant j'achète également du poisson fumé à Kouri (Mali) que je revends sur la place du marché* ».

La différence entre les articles des hommes et ceux des femmes dans le commerce trouve sans doute son origine dans la répartition des travaux entre hommes et femmes dans la vie sociale du village. En plus de l'activité commerciale les migrants s'adonnent à d'autres activités informelles.

### **3 - Les autres activités informelles des migrants et migrantes**

Les femmes actrices de l'informel sont peu présentes dans les activités de production et de service mis à part la transformation agroalimentaire, la couture, la coiffure, la vente de dolo, et la restauration. Dans l'artisanat de service, elles occupent des emplois de « bonne », de coiffeuse, de serveuse de bar (généralement originaires des provinces du sud ouest). Elles sont également dans les secrétariats publics offrant des services de photocopie, de saisie, de téléphone et de fax etc. Dans l'activité de coiffure et de couture, les interrogées sont majoritairement des recalées du système éducatif avec un niveau d'étude supérieur à celui de celles qui exercent dans le commerce. Elles ont une expérience urbaine de la migration. Trois (3) des 4 couturières ayant déjà transité par une ville secondaire dans leur itinéraire migratoire.

Les hommes quant à eux sont beaucoup plus présents dans l'artisanat de production et de service. On les retrouve dans les différents ateliers de production et de service. Cela s'explique par le fait que ces secteurs nécessitent un savoir-faire et sont des secteurs qui sont l'apanage des hommes (mécanique, menuiserie etc.). On retient donc que Les hommes ont plus de possibilités d'emplois dans le secteur informel que les femmes. « *Les femmes qui se voient dans l'obligation de gagner de l'argent, se retrouvent automatiquement dans le commerce par manque d'autres possibilités* », fait remarqué une de nos enquêtées. Alors que les hommes, en plus du commerce se retrouvent dans les autres branches d'activités informelles. Il apparaît donc que la plu part des migrants et migrantes exercent des activités dans le secteur informel mais quels statuts occupent-ils dans l'exercice de leur activité ?

#### **B - STATUT DES MIGRANTS DANS L'ACTIVITE EXERCEE**

Les migrants occupent généralement dans leur activité, le statut d'indépendant qui est dominant aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Cela est à mettre en rapport avec la prédominance de l'activité commerciale dans laquelle les intéressés sont généralement indépendants (tableau XXVI). Soulignons que tous les migrants de retour de notre échantillon (10) sont des indépendants. Ce sont des personnes ayant appris un

métier ailleurs et qui de retour dans leur pays d'origine montent leurs propres activités économiques (commerce, couture, menuiserie).

**Tableau XXVI:** Statut des migrants et migrantes dans leur activité exercée

Sexe Statut dans l'activité	SM	SF	Total
Employeur	3 (3%)	2 (5%)	5 (3%)
Indépendant	78 (66%)	26 (59%)	104 (64%)
Salarié	21 (18%)	7 (16%)	28 (17%)
Apprenti	11 (9%)	1 (2%)	12 (7%)
Aide familiale	6 (5%)	8 (18%)	14 (9%)
Total	119 (100%)	44 (100%)	163 (100%)

L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir que le salariat est légèrement dominant chez les hommes 18% contre 16% chez les femmes. Bien que l'écart soit faible on remarque que généralement les possibilités pour les femmes migrantes de trouver du travail salarié sont très limitées par rapport aux hommes.

Les activités féminines utilisent très peu d'apprentis (2%) par contre elles utilisent plus d'aides familiales (18%). Ce qui est tout à fait le contraire chez les hommes où le statut d'apprentis est représenté à 20% contre 2% pour le sexe féminin. Les apprentis se rencontrent surtout dans les ateliers des activités informelles masculines : mécanique auto et deux roues, menuiserie etc. L'apprentissage étant un créneau pour accéder plus tard à un emploi salarié ou à une autonomie professionnelle. « *L'apprentissage est un mode de formation qui prépare les jeunes à l'auto emploi en priorité tout en leur offrant quelques fois certaines possibilités dans les autres secteurs* ». Les activités féminines occupant le plus d'apprentis sont généralement la couture et la coiffure.

Les aides familiales eux se rencontrent surtout dans le commerce où elles aident les femmes dans leur activité.

Outre ces statuts nous avons rencontré deux employeuses une coiffeuse et une couturière qui emploient de la main d'œuvre salariée.

Une étude évolutive des statuts des migrants dans leur première activité jusqu'au moment de l'enquête montre que les statuts des femmes varient très peu tandis que la variation est plus nette chez les hommes. Tout se passe comme si le migrant aspirait à une autonomie professionnelle « *posséder ses propres affaires* ». A la question de savoir quels sont les projets d'avenir des apprentis, ils ont tous répondu vouloir avoir leur propre atelier un jour. Huit (8) des 13 apprentis (hommes) qui ont changé de statut sont devenus des indépendants. Si la plu part des migrants restent très mobiles au niveau du statut qu'en est-il au niveau de l'activité qu'ils exercent

### C - LA MOBILITE PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS

Les migrants qui exercent une activité dans le secteur informel aspirent pour beaucoup à travailler dans le secteur moderne où les salaires sont réguliers. Mais comme montré précédemment leur profil professionnel constitue un handicap. Ils vont donc dans la quête d'un bien être connaître des changements d'activité. Les mouvements se faisant à l'intérieur du secteur. Nous avons enregistré 4 arrivées du secteur moderne vers le secteur informel du fait de licenciement. Les causes de changement d'activité des migrants dans le secteur informel sont diverses mais on peut citer entre autres la recherche d'une autonomie professionnelle, la recherche de revenus plus élevés, les conditions difficiles de travail, l'irrégularité et l'insuffisance des revenus etc. Nos enquêtes nous montrent que les changements d'activités sont très nombreux en début de séjour, 80% des changements d'activités ayant lieu durant les trois premières années du séjour pour s'estomper au fil du temps. Cela s'explique par le fait qu'au départ le migrant est perpétuellement à la recherche « *d'un bon travail* ». La jeunesse aidant-il peut se permettre plusieurs changements d'activités. Par contre les anciens migrants sont beaucoup plus stables du fait sans doute des responsabilités familiales et de l'âge. La mobilité professionnelle des femmes est très réduite. On assiste plutôt à

des changements de type de commerce et une diversification des articles vendus. C'est le cas par exemple de trois (3) de nos enquêtés qui après plusieurs années passées dans la vente de fruits et légumes se retrouvent maintenant dans le commerce de pagnes. Les changements d'activités sont beaucoup plus nombreux au niveau des indépendants qu'au niveau des salariés. Situation qui pourrait s'expliquer par la précarité de l'emploi salarié.

#### ◆ *Conclusion partielle*

Il ressort de ce développement que le migrant accède dans la plupart des cas à l'emploi informel par le biais des relations familiales et amicales. L'activité commerciale demeure l'activité de prédilection des migrants particulièrement des femmes migrantes qui s'adonnent surtout au commerce des produits alimentaires. Les hommes bien qu'étant présents dans le commerce sont beaucoup plus représentés dans le secteur de production et de service. Les migrantes et migrants occupent surtout le statut d'indépendant dans leur activité, ce qui laisse apparaître le caractère souvent individuel de l'activité. Notons enfin que les acteurs de l'informel font preuve de mobilité professionnelle preuve sans doute de la précarité de leur situation.

Après avoir présenté le migrant dans son activité, Il serait dès lors opportun de voir les impacts socio-économiques des activités informelles pour la ville de Bobo-Dioulasso.

## **CHAPITRE VII : IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ACTIVITE INFORMELLE : LES PROBLEMES ET LES SOLUTIONS**

Le secteur informel constitue un maillon essentiel de l'économie de Bobo-Dioulasso de par les nombreux atouts qu'il regorge. Malgré ce, il est confronté à d'énormes difficultés dont l'aplanissement par des solutions idoines lui donneront sans doute un réel dynamisme.

### **I - LES ATOUTS DU SECTEUR INFORMEL**

Le secteur informel présente plusieurs atouts parmi lesquels nous pouvons citer le rôle de création d'emploi, de distribution de revenus, de contribution à l'alimentation des caisses du trésor public et de régulation sociale.

#### **A - RÔLE DE CREATION D'EMPLOI**

La question de l'emploi est une préoccupation majeure des villes du tiers monde comme l'atteste FAROQ (1989) : « *De toutes les variables liées à la population, la main d'œuvre sur tous ses aspects (offres, utilisation et mise en valeur) est généralement celle à laquelle les planificateurs accordent le plus d'attention. Cette primauté ne surprend guère compte tenu des graves problèmes posés par l'emploi dans les pays en voie de développement* ». Le secteur informel semble être une réponse à la création d'emploi face aux insuffisances du secteur moderne.

Depuis la mise en œuvre du PAS en 1991, l'environnement économique burkinabe connaît des changements. Parmi ces changements, il y a la transformation du marché de travail et surtout le recul de la protection sociale et une tendance à une grande précarité de l'emploi qui passe par « l'informalisation » de l'économie.

Le rapport sur le développement humain durable de 1998 sur le Burkina Faso indique que depuis l'ajustement structurel, la croissance du secteur informel s'est accéléré par rapport au développement du secteur formel. Ce secteur sert actuellement de relais dans l'insertion de la population active à l'emploi. Entre 1985 et 1995, il enregistrait une croissance de 69,2% en matière de création d'emploi contre 43,2% dans le domaine agricole. Il fournit actuellement 70% à 75% de l'emploi non agricole et occupe environ 9% de la population active totale contre 2% par le secteur moderne. L'OIT estime que 70 % au moins des nouveaux emplois sont créés aujourd'hui dans le secteur informel en Afrique. A Bobo-Dioulasso, le secteur informel occupe près de 70% de la population active et 63% des emplois informels sont occupés par les migrants (ECOLOG op cit).

D'après les résultats de notre enquête, le secteur informel demeure grand pourvoyeur d'emploi aux migrants. Le tableau XXVII donne un aperçu du nombre de travailleurs dans les différentes unités économiques<sup>25</sup> informelles.

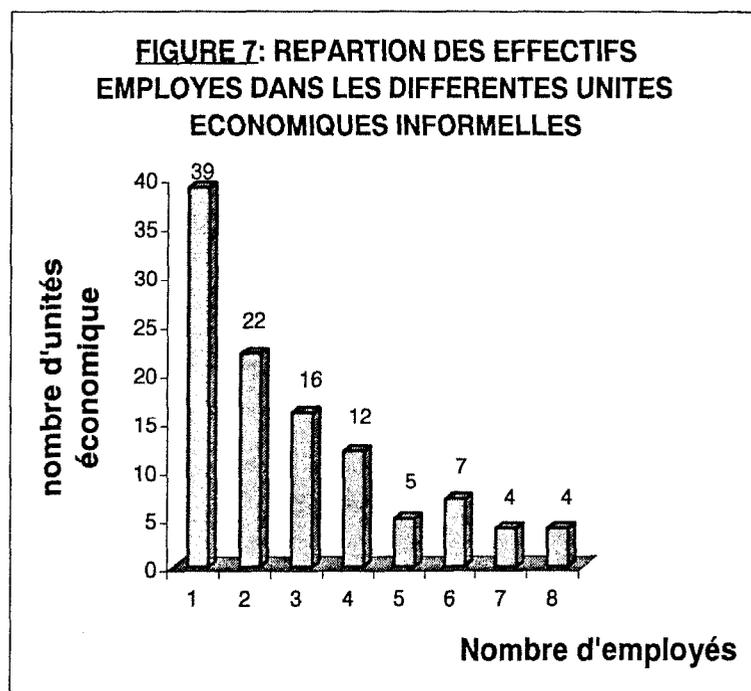
**Tableau XXVII:** Effectifs des employés dans les entreprises informelles

Nombre d'employés	1	2	3	4	5-	6	7	8	Total
Unités économiques*	39	22	16	12	7	5	4	4	109
Effectif total employé**	39	44	48	48	35	30	28	32	304

\*\*effectif total employé =  $(39 \times 1) + (22 \times 2) + (16 \times 3) + (12 \times 4) + (7 \times 5) + (4 \times 7) + (4 \times 8) = 304$

Au regard de la figure 5 ci dessous, les principales unités économiques informelles sont constituées de 1 à 2 employés (56%) de l'effectif total. Les 109 unités économiques dénombrées emploient 304 personnes soit une moyenne de 3 employés par entreprise.

<sup>25</sup> Unités économiques peut être un employeur ou un travailleur indépendant. Nous n'avons pas pris en compte les apprentis, les salariés et les aides familiales qui représentent 54 individus. Notre échantillon est donc ramené ainsi à 109 (163- 54) unités économiques



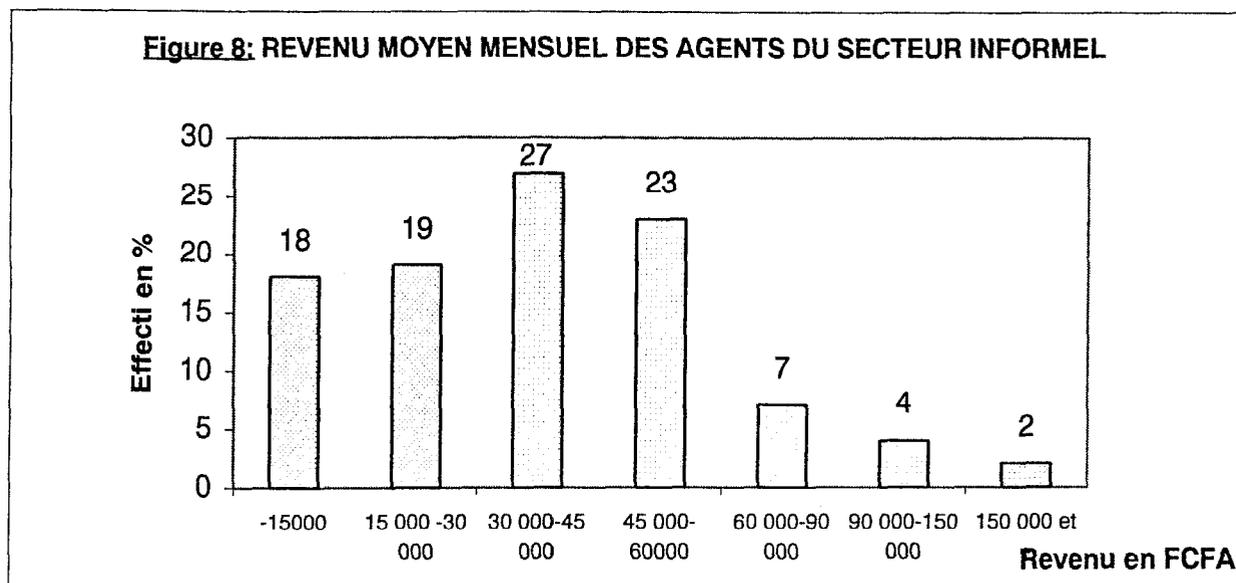
A la lumière de ces résultats on peut affirmer que le secteur informel repose sur une main d'œuvre abondante et partant source de distribution de revenus.

## B - ROLE DE DISTRIBUTION DE REVENUS

Le secteur informel est grande pourvoyeuse de revenus aux citoyens. Pour certains auteurs, ce secteur procure des revenus de subsistance, pour d'autres ce sont des revenus d'appoint, et pour les derniers, une source d'enrichissement. Les enquêtes du BIT ont permis de mettre en relief le rôle dynamique joué par le secteur que d'aucuns qualifie de marginal.

A Bobo-Dioulasso, la masse salariale totale versée dans le secteur informel en 1997 s'établit à 4.1 milliards et le secteur participe également pour 64% à la création de richesse des ménages (ECOLOC, op cit).

L'annexe 4 et la figure 8 présentent les revenus des agents du secteur informel de notre échantillon.



Les revenus mensuels ont été estimés sur la base des revenus journaliers. 11 enquêtés ont refusé de répondre à la question relative au revenu. Nous n'avons pas pris en compte les apprentis et les aides familiales au nombre de 26 ; leur "revenu" étant le plus souvent en nature et très irrégulier. Il a été impossible de déterminer les montants. Ce qui réduit notre échantillon à 126 = (163-11-26) (voir annexe 4) L'évaluation chiffrée dans le secteur informel reste difficile, toutes les opérations n'étant pas comptabilisées et les recettes étant souvent englouties par les dépenses. Les revenus doivent être pris avec beaucoup de réserve. On a eu l'impression par moments que certains enquêtés avançaient des chiffres qui n'ont rien à voir avec la réalité pour se débarrasser de l'enquêteur. Néanmoins sur la base des résultats obtenus, 13% des enquêtés ont des revenus compris entre 60 000 et plus de 150 000 FCFA. Ces revenus restent relativement élevés comparativement à ceux que gagne un cadre moyen de la fonction publique burkinabé (moins de 100 000 FCFA). Ce sont généralement les patrons qui sont les mieux lotis et qui n'ont rien à envier à ceux du secteur moderne. Près de la moitié des travailleurs (49.6%) ont un revenu oscillant entre 30 000 et 60 000 FCFA, ce qui est supérieur au SMIG (27 500 FCFA) au Burkina Faso. Les moins lotis ont entre -15 000 et 30 000 FCFA et représentent 39%. Ce sont principalement les salariés du secteur informel : les « bonnes », les vendeurs d'eau glacée, les serveuses des bars, les agents des télé centres. A cela on pourrait ajouter les cireurs de chaussures, les gardiens de parking, les petits commerçants etc. Ces métiers que Odoardo Como appelle activité

informelle « à profil bas » A la lumière de ces résultats on peut affirmer que l'activité informelle n'est pas seulement une activité de survie comme le pense de nombreux auteurs. C'est vrai que la majorité des travailleurs de l'informel ont des salaires qui leur permettent de satisfaire leurs besoins fondamentaux mais une bonne fraction des employeurs et des patrons ont des salaires égaux ou supérieurs à ceux des agents de la fonction publique. La grande difficulté réside dans la gestion de ces fonds. En absence de toute comptabilité, la gestion des ressources laisse souvent à désirer. Le taux de faillite des activités du secteur informel est très élevé.

Les enquêtes ont permis également de voir que les revenus mensuels des hommes sont sensiblement plus élevés (48 000 FCFA en moyenne contre 22 000 FCFA pour les femmes).

En dépit de son caractère, le secteur informel apporte une part contributive au trésor public.

## C - CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL AU TRESOR PUBLIC

Le secteur informel contribue aux recettes du trésor public. Plusieurs enquêtés ont déclaré être à jour vis-à-vis des services du fisc. Malheureusement nous n'avons pu avoir les preuves pour tous les enquêtés. A la question ayant trait au fisc, plusieurs migrants ont été très réticents de peur sans doute d'une imposition. Néanmoins sur la base des preuves que nous avons eues (les reçus délivrés par le service des impôts) les taxes et les impôts payés, variables selon la taille de l'activité sont les suivants :

- Redevance pour l'occupation du domaine public: 30 000 /an ;
- Patente : 25 000 – 45 000 FCFA par an ;
- Droit de marché : 2000 –10000 FCFA par mois.

Notons également que les agents salariés du secteur informel sont soumis à l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS). En payant les différentes taxes et même si les taux de recouvrement sont parfois faibles, certains acteurs arrivant à se soustraire des agent des impôts, le secteur informel contribue à alimenter le trésor public. La contribution du secteur au PIB national n'est pas négligeable comme l'indique le tableau

ci-dessous. De 1985 à 1989, la contribution du secteur au PIB national est en moyenne de 27,4%. La participation du secteur informel au budget de la ville de Bobo-Dioulasso est estimée 102 054 000FCFA en 1997 (ECOLOC op cit).

**Tableau XXVIII** : Contribution du secteur informel dans le PIB national en %

Années	1985	1986	1987	1988	1989	Moyenne
PIB en %	27,8	27,6	27	27	27,6	27,4

Source : ONPE- 1992

En plus de son rôle économique le secteur informel joue incontestablement un rôle social de régulation, de satisfaction de divers besoins et de formation.

#### D - ROLES DE REGULATION SOCIALE, DE SATISFACTION DE DIVERS BESOINS ET DE FORMATION

Le secteur informel est la structure d'accueil essentielle pour les migrants. Il joue un rôle de régulation sociale du fait qu'il procure des moyens de subsistance à beaucoup de laissés pour compte du système moderne. Ce secteur atténue les effets sociaux du chômage visible et apaise le climat social en occupant une grande partie des citadins. Il pallie par la même occasion les déficiences d'un système économique qui ne parvient guère à créer des postes de travail en nombre et qualité suffisante pour absorber une main d'œuvre pléthorique. « *Sans l'économie populaire, les difficultés des grandes agglomérations africaines seraient beaucoup plus dramatiques, et les difficultés des pauvres beaucoup plus angoissantes. Pourquoi ne pas prendre appui sur cette réalité ?* » BUGNICOURT ; J. in courrier n°179 de décembre-janvier 2000 p 55).

Le secteur informel joue également un rôle de satisfaction de divers besoins. Les prestations de service du secteur ainsi que les articles proposés sont à moindre frais par rapport à ceux proposés par le secteur moderne (Réparateur de cycles et d'appareils électroménagers, vendeurs de friperie, restaurateurs aux abords des rues). Ce sont les

lieux de satisfaction des besoins de l'essentielle de la population urbaine à faible pouvoir d'achat.

Le secteur informel est également une importante école de formation. 92% des « patrons » enquêtés déclarent s'être formés dans ce secteur. En 1990, l'ONPE dénombrait que sur 23 métiers retenus pour l'enquête nationale sur le secteur informel au Burkina Faso, 19 sont source de formation. L'artisanat de service et l'artisanat de production étant les plus importants creusets de formations des jeunes.

Malgré les nombreux atouts que présente le secteur informel, il est malheureusement sujet à plusieurs difficultés.

## II - LES PRINCIPAUX PROBLEMES LIES A L'ACTIVITE

Les travailleurs du secteur informel sont confrontés à plusieurs problèmes qui constituent des obstacles à leur plein épanouissement. On peut citer entre autres le manque de financement par les structures formelles de crédit, le manque de formation, et les tracasseries fiscales.

### A – UN BESOIN DE FINANCEMENT

Comme l'indique le tableau ci dessous le capital pour le financement de l'activité provient généralement des économies personnelles et d'apports familiaux

**Tableau XXIX:** Sources de financement des activités informelles des migrants

Source de financement	Epargne personnelle	Aide familiale	Tontine	Prêt bancaire	Autres
Fréquence %	72%	15.5%	8%	0	4.5

Si pour le démarrage de son activité, le migrant a recours à l'aide de parents, par la suite pour agrandir son activité il a surtout recours à ses propres économies. Le capital

destiné à l'expansion de l'unité économique est quasi exclusivement le produit de l'épargne personnelle du migrant. De nombreuses études ont montré que les exploitations informelles fonctionnent à 90% sur autofinancement, les autres besoins étant couverts par les crédits de proximité (familles, entourage, etc.).

Quant aux femmes migrantes, elles ont le plus souvent recours au système des « pari » communément appelé tontine<sup>26</sup> pour financer leurs activités. Celles qui sont mariées bénéficient généralement de l'aide du conjoint comme nous avons pu le constater lors des recherches. Seulement une des enquêtés a bénéficié d'un prêt d'une caisse populaire de la place pour agrandir son activité.

Il apparaît donc que l'accès au marché financier moderne est difficile de sorte que les entreprises du secteur informel restent souvent l'affaire d'une personne, condamnées à disparaître à la mort du propriétaire. Le taux d'échec de ces entreprises est particulièrement élevé en milieu urbain où la concurrence est âpre. C'est d'ailleurs l'une des causes du non-financement des activités informelles par les institutions formelles de crédit. A cela il faut noter la méfiance même des agents vis à vis de ces institutions et leur inadéquation. *«La banque moderne dite banque des riches attire peu parce qu'inadaptée aux besoins de la majorité des africains analphabètes et gagne petits ».*<sup>27</sup>

## B - LA FORMATION

Un des obstacles au développement du secteur informel est le faible niveau de qualification des travailleurs (tableau XXIII p 80 ). Les travailleurs du secteur informel sont souvent sans formation ou ont acquis leur formation sur le tas, lors de séjours dans des entreprises familiales du secteur non formel. La productivité reste donc faible du fait de ce manque de qualification. La formation sur le tas présente de nombreux avantages

<sup>26</sup> Economiser peut se faire aussi bien individuellement que collectivement en étant membre d'une tontine. C'est un groupe qui a pour but de se soutenir mutuellement dans l'épargne. Chaque membre donne une somme à la caisse, à des moments fixés. La totalité de la caisse est alors versée à tour de rôle, à un des membres de la tontine.

<sup>27</sup> Abou TOURE : les petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture Karthala ; Paris, p236 285 p

surtout, la formation d'un nombre important de travailleurs du secteur informel et à moindre frais ; mais force est de constater qu'il présente beaucoup d'insuffisance surtout pour un certain nombre d'activités (l'artisanat de service et l'artisanat de production). Le commerce ne nécessitant souvent pas de formation. Les mauvaises conditions d'apprentissage (pléthore d'apprentis qui ne peuvent être tous suivis correctement) et la durée de plus en plus courte de la période d'apprentissage (car on est pressé d'entrer dans la vie active pour diriger ses propres affaires) ne permettent pas à l'apprenant de bien maîtriser son métier. On constate également un certain conservatisme dans le transfert de connaissances. Les patrons chargés de former les jeunes générations ne transmettent que ce qu'ils ont appris depuis des lustres, puisque n'ayant jamais bénéficié de recyclage ni de stage de formation. Or certaines technologies évoluent très vite ( Mécanique auto, engin à deux roues appareils électro ménagers etc). Tout cela a pour conséquence d'influencer sur la qualité des prestations des agents du secteur informel Notons enfin que les connaissances acquises par les travailleurs du secteur informel ne sont qu'empiriques. De ce fait les formations ne débouchent sur aucun certificat prouvant de la parfaite connaissance du métier et confirmant l'aptitude des formés à diriger un atelier, le métier se trouve alors infiltré par toute sorte d'individus même des gens qui n'ont jamais exercé l'activité. Il est courant d'entendre dire que certains travailleurs du secteur informel sont des bricoleurs.

## C - LES TRACASSERIES FISCALES

Les travailleurs du secteur informel sont souvent soumis à des taxes et impôts jugés exorbitants pour des secteurs dont les revenus sont irréguliers et incertains. Les enquêtés ont relevé cela comme étant un obstacle au développement du secteur. Ils s'insurgent contre les agents du fisc chargé du recouvrement des impôts car les délais qui leur sont impartis pour le règlement des taxes et impôts sont très courts. En outre ils ne sont pas à l'abri de déguerpissement bien que payant les impôts et contribuant à la salubrité de la ville. Chaque vendeur étant tenue de rendre la devanture de son commerce propre.

Les salariés quant à eux tablent sur leur non-affiliation à la caisse de solidarité sociale toutes choses qui a pour conséquences d'être à la merci de l'employeur avec des lendemains incertains.

### **III - PROPOSITION DE QUELQUES SOLUTIONS**

Pour accroître la rentabilité du secteur informel et lui permettre de renforcer son impact socio-économique, certaines actions dans le domaine de l'accès au crédit, de la formation et de l'organisation gagneraient à être faites.

#### **A - NECESSITE D'UNE ASSISTANCE FINANCIERE**

Pour une plus grande compétitivité du secteur informel, il faudrait que les agents aient accès à des financements. C'est vrai que depuis plusieurs années plusieurs structures étatiques de prêt existent pour permettre aux travailleurs du secteur informel notamment les PMI et les PME d'avoir accès au crédit. Mais l'existence de ces institutions sont non seulement ignorés par les acteurs de l'informel mais elles touchent une infime partie de travailleur de ce secteur, (1,78%) selon l'ONPE (1990). En outre, les petits métiers ne sont généralement pas pris en compte par ces institutions d'aide au secteur informel au regard des objectifs de celles-ci comme le remarque l'Observateur « Paalga » du 11/6/2000.

Ainsi le Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) crée en 1998, s'intéresse au sous secteur agropastoral, artisanat de production, commerce et prestation de service, ses objectifs étant :

- De promouvoir l'exploitation de technologies de base mieux adaptées aux conditions locales ;
- De faciliter l'accès au crédit des agents du secteur informel ;
- De développer des mesures d'accompagnement susceptible de participer à une meilleure gestion des crédits alloués ;
- D'inciter au regroupement et à l'auto organisation.

Depuis 1999 le FASI a accordé 422 518 622F CFA de crédit pour la réalisation de 1018 micro projets au profit de 1050 bénéficiaire répartis dans 25 provinces.

Crée en 1995, le Projet d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises ( PAPME) a pour but de favoriser l'émergence et le développement de petites et moyennes entreprises, burkinabe viables et par voie de conséquences la création d'emplois par :

- Une assistance des promoteurs dans le montage de dossiers de demande de financement;
- Un suivi d'installation et d'exploitation des entreprises financières et la formation des clients;
- Un financement de création, de développement ou de diversification d'entreprises.

Les secteurs d'intervention sont : l'agropastoral et l'alimentaire, l'exportation des produits finis ou semi-finis y compris ceux de l'artisanat d'art et la production minière ou industrielle. En quatre années d'existence (de 1995 à 1999), le PAPME a initié 1521 projets, crée 1200 emplois, financé 184 projets d' un montant d'environ 2,291 milliards de FCFA. Par ailleurs 3000 personnes ont bénéficié de formations diverses.

Le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF). Il a été crée en 1990, et entend promouvoir l'activité socioéconomique des femmes afin de leur permettre de participer davantage au processus de développement. Le fond veut donc promouvoir l'accès des femmes au crédit, d'une part, en leur accordant des prêts. Les montants des crédits varient entre 5000F CFA et 500 000F CFA pour les prêts individuels et jusqu'à 2 000 000F CFA pour les groupements avec un taux d'intérêt de 10 % sur la totalité du capital de départ. D'autre part en leur dispensant des formations pour qu'elles gèrent mieux leur affaire, (formation en gestion, commercialisation, animation de groupe). Depuis sa création, un total de 6210 millions de F CFA de crédit a été octroyé à 256 322 bénéficiaires dont 90 % provenant des groupements villageois féminins et associations. Les secteurs financés sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la transformation, le commerce, etc. Dans l'avenir le FAARF compte appuyer les micro entreprises du secteur informel.

## B - UN BESOIN INCONTESTABLE DE FORMATION

Un des obstacles au développement du secteur informel, c'est le manque de formation de ses agents. Pour une plus grande compétitivité, il faut faciliter l'accès des petits entrepreneurs aux structures actuelles de formation et de marketing pour en faire de véritables entrepreneurs. La formation pouvant consister à des recyclages dans les différents domaines respectifs pour l'amélioration des prestations de service, en gestion de crédit. Certaines structures telles que : le Bureau des Artisans (BA), le PAPME, le FAARF jouent entre autre ce rôle. Le PAPME a formé jusqu'en 1997 11000 futurs promoteurs.

L'exemple du Bureau des Artisans (BA) gagnerait à être encouragé. C'est une ONG allemande qui a pour objectif principal l'auto promotion des artisans. Le BA organise une formation assez novatrice appelée formation de type duale au profit de l'Association des Mécaniciens d'Engins à Deux Roues de Bobo Dioulasso (AMERB). C'est un système de formation par alternance entre deux sites de formation : l'entreprise ou l'atelier qui est le lieu de travail d'une part, et les centres ou écoles de formation d'autre part. Ainsi de façon simultanée les apprentis bénéficient d'une formation théorique de base indispensable à l'exercice de leur métier, et d'autre part d'une formation pratique technique. Cette formation qui dure trois ans comporte en sus du volet technique, un volet alphabétisation et un volet culture générale. Cette formation concerne 56 apprentis, l'encadrement se fera par vingt patrons appelés maîtres d'apprentissage et six artisans formateurs membres de l'AMERB jouant le rôle de superviseur. Quatre de nos enquêtés participent à cette formation.

## C - CREATION DE GROUPEMENTS ET D'ASSOCIATIONS

Les activités informelles sont souvent des activités individuelles à 88,55% (ONPE ;1990). Cette proportion travaille en dehors de toute organisation.

Conscients que l'union fait la force, les travailleurs du secteur informel ont compris la nécessité de se constituer en association ou groupement afin d'avoir un pouvoir de décision et de négociation. Il y a des créations d'association (réparateurs de cycles, vendeuses de fruits et légumes, commerçantes du grand marché association de restauratrices etc.). Mais celles-ci restent timorées au regard des problèmes de leurs membres. Il s'agit :

- Du Groupement des Menuisiers de Colma (GMC);
- Du Groupement Féminin des Teinturières Badema (GROU FE BA ) ;
- De l'Union des Garagistes de Bobo Dioulasso (UGB ) ;
- De l'Association des Mécaniciens d'Engins à Deux Roues de Bobo Dioulasso (AMERB) ;
- De l'Association des Restauratrices de Bobo Dioulasso (BEDIA).

Toutes ces associations sont affiliées à l'Union des Organisations Professionnelles des Artisans de Bobo Dioulasso et Ouagadougou (UNOPABO) qui est un cadre d'échange entre artisans pour la défense de leur intérêt.

Ces associations peuvent constituer des interlocuteurs crédibles face à des bailleurs ; elles peuvent également constituer un forum pour des discussions et des échanges de nouvelles idées et expériences. Elles devraient être l'interlocuteur avec le gouvernement lors des négociations. Cette possibilité de communication entre travailleurs du secteur informel peut constituer la base d'un réseau dont ils ont besoin pour développer leur activité.

#### ◆ *Conclusion partielle*

Le secteur informel occupe la majorité des citoyens dans la ville de Bobo Dioulasso et particulièrement les migrants qui de par leurs caractéristiques socioprofessionnelles sont d'office écartés des secteurs modernes de l'économie. C'est dans ce secteur qu'ils vont s'installer solidement. Loin d'être un secteur abri comme le pense de nombreux auteurs, il est devenu un mode de vie pour de nombreux citoyens en particulier les migrants.

Le rôle prépondérant que joue les relations parentales et amicales dans l'accès à l'emploi informel est également mis en exergue

Enfin le secteur informel à Bobo-Dioulasso est d'un intérêt socio-économique indéniable. Il est évident que le niveau de vie de la populations de Bobo-Dioulasso ne pourrait être ce qu'il est et les réponses à la crise ne pourraient pas être ce qu'elles sont s'il n'existait pas l'ensemble de ces activités. Malgré ces atouts le secteur informel est confronté à plusieurs problèmes d'ordre organisationnel, financier et administratif auxquels les autorités et les principaux acteurs doivent trouver des solutions pour en faire un modèle alternatif de développement endogène.

## CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Il apparaît que le secteur informel est le secteur de prédilection de la majorité des bobolais, des migrants notamment. C'est le principal débouché des migrants sur le marché de l'emploi.

Secteur longtemps combattu, il est aujourd'hui un maillon essentiel de l'économie de Bobo-Dioulasso de par ses nombreuses fonctions socio-économiques. Imaginons un seul instant la ville sans ces activités dites informelles ; un désastre sans doute comme le note BUGNICOURT ; J. (opcit). « *Sans l'économie populaire, les difficultés des grandes agglomérations africaines seraient beaucoup plus dramatiques, et les difficultés des pauvres beaucoup plus angoissantes. Pourquoi ne pas prendre appui sur cette réalité ?* » A cette interrogation les pouvoirs publics n'ont cessé d'entreprendre plusieurs actions pour en tirer le meilleur parti de ce que certains appellent « un mal nécessaire »

Le développement du secteur informel dans la ville de Bobo-Dioulasso peut renforcer la croissance économique à condition d'être soutenue par des actions, des projets et une aide dans ce sens. Les gouvernements devraient formuler et appliquer les politiques macro-économiques nécessaires aux conditions de cette croissance. Ils devraient notamment adopter une attitude plus positive à l'égard des activités menées dans le secteur informel par des personnes démunies, et particulièrement des femmes et tenter d'en accroître la productivité.

Mais toute intervention pour dynamiser le secteur informel doit être flexible et concertée. Pour stimuler cette dynamique et briser les entraves qui s'opposent à leur développement, une stratégie d'appui fondée sur les initiatives émanant de la base paraît indispensable. Une telle stratégie pourrait renforcer leur propre capacité de réponse aux problèmes rencontrés, sans leur retirer leur qualité essentielle : l'autonomie d'initiative et d'action.

Cette approche participative exige une présence souple et incitative de l'Etat et l'organisation autonome des intéressés qui prendraient ainsi leur destinée en main. Voilà un défi qui s'inscrit dans le courant de la rupture avec les méthodes classiques d'aide au développement. Les acteurs sociaux et institutionnels concernés sauront-ils relever le défi ?

Au terme donc de cette étude les recommandations suivantes peuvent être faites :

- Il est vain de vouloir freiner de manière draconienne l'exode rural, il faudrait plutôt créer les conditions nécessaires pour une bonne insertion professionnelle du migrant dans la ville car c'est un acteur dynamique du processus de développement de la ville ;
- De nombreuses règles et règlements rendent la vie difficile aux travailleurs de l'informel, une déréglementation sélective pourrait favoriser le développement du secteur. Le gouvernement et les municipalités devraient veiller à rendre le système de paiement des taxes plus transparent et plus adapté, le reformer de manière à ne plus inciter les petites entreprises à vivre dans l'illégalité, les acteurs du secteur ignorant généralement la destination des montants prélevés;
- Promouvoir le travail en réseau par la sensibilisation des micros et petits entrepreneurs. Cela aura pour avantages :
  - de limiter la concurrence et les coûts ;
  - d'offrir des produits et des services plus attrayants ;
  - de valoriser de nouvelles idées.
- La fourniture par les pouvoirs locaux et municipaux d'espace et d'infrastructures à l'intention des micros et des petites entreprises permettra une meilleure expression du potentiel dont ils recèlent. En ce sens, il faut se réjouir de la construction du grand marché de Bobo-Dioulasso. Pour éviter une saturation de ce marché avec son lot de désagréments, il est souhaitable de doter les autres quartiers de petits marchés ;
- Appuyer les petits entrepreneurs pour qu'ils puissent accéder aux structures actuelles de crédit, de formation et de marketing. Il convient de convaincre les banques (les caisses populaires notamment) et les établissements de formation de l'importance de ce marché ;

- Avec le taux élevé du chômage que connaît la ville, il faudrait développer un programme complet de projet et d'actions pouvant orienter les activités du secteur informel vers un développement des activités à forte intensité de main d'œuvre ;
- Promouvoir la sous-traitance et d'autres formes de relations entre micro, petites, moyennes et grandes entreprises.

## **BIBLIOGRAPHIE**

**AURELIA, H.** 1989 : Migration, urbanisation et développement ; Le cas de l'espiro Santo Bresil. Edition CIACO, 226 p.

**BILONGO, N.** 1989 : Activités économiques et ménages en milieu urbain de l'Afrique subsaharienne : réflexion conceptuelle. 63 p.

**BLION, R.** 1990 : Phénomène migratoire et migration de retour : l'analyse socio-Economique du retour des migrants burkinabé de la Côte d'Ivoire. DEA Université de Paris I Panthéon Sorbonne UFR économique 07.143 p.

**BONOU, B. G.,** 1988 : Les activités rémunératrices des femmes du milieu rural dans l'ouest du Burkina Faso. CNRST-ONPE, 100 p.

**BOSCH, E.** 1985 : Les femmes du marché de Bobo Dioulasso : la vie et le travail des commerçantes dans la ville de Bobo Dioulasso. 186 p.

**CHARME, J.** 1989 : 35 ans de comptabilité nationale du secteur informel au Burkina faso : 1954-1989: Ouagadougou PNUD, 107 p.

**CHARME, J.:** Problème de l'emploi et du chômage. module 1.4.6 documents pédagogiques, 89 p.

**CONSTANTINOS, K.** 1979 : Le cheminement migratoire en Haute Volta : tentative de création de typologie. Mémoire de maîtrise- Université de Montréal-Canada, 209 p.

**COULIBALY,S.** 1978 : Les migrations voltaïques : les origines, les motifs et les perceptions des politiques. Thèse Université de Montréal- Canada, 369 p.

Engagements nationaux : « Arrêt sur les FASI, PAPME, FAARFet FAPE » In l'observateur PAALGA du 11juin 2000, p 8.

**ENYUKA, N.** 1985 : quelques aspects du problème de l'emploi à Kinshasa : essai d'analyse et d'interprétation. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal-Canada,142 p

**FASO BAARA** : « Assainir l'environnement socioéconomique : un besoin fondamental en infrastructure ». IN L'Observateur Paalga n°3684 du 14 juin 1994.

**FINDLEY, S. et al, 1990** : L'économie du don : une étude sur les stratégies de survie des femmes migrantes dans un quartier à faible revenu de Bamako. CERPOD n°4 INSAH CILSS, 20 p .

**GUIRA, A.** 1991 Une filière d'activité informelle en milieu urbain : Les réparateurs de cycle de Ouagadougou. Mémoire de maîtrise université de Ouagadougou, 85 p.

**HOULE, R.** 1986 : Migration, mobilité et formation du secteur informel en Colombie 1947-1977. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal, 128 p.

**Information sur la population en Afrique** n° 61 Juillet-décembre 1991 : PAS et emploi en Afrique. Publication de la division de la population. Commission économique pour l'Afrique. Adis Abeba. 17p.

**INSD.** 1988 : 2<sup>ème</sup> recensement Général de la population du 10-20 décembre 1985 : principales données définitives. 32P.

**INSD** , 1989 : Recensement Général de la population. Burkina Faso 1985 : analyses des résultats définitifs. 317P.

**INSD,** 1994 : Analyses des résultats de l'enquête démographique : 4<sup>ème</sup> partie. Activités économiques. 70 p.

**INSD,** 1994 : Enquêtes démographiques 1991. Données brutes. 555P.

**INSD,2000** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat 1996 : Données provisoires.. 12 p.

**IRD, FASEG, CEDRES, PDM,2000 ;** 2000 : L'économie locale de Bobo-Dioulasso (ECOLOC-2000). Mairie de Bobo-Dioulasso, commission nationale de la décentralisation. 179 p.

**KANDOLO, B.** 1981 : La vie des migrants voltaïques à Abidjan. Mémoire de maîtrise Institut E.S Université d'Abidjan Côte d'Ivoire, 74P.

**LACHAUD, J. P.** 1991 : Pauvreté et offre de travail à Abidjan : concepts, méthodes et analyses. Institut d'Etudes sociales, 35p.

**LACHAUD, J.P.** 1997 : Pauvreté, vulnérabilité et marché du travail au Burkina Faso. Université de Montesquieu- Bordeaux IV, Centre d'économie du Développement.

**La chronique de Pakisto** : « Le secteur informel quel avenir ? » In « l'observateur Paalga » n°3369 du 7/4/93.

**BURKINA FASO, 1998** : L'emploi et la protection sociale en faveur de la lutte contre la pauvreté pp 85-100 In « Rapport sur le Développement Humain Durable, 1998- Burkina Faso 250 p.

**LULLE, T.** 1990 : Le rôle de l'emploi dans les stratégies d'insertion urbaine des migrants : le cas des travailleurs du bâtiment en Colombie. pp123-128 IN « villes et citadins du tiers monde. ORSTOM. Dossier sur télédétection urbaine cahier n°4 1,36P.

**LOCOH, T.1989** : Structure familiale d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique. Pp 279-295 IN « Migration, changements sociaux et développement » QUESNEL, A. et al, 1981. 388 p.

**Ministère de l'économie et des finances ; INSD ; PDSA ;1996** : Le profil de pauvreté au Burkina Faso. 1<sup>ère</sup> édition- Etudes statistiques nationales, Ouagadougou. 170 p.

**MILLOGO, D.** 1988 : Le phénomène de chômage dans un pays en voie de développement : le cas du Burkina Faso. Mémoire de maîtrise ESSEC, Université de Ouagadougou, 107p.

**Ministère de l'Economie et des finances** , 1993 : Population et développement dans la province du Houet : Aspect physique, humain et économique de la province. 85 p.

**Ministère de l'emploi du travail et de la sécurité sociale** 1997 : Etude d'élaboration des axes directeurs de stratégie de relance de l'emploi au Burkina faso.

**Ministère de l'Industrie du Commerce et des Mines** 1989 : Plan de réhabilitation de l'activité économique de la région de Bobo Dioulasso. 63 p.

**Ministère de l'administration territoriale et de la sécurité-commune** de Bobo-Dioulasso, 1999 : Monographie. 16 p.

**OBERAI, A. S** ; 1982 : Guide pour les enquêtes sur les migrations internes dans les pays en voie de développement : Caractéristiques démographiques et sociales BIT Genève. 18 P.

**OBERAI, A. S.**1989: Migration, urbanisation et développement BIT .

**ODOARDO, C.** « Une économie africaine de plus en plus informelle »IN le courrier n° 151 mai-juin 1995 p75-76.

**ONPE** 1987: Enquête nationale sur le secteur informel, Ouagadougou 40p.

**ONPE**, 1992 : Secteur non structuré urbain au Burkina faso : Diagnostic des problèmes des micros entrepreneur et politique de promotion, Ouagadougou , 28 p.

**OUEDRAOGO, Daouda.** 1992 : Les migrants burkinabé de Korhogo : parcours professionnel, insertion et devenir. Mémoire de maîtrise. Université de Ouagadougou 91p.

**OUEDRAOGO, Dieudonné.**1989 : Quelques repères sur l'insertion économique des migrants dans les villes burkinabe in « l'insertion urbaine des migrants en Afrique. Acte du séminaire CRDI ORSTOM URD- Lomé 10-14 février 1987. Antoine, P. et Coulibaly, S. 1989 . pp 93-103

**OUEDRAOGO, Dieudonné** 1984 : Etude sur les potentialités du secteur non structuré dans les agglomérations secondaires. CILSS Ouagadougou, 53p.

**PHILIPPE, H.** 1981 : Vivre et survivre dans les villes africaines. Coed. I Deblé. Paris PUF.

**REMUAO, CERPOD, INSAH,** 1997: Enquêtes sur les migrations et urbanisation au Burkina Faso (EMUBF) 1992-1993. CILSS. Rapport national descriptif. 140 p.

**SANOU, O.M.** 1993 : Pauvreté et marché du travail à Ouagadougou (Burkina faso ) INSD- Institut International d'études sociales, 1<sup>ère</sup>. Edition. p 83 .

**SDAUB** 1987 : Schéma de développement et d'aménagement urbain de Bobo dioulasso- Rapport de présentation. 545 p.

**SOME, H. ADJIMA, G.** 1991: Migration et urbanisation au Burkina faso. CERPOD 90 p.

**TRAORE, M. OUATTARA, K.** 1994 : Insertion des migrants en milieu urbain : cas de Ouagadougou.(Burkina faso ). Mémoire de maîtrise en géographie. Université de Ouagadougou, 172 p.

**TRAORE, Y.** 1993 : La gestion des ordures ménagères à Bobo Dioulasso mémoire de Maîtrise en géographie université de Ouagadougou, 131p.

**VAN, DIJK M P,** 1976 : Analyse et diagnostics du secteur non structuré urbain à Ouagadougou-résultats d'une enquête demandée par l'ONPE. Vol1 Dakar PECTA BIT, 122p.

**VAN, DIJK. M. P,** 1992 :Recherche sur le secteur non structuré. Dakar-programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique OIT ,75p.

**VAN DIJK, M. P.** « Le secteur informel dans les villes et sa contribution positive à leur développement » IN le courrier n° 149 de janvier-février1995, p 73-76.

**VILQUIN, E.** 1978 : Quelques caractéristiques de l'immigration urbaine au Zaïre occidental . Université Catholique de Louvain Belgique (Working Paper n°51), 22p.

**ZERBO, M** 1993 : Activités commerciales des femmes dans le secteur informel : cas des femmes « grossistes » de Flex Faso : Ouagadougou. Mémoire de Maîtrise- Université de Ouagadougou-FLASH, 80 p.

## **LISTES DES ABREVIATIONS**

BA : Bureau des artisans  
BIT : Bureau international du travail  
CBTM : Compagnie burkinabe de transformation des métaux  
CESAO : Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'ouest  
CFDT : Compagnie française de développement des fibres textiles  
DHD : Développement humain durable  
ECOLOG : Economie locale  
FAARF : Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes  
HIMO : Haute intensité de main d'œuvre  
INSD : Institut national de la statistique et de la démographie  
IRD : Institut de recherche et de développement  
MABUCIG : Manufacture burkinabe de cigarettes  
OIT : Organisation internationale du travail  
ONEA : Office national de l'eau et de l'assainissement  
ONPE : Office National de la Promotion de l'emploi  
PAPME : Programme d'appui à la petite et moyenne entreprise  
PAS : Programme d'ajustement structurel  
PIB : Produit intérieur brut  
PLB : Produit local brut  
PME : Petites et moyennes entreprises  
PMI : Petites et moyennes industries  
REMUAO: Réseau migration et urbanisation de l'Afrique de l'ouest  
RGPH 96 : Recensement général de la population et de l'habitat de 1996  
SDAUB : Schéma d'aménagement et de développement urbain de Bobo-Dioulasso  
SIFA : Société industrielle du Faso  
SOFITEX : Société burkinabe des fibres textiles  
IUTS : Impôt unique sur le traitement des salaires  
UERD : Unité d'enseignement et de recherche en démographie

## LISTE DES TABLEAUX

## PAGES

### PREMIERE PARTIE

<b>Tableau I:</b> Trafic commercial de l'aéroport de Bobo-Dioulasso en tonne de frêt.....	20
<b>Tableau II:</b> Evolution de la population de Bobo-Dioulasso de 1945 à 1996.....	24
<b>Tableau III :</b> Origine des migrants à destination de la province du Houet.....	31
<b>Tableau IV :</b> Evolution comparée des gains migratoires par rapport au croît naturel à ..	34
Ouagadougou et Bobo-Dioulasso de 1975 à 1991 en %.....	34
<b>Tableau V :</b> Répartition des chefs de ménages de Bobo-Dioulasso.....	35
selon le lieu de naissance en %.....	35
<b>Tableau VI:</b> Accroissement de l'espace urbain de Bobo-Dioulasso de 1945 a 1985.....	37
<b>Tableau VII :</b> Répartition des classes, du nombre d'élèves et d'instituteurs selon le.....	38
statut de l'école à Bobo-Dioulasso.....	38
<b>Tableau VIII :</b> Evolution comparée du PIB de Ouagadougou et de .....	41
Bobo-Dioulasso de 1960 à 1995 en % .....	41

### DEUXIEME PARTIE

<b>Tableau IX:</b> Taux d'occupation par sexe et par milieu de résidence (en %).....	45
<b>Tableau X</b> Taux de chômage par niveau de résidence.....	46
<b>Tableau XI :</b> Taux de chômage par niveau de résidence et par sexe (%) .....	47
<b>Tableau XII:</b> Population totale, population active, population active au.....	49
chômage, taux de chômage à Bobo-Dioulasso .....	49
<b>Tableau XIII:</b> Situation de l'emploi à Bobo-Dioulasso de 1990 à 1998.....	50
<b>Tableau XIV :</b> Demande d'emploi selon le sexe à Bobo-Dioulasso.....	54
<b>Tableau XV</b> Offre d'emploi selon le niveau d'instruction.....	55
<b>Tableau XVI :</b> Offre d'emploi selon le type de contrat.....	57
<b>Tableau XVII:</b> Offre d'emploi selon le secteur d'activité.....	57

### **TROISIEME PARTIE**

<b>Tableau XVIII</b> : Répartition des agents du secteur non structure selon.....	72
le groupe d'activité et le sexe .....	72
<b>Tableau XIX</b> : Répartition des agents féminins du secteur non structure.....	73
de Bobo Dioulasso selon le groupe d'activité .....	73
<b>Tableau XX</b> : Origine géographique des enquêtés.....	77
<b>Tableau XXI</b> : Population informelle enquêtée selon la tranche d'âge et le sexe.....	78
<b>Tableau XXII</b> : Répartition es migrants enquêtés selon le niveau d'instruction et le sexe .....	79
<b>Tableau XXIII</b> : Population enquêtée selon le niveau de formation et le sexe.....	80
<b>Tableau XXIV</b> : Répartition des migrants selon le sexe et l'activité d'origine.....	81
<b>Tableau XXV</b> : Répartition des migrants selon la branche d'activité et le Sexe .....	85
<b>Tableau XXVI</b> : Statut des migrants et migrantes dans leur activité exercée .....	88
<b>Tableau XXVII</b> : Effectifs des employés dans les entreprises informelles.....	92
<b>Tableau XXVIII</b> : Contribution du secteur informel dans le PIB national en %.....	96
<b>Tableau XXIX</b> : Sources de financement des activités informelles des migrants.....	97

## LISTE DES FIGURES

## PAGES

<b>Figure 1</b> : Evolution comparée de la population de Bobo-Dioulasso, de Ouagadougou et des autres centres urbains de 1975 à 1996.en %-----	26
<b>Figure 2</b> : Contribution des différents secteurs d'activité à la création de richesse à Bobo-Dioulasso-----	42
<b>Figure 3</b> : Demandes et offres d'emploi a bobo dioulasso de 1990-1998-----	50
<b>Figure 4</b> : Offre d'emploi selon la branche d'activité économique à Bobo-Dioulasso de 1990 à 1998-----	52
<b>Figure 5</b> : Répartition de la population active de bobo dioulasso selon le secteur d'activité (1985-1987)-----	71
<b>Figure 6</b> : Répartition de la population informelle de Bobo-Dioulasso selon la branche d'activité-----	74
<b>Figure 7</b> : Répartition des effectifs employés dans les différentes unités économiques informelles-----	93
<b>Figure 8</b> : Revenu moyen mensuel des agents du secteur informel-----	94

## LISTE DES CARTES

<b>Carte 1</b> : Situation géographique des différents sites d'enquête à Bobo-Dioulasso-----	10
<b>Carte 2</b> : Situation géographique de la zone d'étude-----	17
<b>Carte 3</b> : Situation géographique de Bobo-Dioulasso dans la province du Houet-----	18
<b>Carte 4</b> : Principaux flux migratoires interprovinciaux de 1985 à 1991-----	32

## **ANNEXES**

**ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE**

**UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU  
FLASH  
DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE**

**MEMOIRE DE FIN DE CYCLE  
THEME : MIGRATION ET EMPLOI : LE CAS DU  
SECTEUR INFORMEL A BOBO DIULASSO**

**QUESTIONNAIRE N°.....**

**10- IDENTIFICATION DE L'ENQUETE**

Secteur \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_ Ethnie \_\_\_\_\_

11- Date de naissance ou âge en année révolue \_\_\_\_\_ Lieu de naissance \_\_\_\_\_

**12- Situation matrimoniale**

- 1- marié
- 2- célibataire
- 3- veuf/ve
- 4- divorcé

13- Année de mariage \_\_\_\_\_

14- Profession principale actuelle \_\_\_\_\_

15- Nombre d'années passées dans l'activité \_\_\_\_\_

16- Profession principale antérieure \_\_\_\_\_

**17- Lieu de résidence avant votre arrivée à bobo Dioulasso**

- 1- urbaine (à préciser)
- 2- rural (à préciser)

**18- Niveau d'instruction**

- 1- non scolarisé
- 2- primaire
- 3- secondaire
- 4- supérieur
- 5- alphabétisé

**19- Niveau de formation**

- 1- technique
- 2- sur le tas
- 3- centre de perfectionnement
- 4- aucune

## 100- QUESTIONNAIRE MIGRATION

101- Depuis quand êtes vous installé à Bobo Dioulasso ? \_\_\_\_\_

102- Quelle est la raison de votre migration à Bobo dioulasso ?

1-étude 1-apprentissage 3chercher du travail 4-mariage 5-suivre la famille  
6-se faire soigner 9-autres (à préciser)

103- Qui vous a accueilli à Bobo Dioulasso ?

1-parent 2-ami 3-originaire du même village 9-autres (à préciser)

104- Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées une fois arrivé à Bobo Dioulasso ?

1-aucune 2-hébergement 3-problèmes financiers 4-problème d'emploi  
9-autres (à préciser)

105- Itinéraire migratoire depuis la naissance

Déplacement	Lieu d'accueil	Raison du déplacement	Durée du déplacement	Activités menées

## 200- VIE ACTIVE ET PROFESSIONNELLE

201- Quelle était votre activité dans votre milieu d'origine ?

1-agriculture 2-commerçant 3-artisan 9-autres (à préciser)

202-Combien de temps avez vous mis pour trouver votre premier emploi une fois arrivé à Bobo Dioulasso ? \_\_\_\_\_

203- Par qui êtes vous passé pour trouver du travail ?

1-vous même 2-votre conjoint/e/enfant 3vos parents 4-frères/sœurs  
5-un ami 6-une association 9- autres (à préciser)

204- Quelle est votre statut dans l'occupation actuelle ?

1-employeur 2-indépendant 3-salarié 4-apprenti 5-aide familiale

205-Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées pour trouver votre premier emploi ?

**206- Différents emplois occupés depuis votre première migration jusqu'à aujourd'hui**

Lieu d'accueil	Emplois occupés	Statut d'occupation	Raisons du changement d'activité	Durée dans l'activité

**Codes correspondants :**

- 1-perte d'emploi                      2- revenu insuffisant                      3-condition de travail difficile  
 4- meilleure offre    9-autres ( à préciser)

**Pour indépendant et employeur**

**207-Localisation de l'entreprise :**

- 1- Marché                      2- local 3-plein air                      9- autre (à préciser)

**208-Effectif de votre entreprise :**

1-nombre d'employés \_\_\_\_\_

**209 Depuis quand possédez-vous votre entreprise ?** \_\_\_\_\_

**210- Combien avez-vous dépensé pour démarrer votre activité ?** \_\_\_\_\_

**211-Comment êtes vous devenu propriétaire de cette entreprise ?**

- 1-épargne personnelle 2-aide familiale 3-héritage                      emprunt                      9-autres

**212- Avez-vous déjà bénéficié d'une formation dans le cadre de votre travail ?**

1-oui 2- Non

**213- Mode de recrutement des apprentis :**

- 1-alliance parentale                      2-simple connaissance 3-par sollicitation                      9-autres

**214- Mode de rémunération des apprentis :**

1-en espèce                      combien ?

2-en nature                      quoi ?

**215- Durée de formation d'un apprenti** \_\_\_\_\_

**216- Revenu mensuel généré par l'entreprise :**

- 1-Inférieur à 15 000FCFA                      2-entre 15 000 et 150 000                      3- supérieurs à 150 000

**217- Avez-vous d'autres sources de revenus ?**                      1-oui                      2-non

**218- Si oui combien cela vous rapporte t-il par jour ?** \_\_\_\_\_

**219- Avez-vous une comptabilité écrite ?**                      1-oui                      2-non

**220- Payez-vous des taxes ou des impôts ?**

1-oui combien

2-non

**221- Nature des investissements de l'enquêté :**

1-agrandir l'entreprise 2-épargne 3-commerce 4-construction 5-transfert monétaire 9-autres  
(à préciser)

**222- Nature des dépenses de tous les enquêtés**

1-alimentaire 2-habillement 3-scolarité 9-autres (à préciser)

**Pour apprentis et salariés**

**223- Etes vous au service d'un parent ?** 1-oui 2-non

**224 – Quel est le degré de parenté ?.....**

**225- Avez vous un revenu ?** 1-oui 2-non

**226- Combien ? \_\_\_\_\_**

**227- Périodicité de votre rémunération :**

1-à la tâche 2-par jour 3-par semaine 4-par mois

**228-Avez vous une fiche de paie ?** 1-oui 2-non

**229- Bénéficiez-vous des prestations de la CNSS ?** 1-oui 2-non

**230- Avez vous acquis une formation dans l'entreprise ?** 1-oui 2-non

**231- Etes vous satisfait de votre formation ?** 1-oui 2-non

**232- Quels sont les problèmes auxquelles vous êtes le plus souvent confronté ?**

**233- Quels sont vos projets d'avenir ?**

**300-VIE ASSOCIATIVE : Pour tous les enquêtés**

**301-Appartenez-vous à une association** 1-oui 2- Non

**302-Si oui Quels sont les objectifs de votre association ?**

**303-Quel sont les difficultés auxquelles vous êtes confrontés ?**

**ANNEXE 2 : DIFFERENTES ACTIVITES INFORMELLES OCCUPEES PAR LES  
ENQUETES**

	Type de commerce	sexe		Total
		SM	SF	
Commerce	-Condiments-fruits et légumes	-	10	10
	-Pagnes plats	-	3	3
	-poisson fumés	-	3	3
	-Dolo	-	2	2
	-« Dégué »	-	2	2
	-friperie	9	-	9
	-cigarette	9	-	9
	-commerce général	11	-	11
	-volailles	10	3	13
	-tissu	15	-	15
	-plats cuisinés	2	5	7
	-bois et charbon	1	2	3
	-Matériaux de construction	8	-	8
	-pièces détachées	11	-	11
<b>Total</b>		<b>76</b>	<b>30</b>	<b>106</b>
Artisanat de production	-Tailleur	6	-	6
	-Menuisier	5	-	5
	-Couturière	-	4	4
	-Ferrailleur	2	-	2
	-soudeur	2	-	2
<b>Total</b>		<b>15</b>	<b>4</b>	<b>19</b>
Artisanat de service	-Réparateur de cycles	10	-	10
	-Mécanicien auto	4	-	4
	-Cireur de chaussure	2	-	2
	-Coiffeur	3	3	6
	-blanchisseur	2	-	2
	-serveuse bar	-	4	4
<b>Total</b>		<b>21</b>	<b>7</b>	<b>28</b>
Autres		7	3	10
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>		<b>119</b>	<b>44</b>	<b>163</b>

**ANNEXE 3 : LES PRINCIPALES ACTIVITES INFORMELLES PAR BRANCHE  
D'ACTIVITE**

<b>1- Commerce</b>		
Commerce général	Eau – glace –sucre	Matériaux de
Plats cuisinés	Café-thé	construction
Fruits et légumes	Pièces détachées	Beurre
Condiments	Beignets	Eau barrique
Arachide	Poisson	Farine, mil
Vêtement	Gâteau	Tubercules
Céréales	Huile	Viandes, grillades
Cigarettes	Chaussures	Pharmacie
Bois et charbon	Volailles	Boule d'akassa
Dolo	Plats	lait
Colas	Bétail	
Boisson	Bouillie	
Tissu moderne	Produit de beauté	
friandises		

<b>2- Secteur de production</b>		
Tissage	Soudeur	Préparation de dolo
Tailleur	Electricien	Bijoutier
Maçon	Cordonnier	Briqueterie
Menuisier/bois	couturier	Ferrailleur

<b>3- Secteur de service</b>		
Réparateur de cycle	Jardinier	Electricien
Serveur bar	Coiffeur	Commerce import/export
Boucher	Chauffeur	Autres transporteurs
Boutiquier	Blanchisseur	Mécanographes
Charpentier	peintre	Agent comercial
		Meunier
		Libraire
		Cireur

Source : tiré des résultats de l'enquête de l'ONPE sur le secteur non structuré urbain ; 1987

**ANNEXES 4 : REVENUS MOYENS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR  
INFORMEL EN FCFA**

Revenu journalier	Revenu mensuel	Effectif total	Fréquence
-500	-1500	23	18
500-1000	15 000-30 000	24	19
1000-1500	30000-45 000	34	27
1500-2000	45000-60 000	29	23
2000-3000	60 000-90 000	9	7
3000-5000	90 000-150 000	5	4
+5000	150 000et +	2	2
	Total	126	100